

2m 11.3431.4

Université de Montréal

**LA RÉUNIFICATION ALLEMANDE À BONN, WASHINGTON ET MOSCOU:  
LES MÉMOIRES POLITIQUES ET LE PROCESSUS MENANT À  
L'UNITÉ DE L'ALLEMAGNE DE 1989-1990**

par

Frédéric Cyr

Département d'histoire

Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures  
en vue de l'obtention du grade de  
Maître ès arts (M.A.)

Juillet 2006

© Frédéric Cyr, 2006



D

7

U54

2006

v.023

## AVIS

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

## NOTICE

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal  
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

La réunification allemande à Bonn, Washington et Moscou: les mémoires politiques et  
le processus menant à l'unité de l'Allemagne de 1989-1990

présenté par :

Frédéric Cyr

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Paul Létourneau  
Samir Saul  
Yakov Rabkin

Mémoire accepté le : 28 JUIN 2006

## Sommaire

Ce travail de maîtrise consiste en une critique des mémoires politiques de Bonn, Washington et Moscou en tant que source historique du processus de réunification allemande de 1989-1990. À l'intérieur des témoignages, les diplomates interprètent d'abord leurs actions de manière à s'approprier les faits marquants menant à l'unité de l'Allemagne. Individuellement, les mémoires sont donc biaisés et ne constituent guère une source historique fiable. Qui plus est, les comptes rendus, qui se veulent avant tout des récits de la diplomatie, ne rendent pas justice au rôle fondamental joué par le peuple est-allemand tout au long du processus vers l'unité allemande.

Toutefois, la lecture simultanée de tous ces mémoires permet au lecteur de dépasser quelques-unes de leurs faiblesses individuelles pour ainsi mieux comprendre les véritables enjeux diplomatiques liés au processus de réunification. À titre d'exemple, la lecture en parallèle des mémoires américains et ouest-allemands fait ressortir la coopération entre les deux gouvernements occidentaux tout au long des négociations. Les témoignages montrent clairement que le président américain, George Bush, surtout en rapport à l'intégration des autres pays membres de l'OTAN, s'est avéré un partenaire fiable et constant pour le chancelier Helmut Kohl. Par opposition à cette coopération, les mémoires soviétiques présentent une version généralement différente de celles de Bonn et de Washington, révélant l'aliénation de Moscou dans le triangle diplomatique Bonn/Washington/Moscou. Les mémoires politiques, malgré leur subjectivité indéniable, peuvent s'avérer utiles pour comprendre quelques-uns des enjeux politiques internationaux entourant la réalisation de l'unité allemande de 1989-1990.

### Mots clés :

Réunification allemande ; mémoires politiques ; diplomatie Bonn/Washington/Moscou ; George Bush ; Helmut Kohl ; Mikhaïl Gorbatchev.

## Abstract

This master's thesis is a critique of the political memoirs from Bonn, Washington and Moscow as a historical source to the reunification process in Germany in the years 1989-1990. In their proceedings, the diplomats tend to embellish their actions so as to take credit for the developments leading to the liberation of the East Germans. Individually, the political memoirs are biased and do not constitute a reliable historical source to the German reunification process. In addition, the proceedings, focused on the international diplomacy, do not give enough credit to the fundamental role played by the East German people.

Nonetheless, a reading of several memoirs, offering different interpretations while completing each other, allows the reader to surpass some of the individual weaknesses and get a better understanding of the real issues at stake in the reunification process. For example, the parallelism between the American and the West German memoirs suggests a tight cooperation between the Western governments during the negotiations. The memoirs clearly show that the American president, George Bush, especially with regards to the integration of other NATO members on the unification question, proved to be a reliable, consistent partner to the German chancellor, Helmut Kohl. In contradiction to this cooperation, Soviet memoirs present a version generally different from those of Bonn and Washington, demonstrating the Soviet alienation in the Bonn/Washington/Moscow diplomatic triangle. The political memoirs, despite their undeniable subjectivity, can be useful in understanding some of the international political issues in the realization of German unity in 1989-1990.

### Keywords:

German reunification ; political memoirs ; Bonn/Washington/Moscow diplomacy ; George Bush ; Helmut Kohl ; Mikhail Gorbachev.

# Table des matières

<b>SOMMAIRE .....</b>	<b>III</b>
<b>ABSTRACT.....</b>	<b>IV</b>
<b>TABLE DES MATIÈRES.....</b>	<b>V</b>
<b>LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS .....</b>	<b>VIII</b>
<b>REMERCIEMENTS .....</b>	<b>X</b>
<b>NOTE DE L'AUTEUR.....</b>	<b>XI</b>
<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>1</b>
PROBLÉMATIQUE .....	3
HISTORIOGRAPHIE .....	4
LIMITES SPATIO-TEMPORELLES .....	8
MÉTHODOLOGIE .....	8
THÈSE .....	9
<b>CHAPITRE 1</b>	
<b>LA FIN DE LA GUERRE FROIDE : PRÉAMBULE DIPLOMATIQUE AU PROCESSUS DE RÉUNIFICATION.....</b>	<b>11</b>
INTRODUCTION .....	11
<i>Premières tentatives en vain</i> .....	11
<i>Mikhaïl Gorbatchev et la perestroïka</i> .....	12
<i>L'administration Bush accepte l'invitation</i> .....	14
LES MÉMOIRES.....	15
« <i>Partners in leadership</i> ».....	15
<i>Gorbatchev en RFA</i> .....	17
<i>La Hongrie ouvre sa frontière avec l'Ouest</i> .....	21
CONCLUSION .....	23
<b>CHAPITRE 2</b>	
<b>LA RÉVOLUTION ET LA CHUTE DU MUR.....</b>	<b>25</b>
INTRODUCTION .....	25
LES MÉMOIRES.....	25

<i>La révolution est-allemande</i> .....	25
<i>Appels téléphoniques à la veille de la chute du Mur</i> .....	30
<i>Le remplacement de Honecker</i> .....	31
<i>L'effondrement du Mur</i> .....	33
<i>Célébrations à Schöneberg</i> .....	36
<i>Appels téléphoniques au lendemain de la chute du Mur</i> .....	37
CONCLUSION .....	38
<b>CHAPITRE 3</b>	
<b>DIX POINTS POUR KOHL</b> .....	<b>40</b>
INTRODUCTION .....	40
LES MÉMOIRES.....	41
<i>Les manifestations se poursuivent</i> .....	41
<i>Un discours en dix points pour Kohl</i> .....	41
<i>Le sommet américano-soviétique de Malte</i> .....	46
<i>Le sommet de Bruxelles</i> .....	48
<i>Genscher est indigné par une rencontre des quatre puissances</i> .....	49
<i>Discours de Chevardnadzé à Bruxelles : signaux mixtes de Moscou</i> .....	50
CONCLUSION .....	51
<b>CHAPITRE 4</b>	
<b>LA DIPLOMATIE EMBOÎTE LE PAS</b> .....	<b>52</b>
INTRODUCTION .....	52
LES MÉMOIRES.....	52
<i>L'implosion de la RDA</i> .....	52
<i>L'élaboration d'un mécanisme de négociation</i> .....	54
<i>Confusion au sujet du futur statut militaire de la RDA</i> .....	57
<i>Baker et Kohl à Moscou</i> .....	58
<i>Sommet à « Ciels ouverts » à Ottawa</i> .....	62
CONCLUSION .....	64
<b>CHAPITRE 5</b>	
<b>NÉGOCIER LES ALLIANCES</b> .....	<b>67</b>
INTRODUCTION .....	67
LES MÉMOIRES.....	67
<i>Élections en RDA</i> .....	67
<i>On entame les négociations</i> .....	69
<i>Washington se tourne vers Moscou</i> .....	72
<i>Au tour de Bonn de courtiser Moscou</i> .....	76
<i>Une deuxième ronde de négociation à Berlin-Est</i> .....	77
<i>Conférence de l'OTAN à Londres</i> .....	80
<i>La clef de voûte se trouve au Caucase</i> .....	82
<i>Dénouement</i> .....	85
CONCLUSION .....	86

<b>RÉSULTATS ET CONCLUSIONS .....</b>	<b>88</b>
NATURE INDIVIDUELLE BAIÉE .....	88
QUELQUES ASPECTS UTILES .....	89
LE PEUPLE OUBLIÉ : LIMITE ABSOLUE .....	92
<b>SÉLECTION BIBLIOGRAPHIQUE .....</b>	<b>95</b>
DOCUMENTS OFFICIELS .....	95
SOURCE: MÉMOIRES POLITIQUES SUR LA RÉUNIFICATION ALLEMANDE .....	95
JOURNAUX ET PÉRIODIQUES CITÉS RÉGULIÈREMENT .....	96
DICTIONNAIRES .....	96
MONOGRAPHIES .....	97
MÉMOIRES ET THÈSES.....	99
ARTICLES DE PÉRIODIQUES .....	99
ARTICLES D'OUVRAGES COLLECTIFS .....	101

## Liste des sigles et abréviations

CAEM : Conseil d'aide économique mutuelle

CDU : Union chrétienne-démocrate d'Allemagne de l'Ouest

CE : Communauté européenne

CEE : Communauté économique européenne

CFE : Forces conventionnelles en Europe

CSCE : Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe

FAZ : Frankfurter allgemeine Zeitung

FDJ : Jeunesse communiste est-allemande

FDP : Parti démocrate libéral ouest-allemand

FNI : Forces nucléaires intermédiaires (Traité sur le désarmement des forces nucléaires intermédiaires en Europe, mieux connu sous le nom de « Traité à double-zéro »)

NSC : Conseil à la sécurité nationale américaine

OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

PCUS : Parti communiste d'Union soviétique

PDS : Parti du socialisme démocratique (Ancien SED, réformé à partir de janvier 1990)

RDA : République démocratique d'Allemagne

RFA : République fédérale d'Allemagne

SED : Parti socialiste est-allemand

SPD : Parti social-démocrate ouest-allemand

START : Projet sur la réduction des armes stratégiques

URSS : Union des républiques socialistes soviétiques

À ma famille

## Remerciements

J'aimerais remercier mon directeur de recherche, Paul Létourneau, d'abord pour avoir cru en mes capacités à rédiger ce mémoire dans ma langue maternelle, le français, qui après plus de huit ans d'études en anglais et en allemand, nécessitait une période de rattrapage et de réadaptation. Je souhaite également le remercier pour ses judicieux conseils dans le choix de mon sujet de mémoire, ainsi que ses encouragements et sa disponibilité tout au long de la rédaction du travail. J'aimerais ensuite remercier deux de mes collègues d'études, Jean-François Juneau et Nancy Marando, qui non seulement ont pris le temps de lire ces pages dans leur totalité, m'offrant de précieux commentaires sur le fond et corrections sur le français, mais aussi pour leur soutien moral continu qui a définitivement allégé mes craintes et angoisses par rapport à la rédaction de ce travail. Je désire également remercier le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) pour son soutien financier lors de la dernière année de mes recherches. Finalement, j'aimerais remercier ma famille, mes parents et mes frères, pour leur soutien moral et spirituel qui m'a été des plus nécessaires depuis mon retour aux études, ou devrais-je dire au Québec, lors des deux dernières années de ma vie.

## Note de l'auteur

Les citations tirées d'ouvrages allemands ont été traduites au français par l'auteur de façon à homogénéiser le texte et à en faciliter la compréhension.

# Introduction

Les mémoires sont des « relation[s] écrite[s] qu'une personne fait des événements auxquels elle a participé ou dont elle a été témoin [...] »<sup>1</sup> Dans leur sélection de sources, les historiens ont habituellement tendance à les laisser de côté, dû justement à leur grande subjectivité. Jean-Baptiste Duroselle a d'ailleurs dit, au sujet des mémoires :

Nous [historiens] ne citons ce type de sources qu'en quatrième lieu, [après les archives publiques, archives privées et sources publiées] car leur valeur est souvent plus discutable que celle des archives et des documents.

L'homme qui écrit sur lui-même s'arrange, se remodèle, se reconstruit, rationalise sa ligne de conduite. Parfois consciemment, parfois inconsciemment, il dit des contre-vérités [...] Chacun aime parler de soi-même, généralement avec avantage. Quiconque croit avoir joué un rôle historique voudrait bien que la postérité ne l'oublie pas<sup>2</sup>.

Les mémoires politiques portant sur la réunification allemande n'échappent certainement pas aux tentations subjectives de leurs auteurs. Il est dans la nature humaine de vouloir louer sa contribution personnelle, surtout dans un événement à grand succès tel que l'a été la réalisation de l'unité allemande. Puisque la majorité des protagonistes ont rédigé leurs comptes-rendus quelques années seulement après le 3 octobre 1990, leur implication politique, toujours présente, a certainement eu un effet considérable sur le degré de subjectivité des témoignages. À titre d'exemple, les mémoires d'Helmut Kohl, chancelier allemand de 1982 à 1998, sont parus en 1997. On peut facilement imaginer que son livre a été écrit de manière à satisfaire certains besoins politiques de l'époque.

Or, les mémoires portant sur l'unification allemande de 1990, bien qu'il nous faille garder les remarques de Duroselle à l'esprit, occupent une position particulière dans leur tranche d'histoire. Tout d'abord, ils constituent une portion significative des sources premières portant sur les événements de 1989-1990. Avec le début des manifestations populaires en République démocratique d'Allemagne (RDA) à l'automne 1989, les dirigeants occidentaux se rappelaient des interventions brutales de l'Armée rouge à Berlin-Est, en Hongrie, et en Tchécoslovaquie depuis les années 1950, où des centaines de citoyens ont été tués<sup>3</sup>. Avec les accords finaux de la

---

<sup>1</sup> *Le nouveau petit Robert*, Dictionnaire le Robert, Paris, 2003. p. 1605.

<sup>2</sup> Jean-Baptiste Duroselle, *L'Europe de 1815 à nos jours*, Paris, Presses Universitaires de France, 1988 [1964], p. 18.

<sup>3</sup> Il s'agit ici des manifestations de 1953, 1956 et 1968 respectivement, où l'Armée rouge est brutalement intervenue en ouvrant le feu sur les foules, causant chaque fois la mort de nombreux manifestants. Les

Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), depuis 1975, à l'intérieur desquels les Alliés s'étaient engagés à protéger le droit à l'autodétermination des pays est-européens, la répétition d'une telle intervention aurait pu forcer les Occidentaux à réagir, menant à un conflit Est/Ouest majeur, potentiellement nucléaire. Rien de tel ne s'est produit. Au contraire, la révolution est-allemande a forcé les antagonistes de la guerre froide à rétablir le dialogue. Sans intervention de l'Armée rouge, qui comptait toujours plus de 380 000 soldats en sol est-allemand, et pratiquement sans aucune violence, l'URSS a accepté l'intégration de la RDA à la République fédérale d'Allemagne (RFA), et du même coup, à l'OTAN. Au niveau international, le processus de réunification a été un succès diplomatique retentissant, sans précédent au vingtième siècle. On comprend donc pourquoi, en rétrospective, les artisans de la réunification cherchaient à faire valoir leur contribution dans le processus. Tous les chefs d'États, ministres des Affaires étrangères, ainsi que la grande majorité des conseillers internationaux des pays impliqués ont publié leurs versions des faits relatifs aux négociations menant à l'unité allemande<sup>4</sup>.

Les mémoires sont aussi une source particulièrement riche à cause des informations inédites qu'ils renferment. Malgré que le chancelier Kohl ait prématurément accepté de rendre publique une grande partie de la documentation officielle de la chancellerie ouest-allemande, en 1998 entre autres<sup>5</sup>, plusieurs archives demeurent aujourd'hui inaccessibles à la vaste majorité

---

dissidents réclamaient, entre autres, plus de liberté en matière de déplacement, et de transparence dans les politiques gouvernementales communistes.

<sup>4</sup> James A. Baker, *The Politics of Diplomacy: revolution, war, and peace, 1989-1992*, G.P. Putnam's Sons, New York, 1995; George Bush et Brent Scowcroft, *A World Transformed: a study in statecraft*, Knopf, New York, 1998; Robert L. Hutchings, *American Diplomacy and the End of the Cold War: an insider's account of US policy in Europe, 1989-1992*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1998; Vernon A. Walters, *Die Wiedervereinigung war voraussehbar: hinter den Kulissen eines entscheidenden Jahres: die Aufzeichnungen des amerikanischen Botschafters*, Berlin, Siedler Verlag, 1994; Édouard Chevardnadzé, *L'Avenir s'écrit liberté*, Paris, Éditions Odile Jacob, 1991; Mikhaïl Gorbatchev, *Mémoires : une vie et des réformes*, Paris, Éditions du Rocher, 1997; Michail Gorbatschow, *Wie es war : die deutsche Wiedervereinigung*, Berlin, Ullstein, 1999; Valentin Falin, *Politische Erinnerungen*, München, Droemer Knauer, 1993; Anatoli Tschernajew, *Die letzten Jahre einer Weltmacht*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1993; J.A. Kwizinski, *Vor dem Sturm: Erinnerungen eines Diplomaten*, Berlin, Siedler Verlag, 1993; Hans-Dietrich Genscher, *Rebuilding a House Divided: A Memoir by the Architect of German Reunification*, New York, Bantam, 1998; Helmut Kohl, *Je voulais l'unité de l'Allemagne*, Paris, Éditions de Fallois, 1997; Wolfgang Schäuble, *Mitten im Leben*, München, Bertelmann Verlag, 2000; Horst Teltschik, *329 Tage : Innenansichten der Einigung*, Berlin, Siedler Verlag, 1991; Frank Elbe et Richard Kiessler, *A Round Table with Sharp Corners : The Diplomatic Path to German Unity*, Baden-Baden, Nomos Verlagsgesellschaft, 1996.

<sup>5</sup> Principalement, la chancellerie a autorisé la publication d'un recueil de documents officiels, Hanns Jürgen Küsters et Daniel Hofmann, *Deutsche Einheit : Sonderedition aus den Akten des Bundeskanzleramtes 1989/1990*, München, R. Oldenbourg Verlag, 1998. L'ouvrage regroupe plus de 400 documents officiels de la chancellerie entre mai 1989 et novembre 1990. Bien que non exhaustive, cette source est très riche, regroupant discours, appels téléphoniques, correspondances, protocoles parlementaires et notes du chancelier.

des historiens. Les mémoires sont significatifs à cause de la nature des négociations « 2+4 »<sup>6</sup>. Puisque ces rencontres comprenaient de larges délégations diplomatiques, une importante portion des négociations se faisait en privé, loin des caméras et des journalistes. N'incluant souvent que les principaux intéressés accompagnés de leurs traducteurs, les rencontres ne sont documentées nulle part ailleurs<sup>7</sup>. Les mémoires relatifs à la réunification allemande sont non seulement incontournables, étant donné le manque d'accès aux autres sources existantes, mais aussi à cause de leur contenu inédit.

## Problématique

Les explications fournies ci-dessus font des mémoires portant sur la réunification allemande une source indispensable sur le sujet, fréquemment utilisée par les historiens – contredisant ainsi les propos de Duroselle. Or, malgré le paradoxe qui émerge entre l'importance exceptionnelle des mémoires dans l'historiographie, et la subjectivité qui leur est normalement associée, il n'existe encore aucune analyse les critiquant de manière exclusive. On peut ainsi s'interroger à savoir si les mémoires, malgré leur caractère biaisé et subjectif, sont une source fiable pour comprendre les événements menant à la réunification allemande.

La problématique générale de notre travail est la suivante : quelle est la validité des mémoires politiques, principalement ceux de Bonn, Washington et Moscou, entourant le processus de réunification allemande en tant que source historique ? Plusieurs sous-questions ont guidé la recherche : comment les différents mémoires traitent-ils des événements marquants menant à l'unité allemande ? Quel type d'information, enjeux politiques, militaires ou sociaux, peut-on obtenir dans les mémoires ? Est-ce que les témoignages font ressortir, à travers des convergences ou même des contradictions, une coopération plus étroite entre deux gouvernements particuliers ou hommes politiques ? Quels sont les principaux points de litige entre les diplomates allemands, américains et soviétiques ? Existe-il des contradictions internes au sein d'un même gouvernement ? Enfin, quelles sont les forces et les faiblesses des mémoires politiques pour reconstruire l'histoire de la réunification allemande ?

Après avoir procédé à la lecture préliminaire de nos documents, nous avons observé un certain décalage entre le processus de réunification à l'interne, la révolution est-allemande, et

---

<sup>6</sup> Le mécanisme de négociation « 2+4 » consistait en une série de rencontres entre les deux Allemagnes « 2 » et les quatre puissances occupantes, les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France et l'URSS « 4 », afin de régler les aspects internationaux du processus de réunification. Totalisant quatre rencontres, elles ont débuté en mai 1990 pour se terminer en septembre 1990.

<sup>7</sup> Stephen F. Szabo, *The Diplomacy of German Unification*, New York, St. Martin's Press, 1992. p. vii.

celui à l'externe, au sein de la diplomatie internationale. Malgré les nombreuses affirmations d'anticipation de l'unité allemande par les hommes politiques de Bonn, Washington et Moscou, il semble que les négociations, au niveau international, n'ont démarré qu'après la déstabilisation complète de la RDA. Quelle est donc la réaction des gouvernements au soulèvement populaire en RDA perceptible dans les mémoires ? Est-ce que ces derniers rendent justice à l'impact de la révolution est-allemande sur le processus de réunification ou ont-ils plutôt tendance à magnifier l'effort diplomatique des hommes politiques impliqués ? Cette attention particulière permettra d'évaluer la dialectique entre le peuple et la politique, partie intégrale de la critique présentée dans ce mémoire de maîtrise.

## Historiographie

Afin de répondre aux questions portant sur les interrelations entre le peuple et le monde diplomatique, il était nécessaire de consulter quelques études dominantes portant sur la révolution est-allemande à l'automne 1989. Le livre *The Unification Process in Germany: from Dictatorship to Democracy* (1992) de Gert-Joachim Glaessner est l'ouvrage de base pour comprendre le soulèvement populaire en RDA, puisqu'il décrit de manière détaillée les étapes de la révolution<sup>8</sup>. Il explique, entre autres, la perte de pouvoir graduelle du Parti socialiste est-allemand (SED), la formation de partis révolutionnaires et la désintégration politique et économique en Allemagne de l'Est. Glaessner estime que le peuple est-allemand a été balayé par les enjeux politiques occidentaux, ne laissant qu'une très mince marge de manœuvre à la possibilité d'une troisième voie – que l'on pourrait qualifier de socialisme réformé – propre à la RDA. Il en vient néanmoins à la conclusion qu'une des raisons de l'échec d'une troisième voie est-allemande a été la faiblesse des nouvelles institutions politiques en RDA.

*The Rush to German Unity* (1994), de Konrad H. Jarausch, vient compléter le travail de Glaessner en accordant une plus grande place à la population est-allemande dans le parachèvement de la réunification<sup>9</sup>. Pour ce faire, il évoque la dynamique révolutionnaire en RDA et soulève l'idée de la radicalisation d'une idée réunificatrice au sein de la population. Même s'il croit que la politique ouest-allemande a contribué à la réalisation de l'unité, puisque pour un certain temps la troisième voie était une option envisagée, sa description de la dégradation des conditions politiques et sociales ne laisse aucun doute quant au désir du peuple est-allemand de s'unir à la RFA. À partir de décembre 1989, Jarausch estime que les demandes

<sup>8</sup> Gert-Joachim Glaessner, *The Unification Process in Germany: from Dictatorship to Democracy*, New York, St. Martin's Press, 1992.

<sup>9</sup> Konrad H. Jarausch, *The Rush to German Unity*, New York, Oxford University Press, 1994.

du peuple, qui désirait désormais l'unification directe et rapide avec l'Allemagne de l'Ouest, surpassaient nettement les volontés des hommes politiques lors des négociations à la Table Ronde – forum de négociations intérimaire installé en RDA à la fin 1989 agissant comme intermédiaire entre la population et le gouvernement communiste.

Tandis que les deux ouvrages précédents font le lien entre la révolution en RDA et la politique interne ouest-allemande, plusieurs études décrivent l'influence du peuple sur la politique internationale. Dans ce domaine, l'auteure américaine Elizabeth Pond a réalisé deux études incontournables: *After the Wall: American Policy Toward Germany* (1990) et *Beyond the Wall. Germany's Road to Unification* (1993)<sup>10</sup>. Pond y explique l'interaction entre les gouvernements américain et ouest-allemand et conclut que les deux États ont été forcés de s'unir devant la fin imminente de la guerre froide. Elle démontre – principalement dans son deuxième livre – que la situation en Pologne, en Hongrie, et bientôt en RDA était devenue intenable et que les chefs gouvernementaux devaient réagir le plus tôt possible, tant à l'Est qu'à l'Ouest. Les États-Unis seraient ainsi devenus rapidement les meilleurs alliés du gouvernement ouest-allemand qui cherchait à reprendre le contrôle sur la situation difficile en Europe après la chute du mur de Berlin. Même si les livres de Pond ne donnent pas d'explications spécifiques à propos des principaux acteurs américains et ouest-allemands durant la réunification, ils offrent une bonne vue d'ensemble sur les relations entre les États-Unis et la RFA.

L'ouvrage *The Hidden Hand: Gorbachev and the Collapse of East Germany* (1992), de Jeffrey Gedmin, décrit, quant à lui, la relation entre le SED, dirigé par Erich Honecker, et Gorbatchev, de 1985 jusqu'à la chute du Mur<sup>11</sup>. Gedmin estime que jamais l'URSS n'avait souhaité se départir de la RDA, mais qu'elle y a été éventuellement forcée, d'abord à cause de la réticence de Honecker à apporter des réformes, mais surtout des pressions populaires incessantes dans les différentes villes est-allemandes.

Parmi les études portant directement sur la diplomatie internationale entourant le processus de réunification, le livre *Deutschlands Vereinigung: die internationalen Aspekte: mit den wichtigen Dokumenten* (1991), de Karl Kaiser, s'avère un travail pionnier<sup>12</sup>. L'auteur fait le récit des événements révolutionnaires de 1989 en même temps qu'il livre son analyse des motivations politiques des différents pays, le tout accompagné de 79 documents officiels, dont

---

<sup>10</sup> Elizabeth Pond, *After the Wall: American Policy Toward Germany*, USA, Twentieth Century Fund, Inc, 1990; *Beyond the Wall. Germany's Road to Unification*, Washington, D.C., The Brookings Institution, 1993.

<sup>11</sup> Jeffrey Gedmin, *The Hidden Hand: Gorbachev and the Collapse of East Germany*, Washington, D.C., The AEI Press, 1992.

<sup>12</sup> Karl Kaiser, *Deutschlands Vereinigung: die internationalen Aspekte: mit den wichtigen Dokumenten*, Bergisch Gladbach, Bastei Lübbe, 1991.

au moins 70 portant directement sur la diplomatie internationale entourant la réunification. Même si son analyse n'est pas en mesure d'offrir une critique aux mémoires, puisqu'elle a été publiée en 1991, avant la parution de la grande majorité d'entre eux, elle démontre l'importance de la bonne entente entre les différents diplomates, un facteur déterminant dans le parachèvement d'une entente sur la réunification. Ce qu'il appelle la « *Glücksfall von Staatskunst* » (coup de chance diplomatique) rappelle que la compatibilité des personnalités, tant entre les chefs d'États qu'entre les ministres des Affaires étrangères, a permis de réaliser l'unité allemande dans la paix et la coopération.

Les livres *The Diplomacy of German Unification* (1992), de Stephen F. Szabo, et *Germany Unified and Europe Transformed: a Study in Statecraft* (1995)<sup>13</sup>, de Philip Zelikow et Condoleezza Rice, abordent de manière plus directe les rencontres entre les diplomates de Bonn, Washington et Moscou<sup>14</sup>. Comme l'avait fait Kaiser, Szabo montre que la compatibilité exceptionnelle entre les hommes d'État à la tête des différents pays a fait en sorte que les événements se sont déroulés sans violence. Il félicite aussi le gouvernement américain pour sa clairvoyance et son anticipation des événements. Si personne ne s'attendait ni à la chute du mur de Berlin ni à une unification rapide, il reste que, selon lui, la bonne relation Bush/Baker a permis aux Américains de gérer la crise mieux que tout autre gouvernement : les Soviétiques étaient complètement dépassés par les événements après le 9 novembre et les Allemands de l'Ouest, dirigés par le tandem Kohl/Genscher, était aux prises avec des disputes internes qui ont ralenti leur réaction aux événements<sup>15</sup>. Szabo donne une grande quantité d'informations sur les contacts entre les hommes politiques, notamment lors des négociations « 2+4 », un aspect manquant dans les autres études. Zelikow et Rice louangent eux aussi le bon travail américain, confirmant la clairvoyance de l'administration Bush et son soutien solide envers la politique réunificatrice du gouvernement de Bonn. En tant que conseillers au président américain, ils ont eu accès à de nombreux documents officiels, encore inaccessibles aux historiens aujourd'hui, en plus de s'appuyer sur une grande quantité d'entretiens réalisés avec des diplomates impliqués dans les négociations menant à l'unité allemande.

---

<sup>13</sup> Malgré la présence de Philip Zelikow et Condoleezza Rice au sein du Conseil à la sécurité nationale américaine (NSC) lors des développements menant à l'unité allemande en 1989 et 1990, ce travail cite l'ouvrage en tant qu'analyse scientifique, et non en tant que source, puisqu'il est basé sur de nombreux documents américains et allemands. Cette étude tient compte du fait que ses auteurs présentent une version biaisée des événements, en faveur de l'administration américaine en place.

<sup>14</sup> Szabo, *The Diplomacy of German...*; Philip Zelikow et Condoleezza Rice, *Germany Unified and Europe Transformed: A Study in Statecraft*, Cambridge, Harvard University Press, 1995.

<sup>15</sup> Tout au long du processus de réunification, le gouvernement ouest-allemand était formé d'une coalition CDU/FDP incarnée par Helmut Kohl, chancelier, et Hans-Dietrich Genscher, ministre des Affaires étrangères.

Bien qu'il n'existe toujours aucun ouvrage présentant une critique exhaustive des mémoires, l'étude se rapprochant le plus de notre sujet est sans aucun doute la monographie *Die Vereinigung Deutschlands : ein weltpolitisches Machtspiel* (2002) de Alexander von Plato<sup>16</sup>. En abordant la question de manière chronologique, il discute de la contribution des principaux hommes politiques de Bonn, Washington et Moscou dans le processus de réunification, à l'aide d'entretiens qu'il a réalisés lui-même entre 1999 et 2002. Débutant avec le partenariat américano-ouest-allemand à Mayence au printemps 1989, von Plato ouvre un premier débat sur la volonté des dirigeants ouest-allemands, américains et soviétiques de réunifier l'Europe et l'Allemagne, et s'attaque à leurs déclarations tout au long du processus. Malgré la subjectivité évidente de l'information contenue dans les entretiens, il conclut que ces derniers demeurent une source particulièrement utile pour faire de l'histoire politique. La critique de von Plato à l'endroit de l'information qu'il a obtenue lors des entretiens offre un bon modèle pour l'analyse des mémoires proposée dans ce travail.

Finalement, quelques articles retiennent notre attention. « Germany and America : partners in leadership ? », de Ronald D. Asmus, aborde en détail les motivations communes des Américains et des Allemands à coopérer pour gérer la fin de la guerre froide. Au printemps 1989, les États-Unis et l'Allemagne se devaient de travailler conjointement à la stabilité de l'Europe, menacée par une URSS au bord de l'effondrement<sup>17</sup>. « Les États-Unis et la question allemande en évolution 1989-1991 », de Paul Létourneau, voit le partenariat américano-ouest-allemand de manière semblable, mais en se concentrant cette fois sur les raisons qui ont poussé les Américains à poursuivre une politique de coopération avec l'Allemagne<sup>18</sup>. Selon Létourneau, les Américains cherchaient un partenaire pour partager les coûts du maintien de l'OTAN en Europe.

De manière très générale, certains articles se permettent une critique des mémoires portant sur le processus de réunification allemande. Dans « Zeitgeschichte als Herausforderung : der Weg zur deutschen Einheit » et « Staatskunst statt Krieghandwerke : Probleme der deutschen Vereinigung von 1990 in internationaler Perspektive », Andreas Rödder, bien qu'il reconnaisse la valeur des informations inédites qu'ils contiennent, juge que les mémoires sont peu fiables puisqu'ils sont difficiles à comparer aux autres documents

---

<sup>16</sup> Alexander von Plato, *Die Vereinigung Deutschlands - ein weltpolitisches Machtspiel : Bush, Kohl, Gorbatschow und die geheimen Moskauer Protokolle*, Berlin, Ch. Links Verlag, 2002.

<sup>17</sup> Ronald D. Asmus, « Germany and America : partners in leadership ? », *Survival*, vol. XXXIII, no. 6, November/December 1991, p. 546-566.

<sup>18</sup> Paul Létourneau, « Les États-Unis et la question allemande en évolution 1989-1991 », *Relations Internationales*, n. 70, été 1992, p. 169-189.

officiels<sup>19</sup>. Finalement, les deux articles historiographiques « Probleme und Perspektiven der Forschung zur deutschen Einheit 1989/90 » de Klaus Hildebrand et « German Unification : Between Official History, Academic Scholarship, and Political Memoirs » de Kristina Spohr<sup>20</sup>, estiment quant à eux que malgré leur subjectivité indéniable, les mémoires représentent une source incontournable dans l'étude du processus de réunification, principalement à cause de leur quantité exceptionnelle et au manque de sources alternatives sur le sujet.

## Limites spatio-temporelles

Après l'amorce du processus de réunification à l'hiver 1990, une grande partie des échanges diplomatiques se sont joués entre Bonn, Washington et Moscou, laissant graduellement de côté les hommes politiques français, anglais et est-allemands. Malgré l'importance indiscutable de ces participants aux négociations « 2+4 », ce travail porte strictement sur les mémoires politiques de Bonn, Washington et Moscou. Ensuite, comme c'est souvent le cas lors d'événements politiques importants, il est difficile de déterminer avec exactitude le début du processus de réunification allemande. Dans le cadre de ce mémoire de maîtrise, l'analyse s'amorce avec la visite de Bush en RFA en mai 1989, immédiatement après un important sommet de l'OTAN à Bruxelles, où Bush a prononcé un discours réclamant la libéralisation des peuples est-européens et l'éradication du mur de Berlin. Plusieurs hommes politiques et historiens d'influence y ont vu le coup d'envoi du processus de réunification. Notre analyse se termine ensuite avec la réalisation de l'unité allemande le 3 octobre 1990.

## Méthodologie

Les chapitres de ce travail, organisés de manière chronologique par rapport aux développements menant à la réalisation de l'unité allemande, sont divisés en sous-sections comportant chacune un résumé objectif des divers faits marquants du processus de réunification. Les résumés sont suivis des analyses des mémoires. Pour chaque discours, rencontre ou visite, les analyses s'efforcent de rapporter des versions antagonistes, ou encore les

---

<sup>19</sup> Andreas Rödder, « Zeitgeschichte als Herausforderung : der Weg zur deutschen Einheit », *Historische Zeitschrift*, Band 270 (2000), p. 669-687; « Staatskunst statt Kriegshandwerke : Probleme der deutschen Vereinigung von 1990 in internationaler Perspektive », *Historisches Jahrbuch*, 118 (1998), p. 223-260.

<sup>20</sup> Klaus Hildebrand, « Probleme und Perspektiven der Forschung zur deutschen Einheit 1989/90 », *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, Heft 2, April 2004, p. 192-210; Kristina Spohr, « German Unification : Between Official History, Academic Scholarship, and Political Memoirs », *The Historical Journal*, 43, 3 (2000), p. 869-888.

mémoires des hommes politiques ayant directement participé aux développements rapportés dans chacune des sections. Une telle organisation offre un moyen efficace pour répondre à la problématique de cette étude puisqu'elle permet de repérer immédiatement les similarités et divergences d'interprétation à l'intérieur de notre source. La comparaison des témoignages avec les résumés objectifs, tirés du périodique *Keesing's Record of World Events*, où la révolution est-allemande est largement documentée, permet de comprendre la dialectique entre le peuple et la diplomatie internationale.

## Thèse

Comme l'écrit Duroselle, les mémorialistes ont tendance, de manière intentionnelle ou non, à amplifier leur contribution positive dans l'histoire. Les résultats de cette recherche, dans un premier temps, appuyent cette conclusion. Les mémoires politiques de Bonn, Washington et Moscou comportent plusieurs lacunes notoires en tant que source pour bien comprendre le processus de réunification allemande. Ils manquent de détails et les contradictions qu'ils contiennent rendent impossible toute conclusion définitive sur plusieurs événements spécifiques. De plus, les mémoires ne permettent pas toujours de bien saisir la dialectique qui s'est développée entre la population est-allemande et la diplomatie Bonn/Washington/Moscou. Étant donné le grand succès du processus de réunification, même une lecture collective de plusieurs mémoires, provenant de divers gouvernements, donne l'impression que la diplomatie internationale a pavé le chemin pour le peuple, lui donnant la perspective de voir les Allemagnes se réunifier. La juxtaposition des mémoires avec le *Keesing's Record of World Events* témoigne du contraire: la diplomatie internationale était réactive aux revendications du peuple en RDA. Même après la chute du Mur à la fin novembre 1989, il n'existait toujours aucun plan de réunification, tant à Moscou, qu'à Washington ou à Bonn.

Dans un deuxième temps, cependant, une lecture collective de plusieurs mémoires provenant des membres des gouvernements ouest-allemand, américain et soviétique permet de dépasser quelques-unes des faiblesses de la narration des faits historiques. La comparaison chronologique des témoignages fait efficacement ressortir les principaux points en litige et les consensus entre les gouvernements, ou même parmi certains hommes politiques, dessinant un portrait très fidèle des enjeux diplomatiques liés à la réunification allemande. Ce travail montre que Bonn et Washington ont travaillé de manière étroite pour arriver à l'unité allemande, tandis que Moscou cherchait tant bien que mal à ralentir, voire même stopper le processus de

réunification. Les mémoires laissent ensuite clairement comprendre que l'URSS ne possédait plus le rapport de force nécessaire pour obtenir des concessions de la part des Occidentaux au printemps 1990, d'abord à cause de l'effondrement de l'autorité communiste en RDA, mais surtout compte tenu des problèmes internes en URSS. Même si les mémoires ne sont pas en mesure de décrire avec exactitude la nature du conflit entre le camp réformiste, mené par Mikhaïl Gorbatchev, Secrétaire général du Parti communiste soviétique (PCUS) et Édouard Chevardnadzé, ministre des Affaires étrangères soviétique, et le clan conservateur, représenté, entre autres, par Valentin Falin, chef du Département international du Comité central à Moscou, ils laissent facilement voir que la situation politique était fragile à l'intérieur du Kremlin. Malgré leurs défaillances et lacunes importantes, les mémoires représentent une source incontournable pour quiconque s'intéresse aux aspects diplomatiques internationaux du processus de réunification.

# Chapitre 1

## La fin de la guerre froide : préambule diplomatique au processus de réunification

### Introduction

Le processus de réunification allemande n'a pu s'enclencher définitivement qu'après le rapprochement des deux grandes puissances, les États-Unis et l'Union soviétique à la fin des années 1980. Même s'il est vrai que la « clé de voûte » de l'intégration européenne et de la paix Est/Ouest se trouvait en Allemagne, frontière commune des deux sphères idéologiques, l'installation d'un dialogue préliminaire Est/Ouest demeurerait incontournable avant de pouvoir réunir les deux Allemagnes. Ce premier chapitre présente donc un résumé de la conciliation américano-soviétique à la fin des années 1980, suivi de l'analyse des mémoires pour l'été 1989. Le choix de cette période permet de montrer que l'été 1989 n'a été qu'un préambule diplomatique menant à l'unité allemande. Par leur manque d'uniformité, et leurs interprétations contradictoires, les témoignages laissent entendre que l'unification n'était pas à l'ordre du jour sur la scène diplomatique internationale. Les visites de Bush et Gorbatchev en RFA, en mai et en juin respectivement, ont néanmoins représenté une étape nécessaire à la bonne entente des administrations américaine et soviétique dans les mois à venir.

### *Premières tentatives en vain*

Il a fallu attendre jusqu'aux années 1970 pour que des tentatives de rapprochement soient amorcées entre les États-Unis et l'URSS. Depuis la fin des années 1940, les gouvernements soviétiques s'acharnaient à renforcer le communisme dans le pays, alors que les Américains souhaitaient endiguer l'URSS politiquement et économiquement, rendant impossible toute coopération entre les deux clans. Après l'expérience désastreuse au Viêt-Nam, les États-Unis ont commencé à adopter une attitude plus conciliante<sup>21</sup>, qui transparait dans le Traité final d'Helsinki de 1975. Les deux grandes puissances et la majorité des pays de l'OTAN et du Pacte de Varsovie s'engageaient à reconnaître le droit de tout pays à l'autodétermination

---

<sup>21</sup> Szabo, *The Diplomacy of German...*, p. 7.

et à la souveraineté, en plus d'interdire l'utilisation de la force pour résoudre les conflits politiques ou territoriaux<sup>22</sup>. Dans les années 1970 apparaît simultanément une politique de rapprochement entre les Allemagnes. Menée par Willy Brandt, ministre des Affaires étrangères et ensuite chancelier en RFA, l'*Ostpolitik* cherchait à créer des liens plus étroits avec la RDA et le bloc soviétique<sup>23</sup>. Or, la décennie suivante démontre que la détente n'était que passagère. L'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan au début des années 1980 et le positionnement d'une nouvelle génération de missiles à têtes nucléaires en Europe par les Américains en 1983, les missiles *Cruise* et *Pershing*, ont mis en péril les efforts de réconciliation<sup>24</sup>. La détente amorcée dans la décennie précédente a pris un important recul, laissant croire que tous les efforts déployés l'ont été en vain.

### *Mikhaïl Gorbatchev et la perestroïka*

L'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev en tant que Secrétaire général du PCUS en mars 1985 allait relancer définitivement le rapprochement entre l'Occident et l'URSS. Gorbatchev a d'abord remanié son cabinet pour s'entourer de réformateurs convaincus dont, entre autres, Édouard Chevardnadzé, ministre des Affaires étrangères, Anatoli Tcherniaïev, principal conseiller sur l'Allemagne, et Alexandre Iakovlev, réformateur convaincu, perçu comme l'architecte de la *perestroïka*. Persuadé que la société soviétique était profondément défailante, Gorbatchev promettait une importante restructuration économique et sociale du pays. Jacques Lévesque analyse le programme réformateur de Gorbatchev et en extrait trois idées directrices : l'armement intensif était une charge dont l'URSS devait d'abord se défaire si elle souhaitait réformer son économie et concurrencer l'Ouest; l'URSS devait ensuite se rapprocher économiquement de l'Occident en liant le Conseil d'aide économique mutuelle (CAEM) à la Communauté économique européenne (CEE) pour introduire graduellement une économie de marché dans le pays; finalement, un rapprochement social avec l'Occident était nécessaire et passait par la mise en place d'un socialisme réformé, qui permet notamment la tenue d'élections libres et où la liberté d'expression devient une valeur fondamentale<sup>25</sup>. Toutefois, même si la *perestroïka* prévoyait une restructuration profonde de la société

<sup>22</sup> Renata Fritsch-Bournazel, *Europe and German Unification*, New York, St. Martin's Press, 1992, p. 46.

<sup>23</sup> Selon Garton Ash, l'*Ostpolitik* ouest-allemande a été la politique de réintégration européenne la plus constante parmi celles des gouvernements européens durant la guerre froide. Voir Timothy Garton Ash, *In Europe's Name*, London, Random House, 1993.

<sup>24</sup> W.R. Smyser, *From Yalta to Berlin : the Cold War Struggle Over Germany*, New York, St. Martin's Press, 1999. p. 295.

<sup>25</sup> Jacques Lévesque, *1989 : la fin d'un empire : l'URSS et la libération de l'Europe de l'Est*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1995. p. 57.

soviétique, Gorbatchev tenait au maintien du socialisme en tant que système social. Il croyait en une « maison européenne commune », où deux régimes idéologiques pouvaient coexister<sup>26</sup>. À partir de 1985, la *perestroïka* était devenue un ensemble d'idées facilitant le rapprochement entre le bloc soviétique et l'Occident, une politique grâce à laquelle il était enfin possible d'envisager la fin de la guerre froide<sup>27</sup>.

Après avoir élaboré son projet, Gorbatchev n'a pas tardé à mettre en pratique ses idées réformatrices, notamment en matière de désarmement nucléaire. Au sommet de Reykjavik, les 11 et 12 juin 1987, appuyé par Hans-Dietrich Genscher, ministre des Affaires étrangères ouest-allemand, qui, dans son discours de janvier 1987 à Davos, avait affirmé que l'on devait « prendre Gorbatchev au mot »<sup>28</sup>, Gorbatchev tente en vain de convaincre les États-Unis et l'OTAN de détruire tous les missiles à portée moyenne en Europe. Après avoir initialement refusé, l'administration Reagan change d'avis à la fin de décembre 1987 et accepte de ratifier le désormais célèbre Traité sur le désarmement des forces nucléaires intermédiaires en Europe (FNI), mieux connu sous le nom de « Traité à double-zéro », confirmant ainsi le démantèlement complet des missiles de portée intermédiaire, moyenne et plus courte en Europe<sup>29</sup>.

Gorbatchev a encore une fois forcé la main du gouvernement américain l'année suivante lors de l'Assemblée générale de l'ONU à New York. Comme l'écrit Robert L. Hutchings, proche conseiller du président américain Bush à compter de janvier 1989, Gorbatchev tentait de prendre les devants en présentant un projet de désarmement unilatéral<sup>30</sup>. Le désarmement progressif était l'une des réformes politiques de Gorbatchev qui avait pour but de réinvestir les ressources épargnées dans la reconstruction économique du pays. Le discours officiel à l'ONU réitérait également l'importance d'une « maison européenne commune » où le

---

<sup>26</sup> *Ibid.*, p. 67. Le concept de « maison commune » ou « maison européenne commune » de Gorbatchev faisait référence à une Europe dans laquelle le capitalisme occidental et le communisme soviétique pouvaient coexister. Gorbatchev estimait qu'il fallait réformer le socialisme pour le rendre plus « efficace » et plus « humain ». Selon certains historiens, ses espérances étaient irréalistes et ont ultimement mené, après l'unification de l'Allemagne, à la désintégration de l'Union soviétique. Voir Gedmin, *The Hidden...*, p. 3-5.

<sup>27</sup> Zelikow et Rice, *Germany Unified...*, p. 4.

<sup>28</sup> Hans -Dietrich Genscher, « Prenons au sérieux M. Gorbatchev—Prenons-le au mot », *Documents. Revue des Questions Allemandes*, n. 2, 1987, p. 5-15.

<sup>29</sup> Les FNI occidentales sont divisées en deux types spécifiques : les missiles *Pershing*, avec une portée plus courte, soit de 1 800 kilomètres, et les missiles *Cruise*, d'une portée de 2 500 kilomètres. Du côté soviétique, les missiles à portée moyenne, environ 5 000 kilomètres, se sont vu attribuer le nom de code SS-20 par l'OTAN. Pour plus d'informations sur les Euromissiles, voir Benoît Lemay, *Les aspects et les enjeux du « genschérisme » : l'Ostpolitik d'Hans-Dietrich Genscher durant l'ère de Mikhaïl Gorbatchev à la tête de l'empire soviétique*, Mémoire de M.A. (Histoire), Université de Montréal, 1998, et Lévesque, 1989... p. 40 ou encore Smyser, *From Yalta...*, p. 295.

<sup>30</sup> Hutchings, *American Diplomacy...*, p. 15.

droit à l'autodétermination politique et économique de chaque pays devait dominer<sup>31</sup>. Cela mettait ainsi fin à la « doctrine Brezhnev » sous laquelle l'Armée rouge avait imposé une adhésion forcée au communisme de type soviétique, toute forme de protestation contre l'idéologie communiste en Europe de l'Est étant habituellement freinée par les chars soviétiques<sup>32</sup>. Puisque les Américains avaient depuis plusieurs années réclamé la libéralisation du bloc est-européen, cette initiative permettait au président Bush d'élaborer une nouvelle politique plus conciliante envers Moscou.

### *L'administration Bush accepte l'invitation*

À son arrivée à la Maison-Blanche en janvier 1989, George Bush, comme l'avait fait Gorbatchev en 1985, s'est entouré de conseillers ouverts à une nouvelle pensée politique, dont notamment James Baker au poste de Secrétaire d'État. Selon Hutchings, il n'y a aucune continuité entre la politique étrangère de Reagan et celle de Bush : « The Bush administration entered office in January 1989 predisposed to major change—to 'dream big dreams,' as the president put it, and to think unconventionally [...] An entirely new team came in, representing foreign policy approaches fundamentally at odds with those of the Reagan administration »<sup>33</sup>.

Bush a dévoilé sa nouvelle politique internationale, principalement en rapport au bloc soviétique, lors d'un voyage en Europe à la fin mai 1989. Difficile, jugeait-il le défi que Gorbatchev s'était lui-même lancé avec la *perestroïka*, il souhaitait néanmoins voir le nouveau programme du Secrétaire général du PCUS réussir<sup>34</sup>. Bush a invité le Pacte de Varsovie à négocier un désarmement conventionnel progressif en Europe, répondant en même temps à ce qui avait été un point d'achoppement entre les Allemands de l'Ouest et les Américains. Depuis son entrée en fonction, Bush souhaitait rallier l'OTAN autour du projet de modernisation de la flotte nucléaire à courte portée en Europe, tandis que les Allemands, avec Genscher comme figure de proue, se voulaient plutôt en faveur d'un retrait complet des missiles à courte portée de l'Allemagne. Le stockage de ces armes nucléaires en sol allemand, dont les fusées d'une portée de moins de 300 kilomètres qui étaient destinées à exploser en sol allemand, représentait une mesure fortement impopulaire auprès de l'opinion publique. Accusant l'administration

<sup>31</sup> Rödder, « Staatskunst statt Krieg Handwerk... », p. 236.

<sup>32</sup> Voir note n. 3.

<sup>33</sup> Hutchings, *American Diplomacy*, p. 6.

<sup>34</sup> *Public Papers of the President of the United States, George Bush*, Washington D.C., US Government Printing Office, 1989, vol. I, p. 620.

Kohl d'être trop « genschériste »<sup>35</sup>, Bush cède finalement aux demandes allemandes en raison de l'impopularité de son programme<sup>36</sup>. À Bruxelles, le 30 mai 1989, l'administration américaine accepte de reporter à 1992 la modernisation des missiles à courte portée en Europe, étape cruciale menant à la fin de la guerre froide.

## Les mémoires

### « *Partners in leadership* »

Le 31 mai 1989, Bush prononçait son désormais célèbre discours à Mayence dans lequel il rendait les États-Unis et la RFA « *partners in leadership* ». Selon-lui, la guerre froide ne pouvait prendre fin que lorsque l'Europe serait unie et libre, « [I]et Europe be whole and free »<sup>37</sup>, faisant directement référence à l'Allemagne. Bush réclamait, entre autres, l'éradication du mur de Berlin :

Just as the barriers are coming down in Hungary, so must they fall throughout all of Eastern Europe. Let Berlin be next—let Berlin be next! Nowhere is the division between East and West seen more clearly than in Berlin. And there this brutal wall cuts neighbor from neighbor, brother from brother. And that wall stands as a monument to the failure of communism. It must come down<sup>38</sup>.

Les mémoires américains interprètent la visite de Bush à Mayence selon différents angles. Robert L. Hutchings et James Baker tentent tout d'abord d'associer le discours de Bush au fait que l'administration américaine prévoyait la réunification allemande. Dans son chapitre *The Diplomacy of German Unification*, Hutchings affirme que les États-Unis ont anticipé la réunification allemande bien avant le reste du monde, y compris l'Allemagne : « namely, that German unification was on our agenda long before the opening of the Berlin Wall on November 9, 1989. This prospect was embedded in our thinking by the time of President Bush's May 31 speech in Mainz [...] »<sup>39</sup> Même s'il affirme ensuite que l'administration américaine n'a eu que très peu d'influence sur le processus, il croit que les Américains l'avaient anticipé mieux que les autres gouvernements. Baker déclare aussi que Bush se préoccupait du « problème de

<sup>35</sup> Depuis la signature du « Traité à double-zéro » en 1987, les hommes politiques américains ont souvent accusé Genscher de vouloir trop facilement se ranger du côté des Soviétiques, l'accusant à maintes reprises de naïveté devant les demandes de Moscou. Le terme « genschérisme » fait référence au programme diplomatique du ministre des Affaires étrangères ouest-allemand envers l'Union soviétique. Dans son mémoire de maîtrise, Lemay explique en détails le phénomène du genschérisme à la fin des années 1980. Lemay, *Les aspects...*

<sup>36</sup> *Public Papers...*, p. 635.

<sup>37</sup> Bush et Scowcroft, *A World...*, p. 83.

<sup>38</sup> *Public Papers...*, p. 652.

<sup>39</sup> Hutchings, *American Diplomacy...*, p. 92.

réunification » depuis le printemps 1989. « [...] the unity of Germany should be a central theme to his European trip. And in Mayence, on May 31 – in one of his best foreign-policy speeches – he went beyond our discussion »<sup>40</sup>. Les mémoires de ces deux collaborateurs démontrent donc que, selon ces derniers, l'administration Bush avait fait preuve de clairvoyance dans le dossier du processus envers l'unité allemande.

Par contre, les mémoires du principal intéressé, George Bush, regroupés sous un même volume avec ceux de Brent Scowcroft, principal conseiller international du président, n'accordent que peu d'importance au discours à Mayence. Selon eux, les paroles du président américain n'avaient rien à voir avec la réunification de l'Allemagne. La visite avait pour but de rallier la RFA à l'OTAN pour gérer les problèmes en Europe de l'Est en réponse aux déclarations récentes de Gorbatchev sur un désarmement unilatéral et à la mise en application de la *perestroïka*. Scowcroft croit que le discours de Bush faisait partie d'une grande stratégie à l'échelle européenne. « This speech was a capstone of the unfolding of our strategy for relations with Europe and the Soviet Union, but with a German accent »<sup>41</sup>. Comme mentionné précédemment, les Américains avaient bien malgré eux accepté de repousser la modernisation des missiles à portée courte en Europe. Leur objectif, depuis l'avènement de Bush au pouvoir, était de contrer la popularité grandissante de Gorbatchev en ralliant le reste de l'OTAN à leur plan de modernisation. Le discours de Mayence faisait partie d'une grande campagne américaine en Europe, *American Grand Strategy*, ainsi baptisée par Hutchings, pour se préparer à faire face aux changements qu'amènerait la fin de la guerre froide<sup>42</sup>.

Outre les mémoires américains, seul Genscher relève la visite de Bush et de Baker à Mayence. Il affirme que les événements des années 1989 et 1990 ont été directement influencés par le nouveau partenariat « *partners in leadership* », et que les Allemands avaient compris sa véritable signification lors des négociations « 2+4 »<sup>43</sup>. Ces dernières se voulaient un mécanisme de négociation conçu pour régler les aspects internationaux du processus de réunification.

Malgré que Bush ait exigé l'éradication du mur de Berlin lors de son discours à Mayence, il serait exagéré d'affirmer qu'il entrevoyait alors la réunification allemande. Dans leur ouvrage à caractère scientifique, Zelikow et Rice affirment que « Bush's remarks delighted many Germans, who were quick to infer that Bush hoped the seemingly frozen German

---

<sup>40</sup> Baker, *The Politics of Diplomacy...*, p. 159.

<sup>41</sup> Bush et Scowcroft, *A World...*, p. 83.

<sup>42</sup> Hutchings, *American Diplomacy...*, p. 6.

<sup>43</sup> Genscher, *Rebuilding a House...*, p. 265.

question would soon begin to thaw »<sup>44</sup>. Ces commentaires pourraient également être dirigés vers Baker et Hutchings. Ensuite, malgré que Bush ait prononcé ce discours, il est important de souligner qu'il n'existait aucun signe précurseur à la réunification au printemps 1989. Les manifestations n'avaient pas encore débuté en RDA, et le gouvernement Honecker soutenait qu'aucune réforme politico-sociale n'était nécessaire au modèle communiste en place. Dans l'article « Les États-Unis et la question allemande en évolution 1989-1991 », Paul Létourneau affirme que Bush, constatant les changements importants en Europe et ce que nous avons appelé la fin de la guerre froide, voulait s'assurer de l'appui de l'Allemagne, partenaire le plus rapproché des frontières soviétiques<sup>45</sup>. Cette interprétation vient soutenir l'idée d'une « grande stratégie américaine » mentionnée par Bush et Scowcroft. Dans cette période où personne ne pouvait prédire ce qui allait se produire, principalement en rapport au bloc soviétique, Bush ne voulait pas voir la RFA basculer à l'Est. En souscrivant à une cause chère à l'Allemagne, soit l'unification, les Américains s'assuraient de l'appui de cette alliée.

### *Gorbatchev en RFA*

Après avoir analysé la visite de Bush à Mayence, les mémoires se penchent sur la visite de Gorbatchev en RFA les 12 et 13 juin 1989. Accompagné de son ministre des Affaires étrangères, Édouard Chevardnadzé, et d'une délégation de plus de soixante diplomates et interprètes, Gorbatchev est arrivé en RFA pour des négociations visant à renforcer la coopération Bonn/Moscou. Bien que les dirigeants allemands étaient conscients de la popularité grandissante de leur visiteur, les citoyens ont pris tout le monde par surprise en accueillant chaleureusement le chef soviétique. Tout au long du chemin menant à la chancellerie, une foule acclamait Gorbatchev, approuvant ses réformes et l'incitant à continuer dans la même voie<sup>46</sup>. Gorbatchev a ensuite rencontré plusieurs hommes politiques ouest-allemands : Kohl, Richard von Weizsäcker, président de la RFA, Genscher, ainsi que quelques membres de l'opposition social-démocrate dont Helmut Schmidt et Willy Brandt. Les récents développements en Europe, notamment le désarmement nucléaire, le rôle de Berlin-Ouest, ainsi que les relations entre l'Occident et les pays de l'Est se trouvaient au centre des négociations entre Kohl et Gorbatchev<sup>47</sup>. Les deux hommes se sont entendus sur la majorité des points abordés et ont mis fin aux pourparlers officiels avec une déclaration englobant plusieurs enjeux européens dont la

<sup>44</sup> Zelikow et Rice, *Germany Unified...*, p. 31.

<sup>45</sup> Létourneau, « Les États-Unis et la question... », p. 174; Fritsch-Bournazel, *Europe and German...*, p.145.

<sup>46</sup> Von Plato, *Die Vereinigung Deutschlands...*, p. 40.

<sup>47</sup> *Ibid.*

paix et les droits de l'homme, une coopération économique Bonn/Moscou, ainsi que des coupures importantes pour les missiles nucléaires stratégiques<sup>48</sup>.

La visite de Gorbatchev en RFA occupe une place beaucoup plus importante dans les mémoires de Bonn, Washington et Moscou que celle de Bush à Mayence. En se remémorant la visite du Secrétaire général du PCUS, Kohl décrit le rapprochement entre la RFA et l'URSS, ainsi que l'éloignement graduel entre Berlin-Est et Moscou. Il fait part de ses doutes quant aux capacités du chef est-allemand, Erich Honecker, de mener des réformes parallèles à celles introduites par Gorbatchev<sup>49</sup>. Il affirme que ce dernier s'est abstenu de dire, lors des rencontres officielles, ce que tout le monde savait : « Erich Honecker n'était plus en mesure de mener des transformations et des réformes quelles qu'elles fussent et déstabilisait ainsi lui-même la situation de son pays »<sup>50</sup>. Kohl attire ensuite l'attention sur le fait que Gorbatchev tenait à discuter d'un éventuel soutien financier de la RFA envers l'URSS. À côté des projets à longue échéance que devaient préparer des groupes de travail conjoints, les deux hommes ont discuté de l'éventualité d'une aide d'urgence : « je répondis sans réserve par l'affirmative ; nous nous sommes acquittés [un envoi alimentaire d'urgence à l'URSS] dès le début de 1990, à un moment d'une extrême importance pour le processus d'unification de l'Allemagne »<sup>51</sup>. Selon Kohl, tandis que Gorbatchev prenait ses distances avec Berlin-Est, on assistait aux premiers pas d'un rapprochement économique entre Bonn et Moscou<sup>52</sup>.

Les mémoires de Gorbatchev parlent également d'un rapprochement entre les deux chefs d'État. L'auteur explique le rôle joué par Kohl dans les négociations sur la non-modernisation des missiles *Lance*, missiles à portée courte, ce qui avait répondu à la demande de Moscou<sup>53</sup>. Dans *Wie es war : die deutsche Wiedervereinigung*, livre consacré exclusivement à la réunification allemande, Gorbatchev accorde une grande importance à l'opinion de Kohl sur les intentions de Bush et de son administration. Kohl lui avait confirmé sa pleine confiance dans le nouveau président américain ainsi qu'en son ministre des Affaires étrangères, Baker<sup>54</sup>. Gorbatchev : « l'opinion du chancelier était d'une grande importance pour moi »<sup>55</sup>. Comme

<sup>48</sup> *Keesing's Record of World Events*, vol. 35, n. 6, 1989, p. 36 742.

<sup>49</sup> Kohl, *Je voulais...*, p.39.

<sup>50</sup> *Ibid.*, p. 39.

<sup>51</sup> *Ibid.*, p. 40.

<sup>52</sup> Hannes Adomeit, « Gorbatchev, German Unification and the Collapse of the Empire », *Post Soviet Affairs*, vol. 10, 1994, p. 197-230.

<sup>53</sup> Gorbatchev, *Mémoires : Une vie...*, p. 628.

<sup>54</sup> Gorbatschow, *Wie es war...*, p. 79.

<sup>55</sup> *Ibid.*, p. 80. Les citations du livre *Wie es war* ont tous été traduites de l'Allemand par l'auteur de ce travail.

observé antérieurement, les mémoires de Gorbatchev nous permettent de confirmer que ce dernier voulait se rapprocher de Kohl. Gorbatchev croit d'ailleurs que sa visite en RFA a constitué une véritable « percée diplomatique »<sup>56</sup>.

Bien que les commentaires de chacun des deux hommes aient été élogieux à propos des premières rencontres, il semble que leurs versions des faits à propos de la réunification allemande soient quelque peu divergentes. Après avoir décrit les rencontres officielles, Kohl parle ensuite de ses entretiens privés avec Gorbatchev dans le parc de la chancellerie<sup>57</sup>. Selon lui, c'est à ce moment qu'il a réussi à convaincre le chef soviétique que l'unité allemande était inévitable, faisant une analogie entre les eaux du Rhin et la réunification allemande :

« Regardez ce fleuve qui coule devant nous. Il symbolise l'Histoire ; elle n'est pas quelque chose de statique. Vous pouvez barrer ce fleuve, c'est techniquement possible. Mais alors il sortira de son lit et se fraiera d'une autre manière un chemin vers la mer. Il en va également ainsi de l'unité allemande. Vous pouvez essayer d'empêcher sa réalisation. Nous ne serons peut-être plus en vie pour la voir. Mais aussi sûr que le Rhin coule vers la mer, l'unité allemande se fera, ainsi que l'unité européenne ». Mikhaïl Gorbatchev écouta mes réflexions et, cette fois-ci, n'y répliqua pas<sup>58</sup>.

Kohl croit que « c'est à partir de ce moment que Gorbatchev a commencé à réviser sa manière de penser à l'unification de l'Allemagne, notamment parce qu'ils étaient devenus plus intimes et s'étaient sentis en confiance l'un avec l'autre »<sup>59</sup>. Cette affirmation est étonnante si l'on considère que Gorbatchev ne fait aucune allusion à l'unité allemande dans ses mémoires. En fait, ce sont plutôt les démonstrations du peuple ouest-allemand à son endroit qui l'ont impressionné davantage. « J'ai vu une nouvelle Allemagne [...] J'ai assisté à une manifestation ouverte, confortable et intéressée de la part de centaines, voire de milliers d'Allemands qui ont salué la délégation soviétique et qui ont démontré un grand intérêt pour les événements en URSS [...] »<sup>60</sup> Nulle part mentionne-t-il une éventuelle réunification. Sans aucun doute, l'absence de tout commentaire au sujet de la ballade aux bords du Rhin qui, selon Kohl, a été très importante, témoigne de la subjectivité de nos sources.

Les mémoires des protagonistes américains sont, quant à eux, plus critiques envers le chancelier Kohl. Bien qu'il ne commente pas directement la discussion aux bords du Rhin, Hutchings estime que les déclarations de Kohl au sujet de l'évolution de la pensée de Gorbatchev étaient extravagantes. « They may capture the evolution of Gorbatchev's thinking

<sup>56</sup> Dans son livre *Wie es War*, le titre du chapitre relatif à la visite de Gorbatchev en RFA s'intitule *Der Durchbruch* (la percée).

<sup>57</sup> Gorbatschow, *Wie es war...*, p. 42.

<sup>58</sup> *Ibid.*, p. 42.

<sup>59</sup> Kohl, *Je voulais...*, p. 42.

<sup>60</sup> Gorbatschow, *Wie es war...*, p. 79.

on Germany and especially his hopes for Soviet-German cooperation, but they go much too far in implying that the Soviet leader had by that time accepted German unification as an imminent reality »<sup>61</sup>. L'idée d'une meilleure coopération entre Bonn et Moscou avait sûrement mûri dans l'esprit de Gorbatchev après sa visite en RFA, mais encore une fois, la réunification allemande n'était pas envisagée. Zelikow et Rice croient que Gorbatchev aurait davantage été séduit par le peuple ouest-allemand que par Kohl lors de sa visite à Bonn, rejoignant ainsi les propos de Gorbatchev. « West German and Soviet perspectives thus seemed to converge when Gorbachev received his tumultuous, even euphoric, reception in West Germany during June 1989 »<sup>62</sup>.

Par ailleurs, Zelikow et Rice doutent même de la véracité des propos de Kohl quant à sa ballade aux bords du Rhin avec Gorbatchev. Alors que Kohl croit que sa promesse d'une aide économique au Secrétaire général soviétique a influencé ce dernier à accepter l'unification allemande, ni Gorbatchev, ni Teltschik, conseiller à Kohl, ne se souviennent de cette discussion. Il n'existe aucune preuve que Gorbatchev aurait fait quelque concession que ce fut sur l'unité allemande<sup>63</sup>. Zelikow et Rice concluent en affirmant que certains proches collaborateurs du chef ouest-allemand ont avoué plus tard que la chancellerie n'envisageait aucunement la réunification allemande à cette époque :

As late as July 1989, Horst Teltschik, Kohl's foreign policy adviser, repeated the point FRG president von Weizsäcker had made years earlier, namely, that 'for us, the German question is not primarily a matter of seeking a territorial solution'<sup>64</sup>.

Les prochains chapitres démontreront que l'URSS mettra encore beaucoup de temps avant d'admettre que l'unité allemande était inévitable, ce qui renforce le constat que l'interprétation de Kohl était biaisée. Kohl cherchait plutôt à faire valoir son rôle décisif dans les événements menant à l'unité allemande et sans doute à s'approprier les honneurs en tant qu'instigateur du processus, ce qui est immédiatement réfuté à Washington et Moscou.

Néanmoins, le voyage de Gorbatchev en RFA, tout comme l'a été la visite de Bush quelques semaines auparavant, a renforcé les liens entre Bonn et Moscou, étape nécessaire avant de s'attaquer aux négociations relatives à l'unification de l'Allemagne. Des propos ultérieurs de Genscher viennent d'ailleurs soutenir ces observations. Selon lui, après la visite de Gorbatchev, la diplomatie de la RFA avait atteint un niveau sans précédent, puisqu'en quelques semaines, les deux superpuissances mondiales y ont fait le voyage afin d'obtenir son support<sup>65</sup>.

---

<sup>61</sup> Hutchings, *American Diplomacy...*, p. 94.

<sup>62</sup> Zelikow et Rice, *Germany Unified...*, p. 33.

<sup>63</sup> *Ibid.*, p. 33.

<sup>64</sup> *Ibid.*, p. 34.

<sup>65</sup> Genscher, *Rebuilding a House...*, p. 266.

À l'été 1989, la RFA représentait un partenaire géostratégique de première importance, tant pour les Américains que pour les Soviétiques.

### *La Hongrie ouvre sa frontière avec l'Ouest*

Le 19 août 1989, la Hongrie a rompu son engagement envers la RDA en ouvrant sa frontière occidentale aux Allemands de l'Est pour une journée<sup>66</sup>. Le mécontentement de ces derniers, étant donné l'intransigeance de Honecker à réformer le système politique, s'est transformé en un exode massif vers la Hongrie, alors qu'ils avaient toujours le droit de voyager à l'intérieur du bloc<sup>67</sup>. Plusieurs centaines d'Allemands de l'Est sont passés en RFA, obtenant rapidement leurs passeports ouest-allemands de l'autre côté de la frontière. De son côté, constatant l'affaiblissement progressif de sa position intransigeante dans le bloc de l'Est, Honecker a d'abord tenté de stopper le mouvement d'exode en faisant appel à Moscou, lui demandant d'intervenir pour refermer la frontière<sup>68</sup>. Or, au cours de l'été 1989, l'attitude non-interventionniste de Gorbatchev envers les gouvernements et les populations est-européens était devenue de plus en plus évidente. En juillet, à Strasbourg, il a indiqué que l'ordre social et politique des pays européens étaient « entirely a matter for the peoples themselves and of their choosing »<sup>69</sup>. Gorbatchev maintenait le cap sur la *perestroïka*, malgré les efforts de Honecker. À Bonn, on a aussi incité les autorités hongroises à poursuivre les réformes en facilitant davantage le passage à l'Ouest des citoyens de la RDA. Les dirigeants ouest-allemands ont accueilli Miklos Németh, premier ministre hongrois, Gyula Horn, ministre des Affaires étrangères, et Istvan Horvath, ambassadeur à Bonn, au château de Gymnich à la fin août pour une rencontre secrète, lors de laquelle Bonn a maintenu son soutien aux réformes hongroises entamées. Peu après, le 11 septembre, la Hongrie a ouvert sa frontière autrichienne de manière permanente<sup>70</sup>. Des centaines de milliers de citoyens est-allemands ont alors « voté avec leurs pieds » en se rendant en Hongrie et ensuite à l'Ouest<sup>71</sup>. Le rideau de fer était partiellement ouvert.

<sup>66</sup> Konrad H. Jarausch et Gransow Volker, *Uniting Germany: documents and debates, 1944-1993*, Providence et Oxford, Berghahn Books, 1994, p. 43.

<sup>67</sup> Kaiser, *Deutschlands Vereinigung...*, p. 35.

<sup>68</sup> Smyser, *The Diplomacy of German...*, p. 329.

<sup>69</sup> *Ibid.*, p. 327.

<sup>70</sup> *Keesing's Record...*, vol. 35, n. 9, p. 36 894.

<sup>71</sup> Pond, *After the Wall...*, p.12.

Les mémoires ouest-allemands relatant les événements qui ont pris place en Hongrie à l'été 1989 sont relativement similaires. Kohl est le premier à affirmer que le geste symbolique des ministres des Affaires étrangères hongrois et autrichiens de couper les barbelés à leur frontière en mai, sous le regard du bloc soviétique, était l'élément déclencheur de l'exode est-allemand vers la Hongrie, ainsi qu'un important pas vers la réunification allemande<sup>72</sup>. Kohl, Genscher, ainsi que Frank Elbe et Richard Kiessler, proches collaborateurs de Genscher, maintiennent tous qu'alors que les conditions s'aggravaient à la frontière austro-hongroise, avec des milliers d'Allemands de l'Est attendant l'ouverture de la frontière, les autorités hongroises comptaient bientôt acquiescer à leur demande, leur permettant ainsi de gagner l'Autriche, et ensuite l'Allemagne de l'Ouest<sup>73</sup>.

Les mémoires de Gorbatchev, quant à eux, vantent la non-intervention de l'URSS dans les affaires internes d'un de ses pays satellites communistes. Pour Gorbatchev, il n'était pas question d'intervenir dans les politiques internes de la Hongrie, même si elles allaient inévitablement affecter l'Europe de l'Est, et tout particulièrement le gouvernement est-allemand qui semblait subir de plus en plus de pression de la part de sa population :

Bien entendu, ce qui se passait en Hongrie [...] ne manquait pas d'être inquiétant, mais l'idée de renoncer aux principes de base de notre « nouvelle pensée », la liberté de choix et la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays, ne nous effleura même pas [...] Néanmoins, nous n'étions pas aveugles et nous nous étions fait une opinion sur la politique de la direction de la RDA, Honecker en tête<sup>74</sup>.

Selon Gorbatchev, l'URSS n'avait jamais eu l'intention d'intervenir lors de l'ouverture de la frontière austro-hongroise. Il ne cache cependant pas ses frustrations envers Honecker. Ceci est très significatif puisque l'écart grandissant entre Honecker et Gorbatchev se produisait de manière simultanée au rapprochement entre la RFA et l'Union soviétique. Comme le décrit Hannes Adomeit dans son article « Gorbatchev, German Unification and the Collapse of the Empire », les difficultés de Gorbatchev dans ses négociations avec Honecker l'ont rapproché de la RFA, là où des discussions plus ouvertes et franches étaient possibles<sup>75</sup>.

Du côté américain, les références à la Hongrie dans les mémoires sont rares. Seul Hutchings mentionne que l'ouverture de la frontière a ouvert « les écluses » précédant l'ouverture du Mur<sup>76</sup>. Zelikow et Rice estiment quant à eux que la non-intervention de Gorbatchev, qui suivait lui aussi avec intérêt les développements en Hongrie, confirme la perte

<sup>72</sup> Kohl, *Je voulais...*, p. 57.

<sup>73</sup> *Ibid.*, p. 63-65; Genscher, *Rebuilding a House...*, p. 277; Elbe et Kiessler, *A Round Table...*, p. 28.

<sup>74</sup> Gorbatchev, *Une vie...* p. 654.

<sup>75</sup> Adomeit, « Gorbatchev, German Unification... »

<sup>76</sup> Hutchings, *American Diplomacy...*, p. 77.

de contrôle soviétique sur les événements en Europe de l'Est : « Officials in Moscow were largely silent about the crisis, not reacting to cables from their embassy in East Berlin, and almost giving the appearance of uninterest. But the Soviet officials were interested; they were just unsure what to do »<sup>77</sup>. Pour la première fois, l'administration américaine accuse Gorbatchev d'avoir été pris au dépourvu devant les initiatives libératrices d'un de ses pays satellites. Ne sachant que faire, Gorbatchev a opté pour la non-intervention.

Est-ce que le « oui » de Moscou aux libéralisations hongroises était intentionnel ? Les mémoires n'apportent pas suffisamment de détails pour corroborer cette supposition. Une chose est certaine, la non-intervention de Moscou à l'ouverture de la frontière austro-hongroise a marqué une première brèche dans le Rideau de fer. Comme nous le verrons au deuxième chapitre, cette brèche allait ouvrir la voie à d'autres revendications de la part du peuple est-allemand, qui se dirigera rapidement vers la révolution.

## Conclusion

Ce premier chapitre illustre bien la divergence de point de vue entre les différents protagonistes au sujet des événements qui ont mené à la réunification allemande. Baker et Hutchings affirment que le discours de Bush à Mayence indiquait qu'elle représentait une priorité pour l'administration américaine. L'analyse des mémoires des principaux intéressés, Bush et Scowcroft, contredit toutefois cette affirmation. Ils soutiennent que la visite faisait tout simplement partie d'une *Grand American Strategy* visant à consolider l'Alliance Atlantique. Pour ce qui est de la visite de Gorbatchev en RFA, Kohl l'interprète aussi de façon à s'approprier le coup d'envoi du processus de réunification. Il prétend avoir convaincu Gorbatchev de l'inévitabilité de l'unification de l'Allemagne, changeant ainsi sa « manière de penser », et le rendant désormais plus ouvert au processus. Dans ses mémoires, Gorbatchev ne fait, quant à lui, aucune allusion à l'unité de l'Allemagne lors de sa visite en RFA. Il qualifie plutôt le voyage de rapprochement diplomatique important, nécessaire à la poursuite de ses réformes. À l'été 1989, malgré les témoignages de certains diplomates, personne n'aurait pu prévoir les développements radicaux qui se sont produits subséquemment<sup>78</sup>.

---

<sup>77</sup> Zelikow et Rice, *Germany Unified...*, p. 68.

<sup>78</sup> D'après les lectures effectuées, seul l'ambassadeur américain à Bonn, Vernon Walters, s'était exprimé sur l'inévitabilité d'une réunification allemande à court terme à cette époque. Voir Walters, *Die Vereinigung war voraussehbar...*

Même si les témoignages laissent croire que les rencontres des dirigeants de Bonn, Washington et Moscou à l'été 1989 n'avaient pas pour but de mener à la réunification allemande, une lecture combinée de tous les mémoires permet néanmoins de mieux comprendre quelques-uns des enjeux diplomatiques y étant associés. Les visites de Bush et Gorbatchev en Allemagne ont été cruciales au niveau diplomatique, ne serait-ce qu'en favorisant le rapprochement entre les hommes politiques de Washington et Moscou de ceux de Bonn. Ces coopérations bilatérales renforcées seront indispensables dans l'éventualité de négociations entourant la révolution est-allemande, la chute du Mur, les alliances militaires et enfin l'unité allemande. Finalement, malgré les accusations américaines, qualifiant la direction soviétique de naïve, il semble que les premiers pas vers la libéralisation du peuple est-allemand aient été engendrés par la non-intervention de Moscou. Les mémoires montrent clairement que Gorbatchev a joué un rôle de la plus haute importance dans ce qui allait éventuellement mener à la chute du mur de Berlin.

# Chapitre 2

## La révolution et la chute du Mur

### Introduction

À la fin de l'été 1989, le processus de réunification n'était pas encore véritablement enclenché. Ses fondations s'étaient toutefois déjà développées sur la scène diplomatique internationale. La fin de la guerre froide, initiée par Moscou, ainsi que les visites de Bush et de Gorbatchev en RFA ont été des éléments déterminants dans les mémoires. Puis, à l'automne 1989, un nouvel élément surgit : une révolution populaire en RDA, rendue possible grâce à la non-intervention de Moscou. En analysant les événements survenus entre la mi-septembre 1989 et les jours suivant la chute du Mur, le 9 novembre, ce chapitre démontre que les hommes politiques de Bonn, Washington et Moscou ont été à la remorque des événements révolutionnaires en RDA, n'ayant toujours aucune intention réunificatrice. Avec la perte de contrôle simultanée du SED sur la population, les Soviétiques changent aussi d'attitude. D'abord perçus très libéralisateurs à l'été 1989, leur perte de contrôle sur les événements en Allemagne fait ressortir des premiers signes d'hésitation, voire de panique. Le triangle diplomatique composé de Bonn, Washington et Moscou, en rapport à la future Allemagne unie, commence donc à se former. Il évoluera de façon à favoriser une coopération plus étroite entre Bonn et Washington, au détriment de Moscou.

### Les mémoires

#### *La révolution est-allemande*

Au lendemain de l'ouverture de la frontière austro-hongroise, un grand coup avait été porté à l'ensemble du bloc communiste, tout particulièrement à la RDA. L'exode massif vers l'Ouest via la Hongrie a forcé le gouvernement est-allemand à demander l'aide de la Tchécoslovaquie, beaucoup moins réformatrice, comme le prouve la décision de fermer sa frontière hongroise aux Allemands de l'Est, pour stopper le drainage humain. Cette décision

s'est avérée éphémère puisque les fuyitifs se sont massés à l'ambassade ouest-allemande de Prague, pour exiger leur déportation en RFA. En quelques jours, plus de 5 000 citoyens est-allemands se sont rassemblés autour des bâtisses de l'ambassade. La situation est rapidement devenue critique, entre autres, à cause des conditions hygiéniques malsaines et du danger que le bâtiment ne s'écroule. Pour remédier aux mauvaises conditions, et devant le refus catégorique des réfugiés de quitter l'ambassade, les autorités ouest-allemandes ont demandé aux dirigeants est-allemands d'accepter la déportation de leurs citoyens vers la RFA<sup>79</sup>. Quelques jours plus tard, des trains remplis de citoyens est-allemands ont commencé à quitter Prague pour gagner la RFA. À la demande de Honecker, qui voulait laisser croire à une initiative de son gouvernement, les trains ont dû faire un détour en RDA, pour s'arrêter au passage à la gare de Dresde. Cette manœuvre politique s'est avérée être une erreur monumentale, puisqu'elle a frustré davantage les foules désireuses de quitter le pays le long du chemin de fer. À la gare de Dresde, notamment, la police est violemment intervenue pour disperser une émeute, lorsque plusieurs personnes tentaient d'embarquer dans les trains. Afin de rétablir l'ordre et de protéger son régime contre l'exode, Honecker a finalement décidé de sceller toutes les frontières le 3 octobre, emprisonnant ainsi les citoyens est-allemands à l'intérieur de leur pays.

À la veille des célébrations soulignant le 40<sup>e</sup> anniversaire de la République démocratique d'Allemagne, le 7 octobre, et auxquelles était attendu nul autre que Gorbatchev, l'autorité du Parti socialiste est-allemand sur la population commençait à faillir. Des manifestants gagnaient les rues pour réclamer plus de démocratie et de liberté en RDA<sup>80</sup>. Le mouvement est né au début septembre à Leipzig, alors que des foules, habituellement composées de quelques centaines de protestataires, réclamaient des réformes sociales et démocratiques en plus de demander au SED de reconnaître les problèmes d'ordre politique qu'engendrait l'émigration de masse. Des démonstrations ont eu lieu les 4, 11 et 18 septembre, marquant le début d'une tradition : les « marches du lundi ». À Berlin-Est, des défilés parallèles se sont tenus sur l'Alexanderplatz, notamment le 6 septembre<sup>81</sup>.

Le refus du régime de reconnaître les problèmes sociaux, combiné aux attaques de la police secrète envers des démonstrateurs pacifiques, a contribué à donner de la vigueur aux manifestations. Le 7 octobre, alors que Gorbatchev se trouvait à Berlin-Est, des manifestations se déroulaient un peu partout dans le pays, entre autres à Potsdam, Leipzig, Dresde, et Berlin. Les démonstrateurs faisaient appel au chef soviétique et à son influence pour inciter Honecker à

<sup>79</sup> *Keesing's Record...*, vol. 35, n. 9, 1989, p. 36 895.

<sup>80</sup> Heinrich August Winkler, *Der lange Weg nach Westen*, München, Beck, 2000, p. 495.

<sup>81</sup> *Keesing's Record...*, vol. 35, n. 9, 1989, p. 36 895.

appliquer les réformes nécessaires. À Leipzig, la démonstration a été violente: « During the celebration of the GDR's fortieth anniversary, security forces no longer held back against taunting youths. Mercilessly, they beat peaceful demonstrators and turned water cannons on the crowd »<sup>82</sup>.

Le 9 octobre, le gouvernement s'attendait au pire et c'est pourquoi l'ordre a été donné de fermer les écoles plus tôt et de distribuer des réserves de sang supplémentaires dans les hôpitaux<sup>83</sup>. En annonçant ces dispositions, le régime cherchait visiblement à intimider les manifestants. Or, alors que 80 000 personnes participaient aux marches à Leipzig, les événements ont pris une tournure tout à fait inattendue : la police s'est retirée, ce qui a permis à la démonstration de se dérouler dans la paix et le calme<sup>84</sup>. Pour la première fois, le régime acceptait de négocier avec la population qui ne lui laissait plus le choix. La non-intervention des forces policières n'a toutefois pas eu l'effet escompté alors qu'on a assisté à une escalade significative des démonstrations. Ne craignant plus d'être harcelés par les autorités, les protestataires sont devenus de plus en plus nombreux à prendre part aux « marches du lundi ». Même après le remplacement de Honecker par Egon Krenz en tant que Secrétaire général du SED, et la reconnaissance officielle du gouvernement de la nécessité d'entreprendre des réformes, les foules ont quadruplé dans les rues de Leipzig les 23 et 30 octobre, alors que plus de 300 000 manifestants participaient à chacune des marches<sup>85</sup>. Ces démonstrations ont encouragé le peuple à exiger désormais rien de moins que de véritables élections libres ainsi que le droit de voyager librement par-delà des frontières communistes.

Seulement quelques mémoires discutent de l'importance de la révolution est-allemande à l'automne 1989, minimisant ainsi le rôle que le peuple a joué dans le processus de réunification. Selon Kohl, les manifestations monstres de Leipzig et Berlin ont clairement démontré que le SED n'avait plus le contrôle de la population. Il décrit de cette façon l'intervention des forces policières à Dresde : « La direction du SED de la région de Dresde, dont le président était Hans Modrow, fit disperser la manifestation dans la soirée avec une dureté impitoyable. La police populaire eut recours aux canons à eau et aux matraques »<sup>86</sup>. Pour Kohl, la brutalité de Berlin-Est dans sa gestion de la révolution lui a permis de se défendre des attaques revanchistes de Honecker à son endroit. Kohl affirme qu'il refusait d'apporter toute

---

<sup>82</sup> Jaraus, *The Rush...*, p. 34; Winkler, *Der lange Weg...*, p. 501.

<sup>83</sup> Jaraus, *The Rush...*, p. 34.

<sup>84</sup> Pond, *After the Wall...*, p. 14.

<sup>85</sup> *Ibid.*

<sup>86</sup> Kohl, *Je voulais...*, p. 84.

aide économique ou financière à un gouvernement ne respectant pas la liberté d'expression de son peuple. Il prétend donc avoir profité de l'occasion pour faire avancer les réformes politiques et sociales en RDA, en rendant toute aide conditionnelle à des réformes : « 'On ne peut garantir la paix intérieure et la stabilité par la violence et la mise sous tutelle des hommes [...]' Kohl annonça que si les dirigeants de la RDA étaient prêts à entreprendre des réformes politiques, sociales et économiques de fond, le gouvernement fédéral serait disposé à soutenir fermement et complètement les efforts qu'ils feraient en ce sens »<sup>87</sup>.

La révolution populaire a permis à Kohl de radicaliser sa politique envers une RDA en perte de vitesse. Zelikow et Rice soutiennent une thèse similaire. Après le remplacement de Honecker par Egon Krenz au moins d'octobre 1989, ils maintiennent que « with a little financial encouragement [...] Socialism might survive [...] But at this critical juncture Kohl changed the course of German politics »<sup>88</sup>. Selon eux, Kohl a voulu tourner le dos à l'*Ostpolitik*, qui favorisait une étroite coopération économique avec la RDA, afin de déstabiliser le gouvernement et le forcer à accepter des réformes. C'est précisément ce que Kohl revendique dans ses mémoires. Il est cependant difficile d'imaginer que la poursuite d'une telle stratégie aurait été possible sans les démonstrations populaires. En effet, Kohl n'a tourné le dos à l'*Ostpolitik* qu'après l'amorce de la révolution en Allemagne de l'Est, menée par le peuple. Ce fait n'est jamais relevé dans ses mémoires.

Les mémoires de Gorbatchev démontrent aussi comment la révolution est-allemande a forcé Moscou à s'éloigner graduellement de la RDA. Prônant sa « nouvelle pensée » politique depuis déjà plusieurs mois, qui s'était transformée en une politique de non-intervention en Hongrie et en Tchécoslovaquie, Gorbatchev comptait ainsi conserver la confiance de l'Occident dont il avait besoin pour favoriser le redressement économique de l'URSS. Il a profité de sa visite en RDA pour signifier qu'il ne supportait plus le régime de Honecker qui refusait toujours de réformer son communisme traditionnel. À Berlin-Est, lors des célébrations du 40<sup>e</sup> anniversaire du régime est-allemand, il se montre inquiet devant les vives démonstrations populaires en RDA. Après le défilé de la Jeunesse communiste est-allemande (FDJ), durant lequel la foule scandait des slogans pour réclamer son aide, tels « Perestroïka, Gorbatchev aidez-nous », Gorbatchev savait que le gouvernement ne pouvait plus continuer à fonctionner ainsi. Il affirme que « les choses ne tournaient pas rond »<sup>89</sup>. Alors que Honecker, lui, continuait

---

<sup>87</sup> *Ibid.*, p. 86.

<sup>88</sup> Zelikow et Rice, *Germany Unified...*, p. 92.

<sup>89</sup> Gorbatchev, *Une vie...*, p. 657.

à ignorer les manifestations, agissant comme si les célébrations se déroulaient normalement, Gorbatchev explique qu'il n'a eu d'autre choix que de lancer un message de support à la population lors de son discours en y allant de sa phrase célèbre : « La vie punit sévèrement ceux qui prennent du retard politique »<sup>90</sup>. Même s'il ne semble pas attribuer la chute de Honecker, survenue deux semaines plus tard, à sa visite en RDA, il avoue ne pas avoir cru aux chances de l'ancien chef conservateur de demeurer en poste. La révolution est-allemande a amené Moscou à se détacher graduellement du régime totalitaire en place en RDA.

Les mémoires américains contiennent également quelques commentaires sur la révolution est-allemande. Pour une des rares fois, ils reconnaissent la bonne volonté soviétique. Après la fermeture de la frontière entre la RDA et la Tchécoslovaquie, Scowcroft admet avoir douté de la réaction de Moscou : « Would he [Gorbatchev] step aside from a regime which epitomized much of what he was attempting to change inside the Soviet Union, or would he swallow his principles in an effort to shore up the rapidly weakening walls of his western empire ? »<sup>91</sup> Selon Baker, la visite du chef soviétique à Berlin lors du 40<sup>e</sup> anniversaire de la République répondait à cette question. Gorbatchev ne donnait plus son support à la politique intransigeante de Honecker : « It was the clearest public signal we could hope for that the Kremlin was not going to intervene »<sup>92</sup>. Dans son chapitre intitulé *The Revolution of 1989*, Hutchings poursuit dans la même lignée en affirmant que l'inaction soviétique était responsable du soulèvement populaire, non seulement en RDA, mais dans toute l'Europe de l'Est. Il va même jusqu'à dire que le rôle des Soviétiques dans la révolution est-allemande a été beaucoup plus important que celui des Américains, voire même des Allemands de l'Ouest. Seul Moscou pouvait véritablement influencer la situation politique en RDA avec près de 380 000 soldats positionnés en Allemagne de l'Est, alors que « the U.S. role, like that of the Germans and the Western allies collectively, was marginal »<sup>93</sup>. Tel qu'il a été conclu précédemment, les Américains étaient conscients que Gorbatchev a joué un rôle majeur dans la libéralisation des pays est-européens, seulement cette fois, de manière volontaire.

Les extraits des mémoires faisant référence à la révolution est-allemande font voir que le gouvernement Honecker montrait des signes de faiblesse dès la mi-octobre 1989, ce qui lui faisait perdre le peu d'appui dont il bénéficiait sur la scène internationale. Par exemple, le

---

<sup>90</sup> *Ibid.*, p. 657.

<sup>91</sup> Bush et Scowcroft, *A World Transformed...*, p. 146.

<sup>92</sup> Baker, *The Politics...*, p. 161.

<sup>93</sup> Hutchings, *American Diplomacy...*, p. 52.

témoignage de Gorbatchev démontre que le soutien traditionnel de l'URSS à la RDA depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale n'était plus. Kohl, quant à lui, en profitait pour retirer son appui financier à Honecker. Si la RDA n'était pas perdue, des réformes se devaient d'être mises en branle immédiatement. Enfin, ce qui est le plus marquant dans les mémoires est que les acteurs principaux des événements politiques ne reconnaissent pas le rôle protagoniste que le peuple a joué dans l'avancement du processus de réunification. Seulement quelques personnages y font référence dans leur analyse. La majorité des conseillers politiques et des ministres des Affaires étrangères ne font qu'effleurer le sujet en décrivant quelques discours, sans véritablement donner d'importance aux manifestations populaires.

### *Appels téléphoniques à la veille de la chute du Mur*

Malgré le tumulte en RDA, les contacts entre Bonn, Washington et Moscou étaient pratiquement nuls à l'automne 1989, selon ce qui est relaté dans les mémoires. Seuls quelques appels téléphoniques sont commentés, ce qui donne l'impression que personne n'avait prévu la chute du Mur. Ces conversations sont toutefois importantes, puisqu'elles incarnent la mise à l'écart graduelle de Moscou dans le triangle diplomatique Bonn/Washington/Moscou. Alors que les visites de Bush et Gorbatchev en RFA au début de l'été 1989 ont montré que Washington et Moscou cherchaient à obtenir le support de Bonn dans leur nouvelle politique de rapprochement, le phénomène semblait se répéter, cette fois à l'inverse, avec Kohl en quête de partenaires.

Au lendemain de la visite du Secrétaire général du PCUS en RDA au début octobre 1989, Kohl mentionne qu'il voulait s'entretenir avec le président américain afin de sécuriser l'alliance avec lui. « Si nous [membres du gouvernement ouest-allemand] voulions progresser dans la voie de l'unité, le soutien de nos partenaires du monde libre était bien sûr d'une importance capitale »<sup>94</sup>. Or, même s'il mentionne qu'il songeait alors à l'unité allemande, sa conversation avec Bush le 9 octobre ne fait aucunement part d'une réunification à court terme. De toute évidence, l'appel téléphonique visait plutôt à rassurer Bush que la RFA, malgré le tumulte chez son voisin de l'Est, demeurait un partenaire fidèle aux États-Unis et à l'OTAN. Kohl mentionne même que sa bonne entente avec Washington était plus importante qu'une éventuelle réunification, contrairement à certaines rumeurs avancées par l'administration américaine qui craignait sans doute la politique plus pacifiste de Genscher<sup>95</sup>. Selon Zelikow et

---

<sup>94</sup> Kohl, *Je voulais...*, p. 88.

<sup>95</sup> *Ibid.*, p. 89.

Rice, le soutien américain aurait même permis à Kohl de faire progresser ses requêtes réformatrices à l'endroit du gouvernement est-allemand<sup>96</sup>. Les mémoires de Kohl décrivent une conversation très amicale, à l'image de la coopération américano-ouest-allemande depuis la visite du président à Mayence en mai 1989.

Le 11 octobre, Kohl enchaîne avec un appel à Gorbatchev. On décèle cette fois une certaine méfiance de la part du chef soviétique. Kohl affirme qu'il a dû rassurer Gorbatchev « qu'en ce qui concernait l'évolution dramatique des événements dans l'autre partie de notre patrie, la République Fédérale n'avait nullement intérêt au chaos en RDA »<sup>97</sup>. Il maintient aussi qu'il a informé Gorbatchev de la nécessité d'y aller de réformes majeures, avant que tout ne devienne incontrôlable à Berlin-Est. De son côté, Gorbatchev met l'accent sur le fait qu'il voulait d'abord obtenir l'assurance que la RFA allait tout faire pour promouvoir la stabilité en RDA. Il cite sa conversation avec Kohl : « [Kohl:] « Je tiens à vous assurer que la République fédérale d'Allemagne n'est aucunement intéressée à la déstabilisation de la RDA [...] » Gorbatchev: « Il est très important d'entendre de telles paroles de la part du chancelier de la RFA. J'espère cependant que ces paroles correspondront aux actes »<sup>98</sup>. La méfiance de Gorbatchev est perceptible. Plus loin dans ses mémoires, il comparera cette conversation du 11 octobre à un discours de Kohl au Bundestag, lors duquel le chancelier a renié ses promesses de stabilité. Il est clair que Gorbatchev se méfiait de Kohl déjà à la mi-octobre. L'incongruité du triangle diplomatique Bonn/Washington/Moscou commence à se dessiner dans les mémoires, même si encore aucune référence directe n'est faite à la réunification allemande.

### *Le remplacement de Honecker*

À la mi-octobre, la position intransigeante de Honecker, notamment à propos des citoyens est-allemands, a considérablement affaibli l'autorité du SED. La police avait cessé depuis déjà quelques semaines d'intervenir lors des manifestations, puisque ceci ne semblait plus avoir aucun effet sur les foules. À l'intérieur du gouvernement, on semblait accorder la légitimité décroissante du SED justement à Honecker, qui en plus de refuser d'instaurer des réformes, était souvent à l'écart de la politique pour des raisons médicales. D'importants membres de la *Stasi* et du Comité de sécurité ont rapidement préparé son remplacement au poste de Secrétaire général, ce qui s'est concrétisé le 18 octobre, alors que Egon Krenz, perçu

<sup>96</sup> Zelikow et Rice, *Germany Unified...*, p. 94.

<sup>97</sup> Kohl, *Je voulais...*, p. 90.

<sup>98</sup> Gorbatschow, *Wie es War...*, p. 87.

comme le protégé de Honecker, a pris le pouvoir<sup>99</sup>. Or, contrairement à ce qui était attendu, ce changement de leadership n'a eu aucun effet sur l'attitude de la population envers les autorités. Très peu croyaient Krenz sincère lorsqu'il affirmait vouloir apporter des changements politiques et sociaux en RDA. Lors de son apparition télévisée du 18 octobre, il a fait une impression très négative en utilisant un jargon communiste, sans présenter de véritable plan réformateur<sup>100</sup>. Après une visite peu concluante du nouveau chef est-allemand à Moscou le 1<sup>er</sup> novembre, les Allemands de l'Est l'ont accueilli avec la plus grande manifestation dans l'histoire de la RDA, à laquelle ont participé plus de 750 000 personnes réparties dans plusieurs villes<sup>101</sup>. Krenz a finalement décidé de rouvrir la frontière tchécoslovaque en témoignage de sa bonne foi, mais alors que les démonstrations devenaient de plus en plus imposantes, le changement de gouvernement, tout comme ses réformes, semblait arriver trop tard.

Les extraits des mémoires de Gorbatchev traitant du remplacement du chef d'État est-allemand montrent d'abord que le chef soviétique avait perdu confiance, non seulement en Honecker, mais aussi dans les chances de réhabilitation de l'appareil gouvernemental est-allemand en général. Il croyait que le remplacement d'Honecker par Krenz n'aiderait en rien le SED à reprendre le contrôle du mouvement populaire. À la suite du voyage de Krenz à Moscou le 1<sup>er</sup> novembre, il confirme qu'il demeurait toujours très sceptique à son endroit: « il fallait des réformes radicales et non plus des rafistolages cosmétiques [...] il apparut bien vite que la majorité de la population n'était pas disposée à accepter la préservation de la RDA : la plupart des Allemands de l'Est voyaient leur salut dans l'unification avec l'Allemagne fédérale »<sup>102</sup>.

Toutefois, si Gorbatchev s'éloignait de Berlin-Est, ce n'était pas au profit d'une meilleure relation avec Bonn. Alors que Kohl tentait d'obtenir son soutien pour forcer la RDA à aller de l'avant avec les réformes, Gorbatchev n'entendait pas dicter une ligne de conduite au gouvernement est-allemand :

Dans mes conversations avec Kohl, je l'ai maintes fois entendu dire que Honecker ne comprenait pas et n'acceptait pas la Perestroïka, qu'il poursuivait sa ligne dogmatique 'dure', etc. J'attribuais ces 'plaintes' au désir de trouver en moi un allié au cas où il déciderait d'intervenir lui-même sur le cours des événements en RDA. Je lui faisais comprendre à chaque fois qu'il n'était pas dans nos intentions d'expliquer aux dirigeants est-allemands comment ils devaient mener leurs affaires<sup>103</sup>.

<sup>99</sup> Glaessner, *The Unification Process...*, p. 44.

<sup>100</sup> Jaraus, *The Rush...*, p. 60.

<sup>101</sup> Pond, *After the Wall...*, p. 16.

<sup>102</sup> Gorbatchev, *Une vie...*, p. 659.

<sup>103</sup> *Ibid.*, p. 654.

Tout en réitérant sa volonté de ne pas intervenir dans les affaires est-allemandes, Gorbatchev dénonce l'attitude ouest-allemande déstabilisatrice, dont Kohl s'était déjà défendu dans ses mémoires. L'étroite collaboration politique et économique Bonn/Moscou qui s'était formée en RFA durant l'été semblait donc plus fragile au fur et à mesure que la révolution prenait de l'ampleur en RDA.

### *L'effondrement du Mur*

La chute du Mur représente un événement incontournable du processus de réunification. Afin de mieux nous situer, même si les mémoires n'en traitent que très subjectivement, il est important de rapidement décrire les événements survenus dans la nuit du 9 au 10 novembre 1989. Au début du mois, ne sachant plus comment réagir à l'exode massif et aux manifestations populaires, Krenz a fait préparer une nouvelle politique régissant le déplacement des citoyens est-allemands à l'extérieur de la RDA. Le 9 novembre, quelques minutes avant une conférence de presse menée par Günter Shabowski, secrétaire du Comité central du SED, Krenz remet à ce dernier une copie de cette nouvelle politique qui devait être appliquée au début de décembre<sup>104</sup>. Les faits entourant cette rencontre et la conférence qui a suivi demeurent controversés. Il semblerait que Shabowski ait mal interprété les instructions de Krenz et dévoilé immédiatement le contenu du document aux médias, alors qu'il n'avait pas encore été approuvé par le SED. Le communiqué déclarait que les autorités est-allemandes allaient dorénavant émettre les visas nécessaires à toute personne désirant quitter la RDA, de manière temporaire ou permanente, sans aucune restriction<sup>105</sup>. Stupéfaits, plusieurs membres du SED et journalistes ont quitté la conférence pour se rendre aux points de passage le long du Mur pendant que les médias diffusaient la nouvelle. Quelques heures plus tard, des milliers de personnes s'entassaient devant les points d'accès du Mur. Ne sachant comment effectuer la vérification massive des visas et n'ayant pas été avisés des procédures à suivre, les gardes douaniers ont finalement décidé de laisser passer les gens. Tous les points d'accès à Berlin-Est ont été ouverts avant minuit. L'ouverture du Mur avait été causée par la désorganisation du SED, forcée par le peuple depuis plusieurs semaines<sup>106</sup>.

<sup>104</sup> Pond, *Beyond the Wall...*, p. 133.

<sup>105</sup> *Ibid.*, p. 132.

<sup>106</sup> Zelikow et Rice, *Germany Unified...*, p. 101 ; Lévesque, *1989...*, p. 204 ; Konrad H. Jarausch et Volker Gransow, *Uniting Germany: Documents and Debates, 1944-1993*, Providence, Berghahn Books, 1994, p. 74.

À la chancellerie, la réaction de Kohl à la chute du Mur révèle une attitude très prétentieuse d'appropriation des événements. Au lendemain d'un débat au Bundestag le 8 novembre, dans lequel il avait fait appel au SED pour mettre de l'avant de véritables réformes, Kohl attribue directement la chute du Mur à son discours: « J'étais stupéfait. Nous nous attendions tous qu'après le signal que j'avais donné le 8 novembre au Bundestag, des décisions soient prises en matière de liberté de déplacement, mais que cela vienne si vite et surtout avec de telles conséquences était à peine croyable [...] »<sup>107</sup> Kohl semble surestimer l'importance de ses paroles, puisque malgré le fait que son exposé ait recommandé des réformes en RDA, l'ouverture du Mur n'était certes pas la conséquence directe de son discours au Bundestag. Sans le soulèvement du peuple, la chute du Mur ne se serait probablement jamais produite, malgré ce qu'en pense Kohl. En effet, avant le 9 novembre, la plupart de ses demandes n'avaient eu aucun impact sur les actions du gouvernement communiste est-allemand. Tel qu'il a été démontré auparavant, le peuple a été le moteur de la désorganisation politique en RDA, cause de la chute du Mur.

De leur côté, les mémoires américains s'efforcent de mettre en évidence le manque de préparation du gouvernement soviétique. Bush se dit tout d'abord très inquiet de l'impact des événements sur la « nouvelle pensée » de Moscou. Selon lui, une trop grande démonstration d'enthousiasme du clan occidental aurait pu aggraver la situation, soit en minant les intentions de Gorbatchev, soit en frustrant son opposition au Kremlin : « More important, I knew we had to be careful how we portrayed our response to the good news. I had to anticipate Gorbatchev's reaction – and that of his opposition. As Brent [Scowcroft] pointed out, this was not the time to gloat about what many in the West would interpret as a defeat for Gorbatchev »<sup>108</sup>. Ainsi, après avoir dépeint la grande fragilité du clan soviétique, Bush continue en démontrant que Gorbatchev avait perdu le contrôle :

In fact, the Soviet reaction to the opening of the Wall was one of outright alarm. On the day the Wall opened, Gorbatchev sent messages to Kohl warning him to stop talking of reunification, and cabled me urging that I not overreact. He worried that the demonstrations might get out of control, with 'unforeseen consequences,' and he asked for understanding. This was the first time Gorbatchev had clearly indicated genuine anxiety about events in Eastern Europe [...] It was as if he suddenly realized the serious implications of what was going on<sup>109</sup>.

Selon Bush, Gorbatchev n'avait aucunement prévu la chute du mur de Berlin, et lorsqu'elle s'est produite, sa réaction a été la panique. Ce passage est d'autant plus intéressant puisqu'il

<sup>107</sup> Kohl, *Je voulais...*, p. 109.

<sup>108</sup> Bush et Scowcroft, *A World...*, p. 148.

<sup>109</sup> *Ibid.*, p. 150.

démontre que Gorbatchev cherchait à obtenir le soutien de Bonn et Washington afin d'assurer la stabilité en RDA.

Dans ses mémoires, Gorbatchev interprète de manière différente son association aux événements du 9 novembre. Il insiste sur le fait que la non-intervention soviétique dans le conflit est-allemand avait contribué à éviter un bain de sang à Berlin : « Grâce à Dieu, les nouvelles autorités [est-allemandes] eurent le courage et le bon sens de ne pas noyer dans le sang la révolte populaire. Je crois que la position soviétique les y aida, car les dirigeants est-allemands comprirent que les troupes soviétiques ne quitteraient en aucun cas leurs casernes »<sup>110</sup>. Le 9 novembre, quelques 380 000 troupes soviétiques étaient toujours positionnées en RDA. L'historien Jeffrey Gedmin estime que leur non-intervention a assurément incité les autorités est-allemandes à en faire de même<sup>111</sup>. Sans le support de Moscou pour intervenir, les soldats est-allemands ont décidé de laisser les gens franchir librement la frontière.

Dans son livre *Wie es War*, Gorbatchev cherche ensuite à défendre la réaction du gouvernement soviétique devant la chute du Mur. Il soutient avoir toujours été favorable à la réunification allemande et que l'URSS était bien préparée à un tel événement<sup>112</sup>. Il se défend aussi contre les attaques post-facto voulant que l'URSS ait été prise par surprise : « Ça ne correspond pas à la vérité lorsqu'il est écrit ou lorsqu'on entend aujourd'hui que la chute du mur de Berlin a été une surprise pour moi et le reste de la direction soviétique, suscitant un choc à Moscou : nous nous étions bien préparés à une telle éventualité »<sup>113</sup>.

Les réactions à la chute du Mur dans les mémoires viennent à nouveau appuyer deux importantes thèses de ce travail. D'abord, les différents protagonistes ont des visions contradictoires des événements où chacun cherche à se donner le beau rôle dans la réunification de l'Allemagne. En s'affairant à associer la chute du Mur à son discours au Bundestag, Kohl nie tout simplement le rôle prépondérant que le peuple, qui protestait déjà depuis plus d'un mois, a joué dans l'histoire, sans compter qu'il minimise l'impact de la non-intervention soviétique. Bush, quant à lui, accuse tout simplement l'administration soviétique d'avoir paniqué.

Néanmoins, les interprétations recensées dans les divers mémoires apportent un nouvel éclairage sur les enjeux diplomatiques entourant le processus de réunification entre Bonn,

<sup>110</sup> Gorbatchev, *Une vie...*, p. 659.

<sup>111</sup> Gedmin, *The Hidden Hand...*, p. 101.

<sup>112</sup> Gorbatschow, *Wie es war...*, p. 83.

<sup>113</sup> *Ibid.*, p. 87.

Washington et Moscou. En plus des attaques du président américain à l'endroit du chef soviétique, Bush fait part d'une certaine divergence entre Gorbatchev et Kohl, et se range à nouveau du côté ouest-allemand. La chute du Mur, qui marquait une nouvelle étape du processus de réunification, a donc exacerbé la compétition entre Washington et Moscou dans les mémoires. Le triangle diplomatique devenait de plus en plus incongru. Il se radicalisera d'ailleurs dans les mois à venir : Bonn et Washington ont appuyé la révolution et les réformes, pendant que Moscou les accusait continuellement de vouloir miner la stabilité en RDA, tout autant qu'en Europe.

### *Célébrations à Schöneberg*

Au lendemain de la chute du Mur, une fête est organisée à l'hôtel de ville de Schöneberg, à laquelle font référence tous les mémoires ouest-allemands. Les discours qui y sont prononcés démontrent que la réunification allemande, même après la chute du Mur, ne figurait toujours pas à l'agenda diplomatique de Bonn. Les hommes politiques ouest-allemands hésitaient à fournir quelque plan réunificateur que ce soit à la population allemande. À travers ses propres écrits, Kohl n'est pas en mesure de démontrer qu'il envisageait une réunification à court terme. Le passage suivant, guère convaincant, est le seul qui puisse se rapprocher d'un plan pour l'unité allemande :

Je veux donc dire à tous en RDA : vous n'êtes pas seuls, nous sommes à vos côtés. Nous sommes et resterons une seule nation et nous formons un tout. Je fais appel en cette heure à tous nos compatriotes pour que nous ne fassions qu'un dans nos cœurs, que nous construisions ensemble un avenir solidaire, que nous nous serrions les coudes à présent et que nous accordions ensemble de l'aide à ceux qui en ont besoin. Il s'agit de l'Allemagne. Il s'agit de l'unité, du droit et de la liberté<sup>114</sup>.

Les paroles de Kohl semblent bien peu différentes de la rhétorique réunificatrice de l'Union chrétienne-démocrate depuis la division de l'Allemagne à la fin des années 1940. Il ne se prononce aucunement sur une éventuelle date de réunification.

Les mémoires de Genscher sous-entendent une ligne de pensée similaire à celle de Kohl. L'auteur maintient simplement qu'il avait préparé les grandes lignes de négociations pour les mois à venir et que le but ultime demeurait la réunification<sup>115</sup>. Cette dernière n'est cependant pas mentionnée de manière directe dans son discours, alors que ses demandes se limitent à des élections libres et à une véritable démocratie en RDA<sup>116</sup>. En lisant ses mémoires, il est évident

---

<sup>114</sup> Kohl, *Je voulais...*, p. 115.

<sup>115</sup> Genscher, *Rebuilding a House...*, p. 292.

<sup>116</sup> *Ibid.*, p. 293.

que même après la chute du Mur, la réunification ne figurait pas à l'ordre du jour au ministère des Affaires étrangères ouest-allemand.

### *Appels téléphoniques au lendemain de la chute du Mur*

Le 10 novembre, après une journée pour le moins mouvementée, la délégation ouest-allemande est retournée à Bonn, d'où Kohl a contacté ses homologues aux États-Unis, en Europe et en URSS. Il s'est d'abord entretenu avec Bush, décrivant la conversation comme très détendue, voire amicale<sup>117</sup>. Bush confirme l'ambiance agréable et cite Kohl qui le remercie pour le soutien américain : « An exuberant Kohl added that 'without the United States this day would not have been possible. Tell your people that' »<sup>118</sup>.

Lors de sa conversation avec Gorbatchev, Kohl explique au contraire qu'il a dû rassurer le chef soviétique « qu'il n'était pas de l'intérêt du gouvernement fédéral que le chaos s'installe en RDA »<sup>119</sup>. Il l'avise que l'exode massif que connaissait la RDA provoquait de graves problèmes économiques, et que « [l]es dirigeants de la RDA feraient bien d'agir rapidement compte tenu des circonstances »<sup>120</sup>. Kohl fait part de ses inquiétudes envers le gouvernement Krenz et sa capacité de faire des réformes. Il termine en affirmant que bien que des différences d'intérêts demeuraient entre la RFA et l'URSS, les bonnes relations personnelles entre lui et Gorbatchev pouvaient du moins en faciliter la solution.

Le compte rendu de la conversation est sensiblement le même dans les mémoires de Gorbatchev, qui y va cependant d'une critique beaucoup plus acerbe à l'endroit de Kohl. Alors qu'il décrit lui aussi l'importance de son amitié avec le chancelier, favorisant la bonne entente entre Bonn et Moscou, Gorbatchev se montre quelque peu sceptique, avisant Kohl que toute décision concernant les deux États se devait d'abord d'être réfléchie. Il met sévèrement en doute la sincérité des propos de Kohl en les comparant au discours en dix points du chancelier du 28 novembre, discours analysé plus profondément dans le prochain chapitre<sup>121</sup>. Il affirme que le chancelier a renié ses promesses de stabilité dans ce discours, où il proposait pour la première fois un « ultimatum à la réunification »<sup>122</sup>. Les entretiens téléphoniques de Kohl au lendemain de la chute du Mur confirment encore une fois l'alliance américano-ouest-allemande contre le

<sup>117</sup> Kohl, *Je voulais...*, p. 118.

<sup>118</sup> Bush et Scowcroft, *A World...*, p. 151.

<sup>119</sup> N'ayant pu joindre Gorbatchev le 10 novembre, Kohl s'est entretenu avec lui le lendemain matin. Kohl, *Je voulais...* p. 121.

<sup>120</sup> *Ibid.*, p. 121.

<sup>121</sup> Gorbatschow, *Wie es war...*, p. 88.

<sup>122</sup> *Ibid.*, p. 91.

gouvernement soviétique. Gorbatchev, qui souhaitait une plus grande stabilité, se trouvait à la remorque, non seulement de la révolution, mais aussi des politiques occidentales qui, eux, appuyaient au moins la possibilité d'une réunification à long terme.

Les conversations téléphoniques des ministres des Affaires étrangères au lendemain de la chute du Mur font également ressortir un resserrement des liens entre Bonn et Washington. Baker décrit son entretien avec Genscher comme un moment très émotif. Il cite Genscher: « It's a moving moment for our nation. Thank you for what you've done and said. I want to thank the American people for what you've done for Germany since World War II, particularly for Berlin »<sup>123</sup>. Selon Baker, Genscher lui confirme encore une fois l'engagement toujours aussi fort de l'Allemagne à l'intérieur de l'OTAN. Il conclut en ajoutant que la réunification n'était pas encore à l'ordre du jour après la chute du Mur, ou du moins, c'est ce qu'il croyait. La « réconciliation » interne se devait d'être résolue avant de songer à la « réconciliation » externe<sup>124</sup>. Malheureusement, les mémoires de Genscher mentionnent à peine sa discussion avec Baker le 10 novembre. Il se contente de dire qu'alors qu'il a téléphoné à ses amis à Paris, Londres, et Washington, sa secrétaire n'a pu s'empêcher de dire « Mr. Baker, God bless America ! », et que pour Genscher, ceci reflétait très bien les sentiments de tous les Allemands<sup>125</sup>. Il affirme toutefois avoir aussi contacté Chevardnadzé pour le remercier d'avoir agi de manière si responsable durant les dernières semaines. Les ententes conclues à Bonn en juin, au moment de la visite de Gorbatchev en RFA, tenaient toujours<sup>126</sup>.

## Conclusion

En couvrant la période entre la fin de l'été 1989 et la chute du mur de Berlin le 9 novembre, ce chapitre démontre tout d'abord que l'unification de l'Allemagne n'était toujours pas à l'ordre du jour au niveau diplomatique à la mi-novembre. Malgré les efforts du peuple est-allemand, les dirigeants ne semblaient pas avoir de plan réunificateur, même au lendemain de la chute du mur de Berlin, comme le démontrent les discours de Schöneberg. Même si les chefs politiques de Bonn et Moscou émettent l'idée que leur abandon de Honecker était destiné à favoriser la réunification, leur intention réelle visait plutôt à éviter des tensions diplomatiques. Enfin, si nos mémorialistes ont contribué au processus de réunification à l'automne 1989, ce ne

<sup>123</sup> Baker, *The Politics...*, p. 164.

<sup>124</sup> *Ibid.*, p. 164. Avant l'enclenchement officiel des négociations relatives à la réunification allemande, Baker utilise à quelques reprises le terme « réconciliation » lorsqu'il discute du rapprochement des deux Allemagnes.

<sup>125</sup> Genscher, *Rebuilding a House...*, p. 295.

<sup>126</sup> *Ibid.*, p. 295.

fut que de manière involontaire. À la mi-novembre, seul le peuple était en tête du processus de réunification, et il le demeurera d'ailleurs pour les mois à venir. Jusqu'à maintenant, les mémoires dressent donc un portrait peu fiable des événements menant à l'unité allemande.

Quoi qu'il en soit, les mémoires contiennent de l'information valable, tout spécialement en rapport aux enjeux diplomatiques sur la scène internationale. Les relations entre Bonn et Moscou, qui avaient pris un tournant positif lors de la visite du chef soviétique en RFA en juin, semblent maintenant se détériorer. C'est du moins ce que l'on peut déduire à la lecture des mémoires de Gorbatchev, ce dernier se montrant sceptique devant les promesses de stabilité de Kohl. Après le discours en dix points au Bundestag, qui sera abordé au prochain chapitre, Gorbatchev en profitera d'ailleurs pour dénoncer les promesses reniées du chancelier. Pendant ce temps, au contraire, la chute du Mur semble avoir consolidé la bonne entente entre Bush et Kohl. Les deux chefs qualifient leur discussion téléphonique au lendemain de la chute du Mur comme très amicale et agréable. Les mémoires dépeignent donc un tableau précis de l'isolement graduel de l'Union soviétique dans la diplomatie Bonn/Washington/Moscou relative aux développements vers la réunification de l'Allemagne.

# Chapitre 3

## Dix points pour Kohl

### Introduction

La lecture des mémoires, jusqu'à la chute du Mur, atteste que la réunification allemande n'était pas un thème actuel sur la scène diplomatique internationale. Lorsque abordé, le concept d'unité demeure très vague, dans une perspective à long terme, comme il l'était à l'intérieur du discours officiel de chaque gouvernement depuis le début de la guerre froide. Les discours de Schöneberg en sont un bon exemple. Toutefois, après la nuit du 9 au 10 novembre, les défilés, qui ont redoublé d'ardeur en RDA, ne laissaient plus le choix aux hommes politiques de Bonn, Washington et Moscou<sup>127</sup>. Le peuple réclamait désormais la démocratisation de l'appareil politique, allant même jusqu'à demander le démantèlement d'anciennes institutions répressives comme la *Stasi*. Lors des démonstrations, les slogans adressés au parti communiste est-allemand sont passés de « *wir sind das Volk* » (nous sommes le peuple) à « *wir sind ein Volk* » (nous sommes un peuple), exigeant une réunification directe et rapide<sup>128</sup>. Malgré le retard flagrant de la politique internationale sur le véritable processus de réunification, qui se déroulait dans les rues des villes est-allemandes, ce chapitre montre que le discours en dix points de Kohl au Bundestag, le 28 novembre 1989, avec un premier plan réunificateur, a mis en branle les premiers véritables pourparlers d'un processus de réunification sur la scène internationale. De par son discours, Kohl a poussé l'unité allemande à l'ordre du jour. Les Américains se sont à nouveau avérés de véritables partenaires pour le chancelier en le supportant dans sa politique réunificatrice, notamment quant à un mécanisme de négociation du processus et au statut militaire d'une Allemagne unie. Au contraire, à Moscou, Gorbatchev demeurait à l'écart. Après la chute du Mur, la direction soviétique semblait complètement dépassée par les événements, tant à domicile, à l'intérieur du gouvernement, qu'en RDA où le SED s'effondrait sous la pression populaire. Plusieurs exemples montrent que Moscou tentait maintenant de ralentir le processus de réunification.

---

<sup>127</sup> *Keesing's Record...*, vol. 35, n. 11, 1989, p. 37 024.

<sup>128</sup> À partir de la fin novembre 1989, le peuple est-allemand réclamait une unification directe avec la RFA, sans processus graduel, comme par exemple une confédération transitoire avec deux parlements distincts entre les deux États allemands.

## Les mémoires

### *Les manifestations se poursuivent*

Alors que Krenz s'entêtait à refuser toute réforme concrète au peuple, agissant comme si la situation politique et sociale était normale en RDA, la chute du Mur n'a donné aucun répit au gouvernement est-allemand. Comme l'écrit Elizabeth Pond, Krenz oubliait que, non seulement le mur séparant Berlin-Est de Berlin-Ouest était tombé, mais aussi celui dans la tête des Allemands de l'Est<sup>129</sup>. L'intimidation exercée par le SED n'avait plus aucun effet sur la population qui continuait à exiger des réformes. À Leipzig, 200 000 personnes ont défilé dans les rues le 13 novembre, et une autre marche, regroupant plus de 100 000 protestataires, a eu lieu le lundi suivant<sup>130</sup>. En même temps, les demandes du peuple bifurquaient d'une démocratisation socialiste, c'est-à-dire d'une troisième voie propre à la RDA<sup>131</sup>, vers une unification directe avec la RFA. « Yet by the next day [20 novembre] one group of demonstrators in Leipzig did begin demanding precisely that [une unification rapide et directe], modulating 'Wir sind das Volk' to 'Wir sind ein Volk' »<sup>132</sup>. Ajouté à l'exode massif de plus de 700 000 personnes en 1989, le SED avait perdu le contrôle sur la population.

### *Un discours en dix points pour Kohl*

Le 28 novembre 1989, Kohl a pris les devants sur la scène politique nationale et internationale en dévoilant un premier projet de réunification. N'ayant dévoilé le contenu de ses dix points qu'à quelques proches conseillers de la chancellerie, il a pris tout le monde par surprise, incluant ses alliés à l'Ouest, Moscou, et même les membres de la coalition au ministère des Affaires étrangères, lorsqu'il s'est adressé au Bundestag. Son programme définissait d'abord les conditions dans lesquelles le rapprochement des Allemagnes devait prendre place : il devait respecter le processus d'intégration européenne, la relation Est/Ouest, ainsi que le concept de « maison commune » de Gorbatchev. Ce sont les points cinq et dix qui ont inquiété

<sup>129</sup> Pond, *Beyond the Wall...*, p. 7.

<sup>130</sup> *Keesing's Record...*, vol. 35, n. 11, 1989, p. 37 025.

<sup>131</sup> Il existait en RDA, depuis le début de la révolution en octobre, une portion de la population qui souhaitait démocratiser la RDA indépendamment des gouvernements communistes est-européens sans toutefois imiter le modèle capitaliste occidental de la RFA. Cette troisième voie, sociale-démocrate, était sensée refléter les intérêts est-allemands. Or, cette alternative, surtout après la chute du Mur et le refus constant du gouvernement est-allemand à accélérer les réformes, perdait en popularité, devenant bientôt marginale. Cette évolution de l'opinion publique est appelé la *Wende in der Wende* (changement dans le changement) par plusieurs historiens. Voir notamment Winkler, *Der lange Weg...*, p. 520 et Jarausch, *The Rush...*, p. 87.

<sup>132</sup> Pond, *Beyond the Wall...*, p. 135.

le plus la communauté internationale. Le point cinq stipulait que les Allemands étaient prêts à faire un pas en avant en travaillant communément vers des « structures confédératives » entre les deux États, pour ensuite se développer en une fédération. Avec le point dix, Kohl assurait que le but de son nouveau plan était l'accèsion à l'unité pour les Allemands<sup>133</sup>.

Pour bien comprendre les origines du discours en dix points de Kohl, les mémoires de Horst Teltschik, principal conseiller international de Kohl, sont particulièrement utiles puisqu'ils identifient deux éléments déclencheurs significatifs. Selon Teltschik, les démonstrations du 21 novembre en RDA ont été le premier élément qui a fait passer Kohl à l'action. Pour la première fois, le peuple, au cours d'une manifestation où se sont rassemblées plus de 250 000 personnes, demandait clairement la réunification de l'Allemagne<sup>134</sup>. Ensuite, toujours le 21 novembre, il y a un fait important que n'ont pas relevé les autres protagonistes : le chancelier a reçu un important message de Moscou lors de la visite de Nikolaï Portugalov à Bonn. Membre du Comité central du PCUS, Portugalov aurait remis une note non officielle à Teltschik, dans laquelle il était indiqué que l'URSS non seulement s'était préparée aux événements récents en RDA, mais qu'elle songeait déjà à une coopération entre la RFA et l'URSS sur les « questions relatives à la réunification, à l'entrée de la RDA à la Communauté européenne [et] du choix de son alliance [...] »<sup>135</sup> Portugalov lui a mentionné que l'URSS avait déjà longuement étudié le dossier de la réunification. Selon Teltschik, ceci démontre bien que Moscou comptait accepter l'unité allemande, et il prétend avoir fait pression sur Kohl pour qu'il passe à l'attaque : « Si Gorbatchev et ses conseillers ont déjà discuté des questions relatives à une réunification potentielle, il est grand temps que nous cessions de tergiverser et que nous passions à l'offensive »<sup>136</sup>. Teltschik termine en affirmant que Kohl, lors d'une rencontre à la chancellerie le 24 novembre, a exigé la rédaction d'un plan d'attaque au sujet de la réunification allemande, ce qui est devenu le discours au Bundestag du 28 novembre.

Les mémoires de Teltschik permettent de conclure que le discours de Kohl n'était qu'une réaction à des éléments très spécifiques. Cette idée est partagée par plusieurs historiens. Selon Heinrich August Winkler, la « *Wende in der Wende* » (changement dans le changement), qui représentait le virage de l'opinion publique en RDA, du désir d'une troisième voie est-allemande à l'intégration de la RDA à la RFA, représentait la motivation principale du discours

<sup>133</sup> Jaraus et Gransow, *Uniting Germany...*, p. 86. Cet ouvrage présente une version officielle complète du discours en dix points de Kohl provenant du Bureau d'Information Allemand à New York.

<sup>134</sup> Teltschik, *329 Tage...*, p. 42. Les citations tirées des mémoires de Teltschik ont toutes été traduites de l'allemand par l'auteur de ce travail.

<sup>135</sup> *Ibid.*, p. 43.

<sup>136</sup> *Ibid.*, p. 44.

en dix points de Kohl<sup>137</sup>. Ensuite, comme nous l'avons démontré au deuxième chapitre, puisque la tension entre Bonn et Moscou continuait à augmenter après la chute du Mur, l'historien Alexander von Plato en vient à la conclusion que la note non officielle de Portugalov représentait une opportunité inespérée pour la chancellerie, lui permettant de rédiger le discours du 28 novembre au Bundestag<sup>138</sup>.

Dans ses mémoires, Kohl est bref au sujet des éléments qui ont motivé son allocution du 28 novembre. Il affirme avoir pris l'initiative du projet de réunification parce que ses partenaires au niveau international voulaient savoir « où menait le voyage » :

Que ce soit à la Maison-Blanche, au 10 Downing Street, au palais de l'Élysée ou au Kremlin, avec la chute du Mur de Berlin, la question allemande devint du jour au lendemain le grand sujet de politique internationale [...] Le Chancelier considéra donc que le moment était venu de prendre l'initiative et de présenter un programme d'accession à l'unité de l'Allemagne<sup>139</sup>.

Kohl concède donc que la chute du Mur avait motivé sa décision de formuler un plan réunificateur, sans toutefois mentionner ni l'escalade des manifestations ni le passage de Portugalov à Bonn.

Néanmoins, malgré son initiative sur la scène internationale, Kohl admet qu'il ne voulait pas d'une unification rapide et directe comme le réclamait le peuple. Son plan ne contenait d'ailleurs aucune échéance : « Nous ne voulions ni nous lier les mains, ni provoquer inutilement les esprits déjà échauffés en de nombreux endroits. Pour ces raisons, un échéancier était totalement impossible. J'étais moi-même convaincu qu'on ne réaliserait l'unité allemande que dans trois, quatre ans – en tout cas pas avant l'achèvement du marché unique »<sup>140</sup>. Or, à la fin de novembre 1989, le peuple est-allemand ne souhaitait aucunement attendre trois ou quatre ans avant de voir la réunification se réaliser, scandant « *Wir sind ein Volk* » dans les rues de Leipzig. Les mémoires de Kohl montrent que non seulement les dix points du chancelier se voulaient une réaction à la chute du Mur, mais qu'ils étaient également en retard sur le véritable processus de réunification en RDA.

De leur côté, les mémoires de Genscher, ainsi que ceux de ses plus proches collaborateurs, Frank Elbe et Richard Kiessler, font plutôt ressortir le manque de cohésion au sein de l'alliance CDU/FDP. Genscher exprime son mécontentement devant le fait que le

<sup>137</sup> Winkler, *Der lange...*, p. 523.

<sup>138</sup> Von Plato, *Die Vereinigung...*, p. 113.

<sup>139</sup> Kohl, *Je voulais...*, p. 135.

<sup>140</sup> *Ibid.*, p. 143.

chancelier n'ait informé aucun de ses collaborateurs au sujet du discours en dix points : « But it had not been discussed with our most important allies either, and yet we would urgently need their support in the coming weeks. Instead, officials from the Chancellor's Office telephoned several embassies to suggest that their countries pay close attention to the Chancellor's Bundestag declaration because it contained statements of the utmost importance »<sup>141</sup>. Les mémoires de Elbe et Kiessler confirment les inquiétudes de Genscher envers la chancellerie : « Helmut Kohl treated his ten-point plan as if it was a top secret commando operation. Members of the CDU presidium had warned him that his step-by-step programme had to remain a secret so that the SPD did not 'steal' it from the Christian Democrats »<sup>142</sup>. Les mémoires au ministère des Affaires étrangères illustrent bien la rivalité au sein de l'alliance CDU/FDP, ce qui n'est guère perceptible dans les mémoires des diplomates à la chancellerie. Enfin, tel que nous l'avons mentionné ci-dessus, les mémoires de Genscher indiquent que le discours de Kohl était en retard sur les événements en RDA : « Factually the declaration lagged far behind our actual stage in the unification process »<sup>143</sup>. Selon lui, les développements récents en RDA ne permettaient plus d'espérer la réunification sous forme d'une confédération. Les manifestants réclamaient déjà une véritable réunification, ce que Kohl envisageait « sans toute échéance ».

À l'étranger, l'effet du discours en dix points se fait d'abord ressentir à Moscou. Dans son compte rendu sur la réunification, Gorbatchev dit s'être senti trahi par le chancelier avec qui il croyait avoir établi des liens très étroits lors de sa visite en RFA au mois de juin. De plus, lors d'un entretien téléphonique le 11 novembre, Kohl lui avait promis de tout mettre en œuvre pour ne pas compromettre la stabilité en RDA. Selon Gorbatchev, cette promesse a été écartée trois semaines plus tard « sans aucune consultation au préalable ou même une note d'informations [...] »<sup>144</sup>. La déception du chef soviétique est évidente lors de la visite de Genscher à Moscou quelques semaines plus tard, le 5 décembre. Il réprimande durement Genscher en lui demandant si le chancelier n'avait plus besoin de la coopération du gouvernement soviétique. Cet entretien très difficile, corroboré par Genscher dans ses mémoires<sup>145</sup>, laisse transparaître les inquiétudes de Moscou émanant du discours du 28 novembre. Bonn avançait beaucoup trop rapidement pour Moscou qui n'avait toujours pas reconnu le besoin d'aborder la question allemande, malgré la révolution en RDA.

<sup>141</sup> Genscher, *Rebuilding a House...*, p. 301.

<sup>142</sup> Elbe et Kiessler, *A Round Table...*, p. 50.

<sup>143</sup> Genscher, *Rebuilding a House...*, p. 303.

<sup>144</sup> Gorbatschow, *Wie es War...*, p. 90.

<sup>145</sup> Genscher, *Rebuilding a House...*, p. 314.

À Washington, la majorité des mémoires se réjouit du discours du chancelier et montre la solidité du partenariat américano-ouest-allemand. Hutchings, Baker, et Bush semblent unanimes : les États-Unis sont surpris, auraient préféré être avertis, mais comprennent la situation de Kohl qui voulait se donner une longueur d'avance tant sur la scène domestique qu'internationale<sup>146</sup>. Bush croit que Kohl ne voulait sans doute pas aliéner son allié le plus près, les États-Unis. Pour cette raison, l'administration américaine n'avait pas à s'en faire<sup>147</sup>. De son côté, Baker explique la réaction de Moscou : « [Chevardnadzé] complained that Kohl's plan would prematurely accelerate a process that could cause confusion and lead to unforeseen consequences »<sup>148</sup>, faisant encore une fois référence à la stabilité européenne. Baker avait confiance en Genscher et il savait que le véritable problème était à Moscou, plus qu'à Londres ou à Paris. Finalement, Hutchings croit que Kohl, en plus de vouloir envoyer un message à ses alliés et à Moscou, « intended to assert primacy on the German question and not defer leadership on this issue to the Four Powers individually or collectively »<sup>149</sup>. Il maintient toutefois que le tout n'avait pas miné le partenariat américano-ouest-allemand. Selon les mémoires américains, Kohl n'avait pas le choix et se devait de prendre le contrôle sur les développements en Allemagne et sur la scène diplomatique internationale. La coopération entre Bonn et Washington semblait se resserrer au fur et à mesure que le processus de réunification progressait.

Malgré cette cohésion de points de vue au sein de l'administration américaine, une voix discordante émerge. Dans ses mémoires, Scowcroft se montre particulièrement surpris à la nouvelle du discours de Kohl, estimant que le gouvernement américain avait mérité la confiance du chancelier et donc d'être mis au courant des dix points avant qu'ils ne soient rendus public. Même si les États-Unis appuyaient l'initiative de la chancellerie, une autre manœuvre consistant à échanger l'unité allemande contre la neutralité de l'Allemagne, ne pouvait tout simplement s'effectuer sans consulter d'abord les Alliés. Alors que Bush se réjouit de sa conversation avec Kohl au lendemain du discours en dix points, dans lequel ce dernier promet « to consult not only with us, but also with the EC », Scowcroft estime que le chancelier venait de faire exactement le contraire, ce qui n'était pas nécessairement prometteur pour le futur<sup>150</sup>. Alors qu'on dénigre à quelques reprises le genschérisme de l'administration ouest-allemande dans les

<sup>146</sup> Hutchings, *American Diplomacy...*, p. 99; Baker, *The Politics...*, p. 166; Bush et Scowcroft, *A World...*, p. 194.

<sup>147</sup> Bush et Scowcroft, *A World...*, p. 194.

<sup>148</sup> Baker, *The Politics...*, p. 166.

<sup>149</sup> Hutchings, *American Diplomacy...*, p. 99.

<sup>150</sup> Bush et Scowcroft, *A World...*, p. 195.

mémoires américains – faisant référence à l’attitude naïve de Genscher vis-à-vis des intentions soviétiques – le chancelier jouissait normalement d’une meilleure réputation, reconnu pour son atlantisme chrétien-démocrate traditionnel. Ainsi, les craintes de Scowcroft à propos de l’allégeance du chancelier au clan occidental semblent être l’exception.

Le discours de Kohl suscite un intérêt particulier dans les mémoires. L’analyse de ces derniers permet non seulement de nuancer les propos du chancelier et de constater que son discours est né après une série d’événements qui l’ont forcé à réagir, mais aussi de noter qu’il a marqué une percée sur la scène diplomatique. Malgré un plan à long terme, Kohl s’est positionné au sommet de la diplomatie réunificatrice, supporté par les Américains. Pendant ce temps, l’URSS s’est retrouvée aliénée, opposée au plan du chancelier.

### *Le sommet américano-soviétique de Malte*

Après le discours en dix points de Kohl le 28 novembre, Bush et Gorbatchev se sont rencontrés à Malte les 2 et 3 décembre 1989. Ils y ont, entre autres, discuté des développements en Europe de l’Est, d’une entente sur la réduction des armes stratégiques (START), du désarmement chimique, ainsi que de l’engagement économique des deux pays dans le monde. La rencontre, qui s’est déroulée dans une atmosphère détendue, a été couronnée de plusieurs ententes bilatérales, et a été considérée comme un véritable succès par les deux parties présentes<sup>151</sup>. Or, parallèlement, la situation continuait de se détériorer en RDA, plus particulièrement pour le SED. Au début de décembre, une commission d’enquête, qui avait été instaurée après que des accusations d’abus de pouvoir aient été portées à l’endroit de certains hauts placés du gouvernement, dévoilait ses premiers résultats. L’enquête a révélé que plusieurs membres du parti avaient profité de biens luxueux occidentaux ou s’étaient fait construire des résidences fastueuses près de Berlin. La colère de la population était telle que l’ensemble des membres du Politburo, ainsi que ceux du Comité central, ont été forcés de démissionner le 3 décembre. Même Krenz, en tant que Secrétaire général, a dû abandonner son poste pour laisser le pouvoir au premier ministre Hans Modrow. Ensuite, le 8 décembre, l’ancien premier ministre Willi Stoph et le général Erich Mielke, infâme chef de la police secrète, ont été arrêtés et des accusations ont même été portées contre Honecker, qui ne pouvait cependant être détenu en raison de ses problèmes de santé. Pendant que les manifestations se poursuivaient à Leipzig et

---

<sup>151</sup> *Keesing's Record...*, vol. 35, n. 12, 1989, p. 37 111.

dans d'autres villes est-allemandes, il va sans dire que le SED avait perdu tout contrôle en RDA<sup>152</sup>. Il a dû alors fixer une date pour la tenue d'élections libres au mois de mai 1990.

Malgré le discours de Kohl et les problèmes du SED en RDA, les mémoires démontrent que la réunification allemande n'était toujours pas la priorité des grandes puissances lors du sommet de Malte. Dans les mémoires américains et soviétiques, cette question ne représente qu'un dossier parmi tant d'autres. Bush se contente d'affirmer qu'alors que les États-Unis « cannot be asked to disapprove of German reunification », il a promis à Gorbatchev qu'il n'avait aucune intention d'accélérer le processus de manière dangereuse<sup>153</sup>. C'est la seule référence que fait le président aux développements en RDA. De son côté, Gorbatchev relate essentiellement les mêmes faits que Bush, seulement de façon plus explicite. Fidèle à son habitude, faisant référence aux événements tumultueux en RDA, il croit que « nous devons tous [Bush, Kohl et Gorbatchev] avancer très prudemment pour que les changements qui sont amorcés ne prennent pas un mauvais tournant »<sup>154</sup>. Gorbatchev croit avoir l'approbation du président américain alors qu'il cite ce dernier: « Nous [États-Unis] n'entreprendrons aucune action précipitée qui pourrait accélérer la réunification »<sup>155</sup>. Bush aurait même ajouté que ses alliés à l'intérieur de l'OTAN étaient « dans le même bateau » que l'URSS. Les mémoires relatifs à la rencontre de Malte démontrent que la réunification n'était pas encore une priorité sur la scène diplomatique internationale. En fait, les problèmes en Amérique centrale ainsi que le désarmement semblaient davantage être les priorités des deux chefs d'État<sup>156</sup>.

Comme l'affirme Hutchings, cependant, il ne faut pas sous-estimer l'importance du sommet américano-soviétique de Malte dans le processus de réunification. Le rapprochement entre Bush et Gorbatchev représentait une étape essentielle au bon déroulement des négociations futures. Compte tenu de la désintégration rapide de la RDA, Washington craignait un recours à la force de Moscou pour y rétablir l'ordre. Le rapprochement des deux chefs d'États ne pouvait qu'être bénéfique pour faire face au mécontentement public en RDA<sup>157</sup>. Zelikow et Rice appuient les propos de Hutchings en affirmant que l'administration américaine

<sup>152</sup> *Ibid.*, p. 37 107.

<sup>153</sup> Bush et Scowcroft, *A World...*, p. 172.

<sup>154</sup> Gorbatschow, *Wie es War...*, p. 93.

<sup>155</sup> *Ibid.*

<sup>156</sup> *Keesing's Record...*, vol. 35, n. 12, 1989, p. 37 111. Les États-Unis avaient précédemment accusé l'URSS de fournir du matériel de guerre à l'El Salvador. À Malte, Gorbatchev a rassuré Bush que l'URSS avait cessé ses livraisons d'armes en Amérique centrale. Au sujet du désarmement nucléaire, Bush et Gorbatchev ont, entre autres, discuté de la possibilité de réduire l'armement naval, ce qui demeurait un sujet délicat entre les deux pays. Les deux chefs étaient également optimistes pour finaliser les pourparlers concernant l'armement conventionnel en Europe (CFE).

<sup>157</sup> Hutchings, *American Diplomacy...*, p. 104.

a été surprise par la souplesse du Secrétaire général soviétique qui semblait prêt à coopérer dans plusieurs dossiers, notamment celui sur les développements en Allemagne de l'Est. Ils réaffirment cependant la conviction qu'avait Washington quant à la perte de contrôle de Moscou sur les événements qui ont suivi la chute du Mur. Selon eux, Gorbatchev s'opposait à la réunification et espérait pouvoir ralentir le processus par tous les moyens possibles<sup>158</sup>.

### *Le sommet de Bruxelles*

Les 4 et 5 décembre, les pays membre de l'OTAN se sont réunis à Bruxelles pour un sommet qui s'annonçait particulièrement animé, étant donné les récents développements en RDA. Devant l'assemblée, Bush officialisait l'appui des États-Unis à un processus menant à la réunification de l'Allemagne. Il a néanmoins imposé certaines conditions, soit quatre principes visant à respecter les nations européennes et les droits légaux des quatre puissances sur l'Allemagne de l'après-guerre. Le processus d'unification se devait de respecter le droit à l'autodétermination des deux États allemands, tel que mentionné dans l'Accord final d'Helsinki. Elle ne devait en aucun cas remettre en cause l'engagement de l'Allemagne envers l'OTAN ainsi qu'envers la Communauté européenne, ce qui est devenu un point très important au cours de l'hiver 1990. Ensuite, l'unification devait se dérouler paisiblement, dans le cadre d'un processus stable. Finalement, elle ne devait pas affecter l'intangibilité des frontières européennes de l'après-guerre<sup>159</sup>.

Dans les mémoires, les protagonistes s'entendent pour dire que le discours du président américain à Bruxelles a été un événement majeur dans la diplomatie entourant le processus de réunification. Kohl affirme que c'est « la présence du président des États-Unis au sommet de l'OTAN qui, du côté occidental, contribua très largement à frayer la voie vers l'unité allemande »<sup>160</sup>. Teltschik ajoute qu'après le sommet à Bruxelles, bien qu'on se devait toujours d'agir prudemment, « le feu était vert [...] la voie était bien aiguillée »<sup>161</sup>. La cohésion occidentale est d'ailleurs perceptible lors du subséquent sommet du Conseil européen à Strasbourg les 8 et 9 décembre, où l'ensemble de la Communauté européenne s'était mis d'accord pour supporter l'unification. Les conditions nécessaires à la réalisation de l'unité

<sup>158</sup> Zelikow et Rice, *Germany Unified...*, p. 130.

<sup>159</sup> *Public Papers...*, p. 1 644.

<sup>160</sup> Kohl, *Je voulais...*, p. 158.

<sup>161</sup> Teltschik, *329 Tage...*, p. 67.

éditées par Bush ont contribué à consolider l'opinion occidentale, principalement en rapport à Londres, et à faire accepter le plan de réunification de Kohl<sup>162</sup>.

### *Genscher est indigné par une rencontre des quatre puissances*

En décembre, compte tenu des événements dramatiques en RDA, Moscou insistait pour obtenir une rencontre des quatre puissances occupant l'Allemagne – les États-Unis, l'Angleterre, la France, et l'URSS. Tandis que la France et l'Angleterre souhaitaient également faire le point sur les récents événements, les États-Unis ont à maintes reprises refusé l'invitation de Moscou, pour finalement accepter une rencontre au niveau ministériel, le 11 décembre 1989, ce qui constituait la première réunion officielle des quatre puissances occupantes depuis 1971.

La rencontre a été très mal perçue à Bonn, où on craignait que le sort de l'Allemagne ne soit encore une fois décidé par les anciennes puissances occupantes, de là l'expression d'un deuxième « Yalta ». Dans ses mémoires, Genscher fait part de la frustration de Bonn : « I declared that the four ambassadors' conduct had cast a blemish on the dignity of the German people [...] Such a dramatic meeting in the Control Council Building [endroit où la rencontre eut lieu à Berlin] was therefore entirely inappropriate to our mutual relationship. Germany, I remarked, was a member of NATO [...] »<sup>163</sup> Clairement, les Alliés et l'Allemagne partageaient toujours des opinions divergentes sur la manière dont on devait s'y prendre pour réunifier l'Allemagne, même entre Bonn et Washington qui avaient entretenu des relations amicales jusque là. La participation américaine à une rencontre paneuropéenne excluant l'Allemagne laissait croire que les États-Unis envisageaient possiblement exclure l'Allemagne de l'Ouest des négociations menant à son unité avec la RDA.

À la Maison-Blanche, les dirigeants se défendent d'avoir voulu participer à la rencontre. Bush et Scowcroft affirment que c'était plutôt en France et en Angleterre qu'on espérait régler la question allemande « à la Yalta » :

Once again, the British and the French responded with some enthusiasm and appeared nearly as eager as the Soviets to remind the Germans of their Four Power prerogatives. Our [les Américains] inclination was to decline outright: such Yalta-style intervention in the situation violated German self-determination and was exactly what we were trying to avoid. The Soviets, however, insisted that there could be violence in the GRD, in which case they would be obliged to use force<sup>164</sup>.

<sup>162</sup> Von Plato, *Die Vereinigung...*, p. 145.

<sup>163</sup> Genscher, *Rebuilding a House...*, p. 325.

<sup>164</sup> Bush et Scowcroft, *A World...*, p. 202.

Selon les Américains, même si une telle rencontre « violait » le droit à l'autodétermination des Allemands, il fallait acquiescer à la demande soviétique au risque de voir Moscou utiliser la force en RDA. De telles inquiétudes avaient également été formulées par la Maison-Blanche juste avant l'ouverture de la frontière austro-hongroise en septembre. Cependant, jusqu'à maintenant, Gorbatchev n'avait jamais menacé d'avoir recours à de telles méthodes. La rencontre à Berlin indique finalement que la bonne entente entre Bonn et Washington n'était pas sans failles. Même si Baker a indiqué plus tard à Genscher qu'une telle rencontre serait désormais hors de question<sup>165</sup>, les Américains, pour un moment, avaient envisagé travailler dans le dos des Allemands. On peut supposer qu'au début décembre, les États-Unis envisageaient des alternatives à la participation des Allemands dans les négociations pour la réunification de l'Allemagne.

### *Discours de Chevardnadzé à Bruxelles : signaux mixtes de Moscou*

Pendant que les Occidentaux éprouvaient des difficultés à se mettre d'accord sur l'éventualité d'un processus de réunification à la mi-décembre, Moscou tardait toujours à se prononcer sur le dossier de manière officielle. En fait, seul Édouard Chevardnadzé, ministre des Affaires étrangères, commente un discours qu'il a livré à Bruxelles le 18 décembre, où il y expose le point de vue de l'URSS en détails sur la réouverture de la question allemande. Selon lui, l'URSS exigeait trois garanties avant de pouvoir envisager la réunification. « La première : réduction réelle des armements en Europe, y compris en sol allemand. Deuxième garantie : simultanéité de l'édification de l'unité allemande et de la constitution de structures de sécurité européennes. Troisième garantie : réforme de l'OTAN et instauration de rapports nouveaux entre les alliances »<sup>166</sup>. Chevardnadzé termine en indiquant qu'à ses yeux « cette intervention faite à Bruxelles [...] marquait ainsi son engagement actif dans le processus de l'édification de l'unité allemande »<sup>167</sup>.

Or, les propos de Chevardnadzé soulèvent une polémique. Selon von Plato, l'allocution à Bruxelles contredisait la position de Gorbatchev exprimée seulement quelques dix jours auparavant lors du plenum du Comité central, selon laquelle la réunification allemande demeurait hors de question. Le gouvernement soviétique avait beaucoup de difficulté à intégrer son opinion sur l'unité allemande et le discours de Chevardnadzé reflétait bien ce qui se

---

<sup>165</sup> Genscher, *Rebuilding a House...*, p. 326.

<sup>166</sup> Chevardnadzé, *L'avenir s'écrit...*, p. 249.

<sup>167</sup> *Ibid.*, p. 250.

déroulait dans les coulisses à Moscou<sup>168</sup>. Les mémoires de Bush et l'étude de Zelikow et Rice corroborent cette analyse : le discours de Chevardnadzé laissait entendre une controverse à l'intérieur du Kremlin<sup>169</sup>. Insatisfait de la position de son gouvernement, Chevardnadzé aurait lui-même pris l'initiative de se faire rédiger un discours plus accommodant envers l'opinion occidentale. « The foreign minister wanted to concede the possibility of unification yet force states to confront the serious issues that would arise »<sup>170</sup>. Chevardnadzé agissait donc à l'encontre d'un courant plus conservateur, défavorable à l'éventualité d'une Allemagne réunie.

## Conclusion

Bien que la lecture des mémoires permette de conclure que le discours en dix points de Kohl a été provoqué par la chute du Mur et l'escalade des démonstrations en RDA, l'allocution au Bundestag a néanmoins créé une surprise auprès des principaux hommes politiques de Bonn, Washington et Moscou. Comme l'affirme Winkler, Kohl a été celui qui a ramené la question de la réunification allemande à l'ordre du jour sur la scène internationale, alors qu'aucun autre diplomate n'avait élaboré de stratégie pour affronter la question<sup>171</sup>. Les mémoires s'avèrent aussi utiles pour constater le déplacement dans les rapports de force entre Bonn, Washington et Moscou. Alors que les deux premiers travaillent conjointement dans le processus de réunification, Moscou se trouve de plus en plus à l'écart des négociations. En effet, bien que l'alliance Bonn/Washington montre quelques signes de faiblesse, le président Bush avait donné son appui au discours de Kohl au sommet de l'OTAN, forçant les pays membres à se rallier aux politiques réunificatrices de Bonn et Washington. Le prochain chapitre démontrera qu'après le 11 décembre, les Alliés demeureront unis sur la question de la réunification. De son côté, l'URSS avait perdu le contrôle sur les développements relatifs à la réunification alors que des opinions divergentes à ce sujet paralysaient la politique extérieure du pays. Le discours de Chevardnadzé à Bruxelles, en plus d'incarner les difficultés domestiques à Moscou, en est un bon exemple. Les mémoires représentent bien l'incongruité du triangle diplomatique Bonn/Washington/Moscou.

---

<sup>168</sup> Von Plato, *Die Vereinigung...*, p. 176.

<sup>169</sup> Bush et Scowcroft, *A World...*, p. 203.

<sup>170</sup> Zelikow et Rice, *Germany unified...*, p. 149.

<sup>171</sup> Winkler, *Der lange Weg...*, p. 535-540.

# Chapitre 4

## La diplomatie emboîte le pas

### Introduction

À la fin 1989, seul Kohl avait avancé un timide plan de réunification, à long terme, qui proposait la création de « structures confédératives ». Or, en janvier 1990, les problèmes du SED en RDA se sont aggravés. Le scandale de la *Stasi* a de nouveau agité les foules, et l'implosion de l'appareil politique semblait mener directement à l'effondrement économique et social de l'État est-allemand. Dans ce chapitre, les mémoires montrent que ces nouveaux développements ne laissent plus de choix aux gouvernements de Bonn, Washington et Moscou. Une réunification rapide était désormais inévitable et ils se devaient de réagir de front afin d'éviter l'effondrement économique complet de la RDA et, principalement, d'assurer la sécurité européenne. À la fin janvier 1990, l'installation d'un mécanisme de négociation afin de régler les enjeux internationaux était devenue indispensable. L'analyse des mémoires permettra aussi de constater qu'une fois les négociations entamées, le futur statut militaire d'une Allemagne unie, le nombre de troupes allemandes et les frontières européennes allaient représenter les principaux points de litige. Les interprétations autour de ces enjeux mettent en évidence la subjectivité de plusieurs témoignages alors que les protagonistes tentent de s'approprier certains événements importants du processus de réunification.

### Les mémoires

#### *L'implosion de la RDA*

Après ses déboires du mois de décembre, il semblait que le gouvernement Modrow, avec son plan de « communauté contractuelle », avait momentanément calmé l'esprit révolutionnaire des foules en RDA<sup>172</sup>. Le SED s'était superficiellement réformé, s'appelant désormais le Parti du socialisme démocratique (PDS), et on avait annoncé la tenue d'élections libres pour le début mai 1990. Mais le scandale de la *Stasi* a été la goutte qui a fait déborder le

---

<sup>172</sup> Zelikow et Rice, *Germany Unified...*, p. 229.

vase. À la « Table Ronde », plateforme de négociation temporairement installée entre le gouvernement en place et le peuple, on réclamait plus d'informations sur les anciennes pratiques du SED, tout spécialement celles concernant son ministère de la sécurité, la *Stasi*. Simultanément, les manifestations reprenaient de plus belle dans plusieurs villes est-allemandes : le peuple réclamait l'unité de l'Allemagne, chantait des slogans contre le SED et réclamait la démission de Modrow, premier ministre du parlement<sup>173</sup>, lui qui faisait fi des réclamations du peuple et insistait sur la conservation d'une police secrète réformée, soit disant pour prévenir l'émergence du néo-nazisme en RDA.

Même si Modrow a éventuellement été forcé d'abandonner son poste, ce manque de respect pour les demandes du peuple a envenimé la situation. Le 15 janvier, lors des « marches du lundi », plus de 100 000 personnes se sont rassemblées près de l'ancien quartier général de la *Stasi* sur la Normanenstrasse à Berlin-Est<sup>174</sup>. Les manifestants se sont emparés de l'ancien quartier général :

Suddenly the massive steel gates swung open. Protesters rushed inside, curious and bent on revenge. Astounded by the modern interior, they smashed doors, ripped open filing cabinets, and threw furniture out the windows. On the walls they sprayed slogans like 'Down with the SED!' Pent-up anger exploded into uncontrolled violence against property. Posing as demonstrators, Stasi agents carried off incriminating files and defected the rampage from espionage and surveillance offices. The aroused crowd discovered tons of weapons and instruments of torture<sup>175</sup>.

L'occupation des bureaux de la police secrète a donné un nouvel élan au peuple. Le lundi suivant, une autre démonstration de plus de 100 000 personnes s'est déroulée à Leipzig. Les protestataires associaient désormais Modrow avec l'ancien régime dictatorial maintenu par le SED, et la « Table Ronde » n'arrivait plus à calmer la population. La tension était telle que le 29 janvier, la décision a été prise d'avancer les élections au 18 mars 1990 pour prévenir l'effondrement politique complet en RDA.

La désintégration politique a inévitablement exposé les problèmes économiques de l'Allemagne de l'Est au grand jour. Le 3 janvier, lors d'une rencontre de la « Table Ronde », le ministre des finances a fait savoir que le déficit du budget de la RDA en 1989 était de 5 à 6 milliards de marks. La dette du pays à l'endroit des pays non-socialistes était de l'ordre de \$20 milliards US. En d'autres mots, la RDA vivait très haut au dessus de ses moyens, et le remboursement de ses dettes allait nécessiter une baisse considérable du niveau de vie. De plus,

<sup>173</sup> *Keesing's Record...*, vo. 36, n. 1, 1990, p. 37 170.

<sup>174</sup> Jaraus, *The Rush...*, p. 96.

<sup>175</sup> *Ibid.*

l'exode demeurait un problème très grave. Au mois de janvier seulement, plus de 2 000 personnes quittaient le pays chaque jour pour gagner la RFA, et de ce nombre, plusieurs professionnels qualifiés, tels docteurs, scientifiques, enseignants et autres<sup>176</sup>. Les hôpitaux, les services de voirie, ainsi que d'autres services publics, tels les services d'éboueurs, avaient été repris par les autorités de Berlin-Ouest<sup>177</sup>. À la fin janvier, la RDA était au bord de l'effondrement politique, économique et social.

### *L'élaboration d'un mécanisme de négociation*

Comme l'affirment Zelikow et Rice, la dynamique vers l'unité allemande avait effectivement ralenti en début janvier<sup>178</sup>. C'est le scandale de la *Stasi* qui a poussé les gouvernements à agir. Après le discours de Chevardnadzé à Bruxelles à la fin décembre, la communauté internationale était consciente que l'URSS éprouvait de sérieux problèmes à l'intérieur et que les événements en Europe de l'Est la préoccupaient particulièrement. Si on ne pouvait lui reprocher d'avoir été clair dans ses propos – lors de son discours à Bruxelles le 18 décembre –, Chevardnadzé avait tout de même signalé à l'Occident que l'URSS était soucieuse des conséquences de l'unité allemande sur l'équilibre politique européenne, principalement en rapport avec la sécurité des nations voisines. Les mois qui ont suivi allaient consister de négociations visant à régler les points de litige que Chevardnadzé avait invoqués dans son discours, notamment la question de l'appartenance à une alliance militaire pour la nouvelle Allemagne unie.

À Bonn et à Washington, les mémoires montrent que les dirigeants tentent de s'approprier le crédit de la création du mécanisme de négociation visant à réaliser l'unité allemande. Les Américains expliquent qu'on ne pouvait imposer l'unité aux Allemands sans leur participation active au processus : « the President believed that for four decades the West German people had shown that they were committed to democracy and to the Western alliance [...] Now that the East German people were voting with their feet, George Bush did not want diplomats to get in their way. That was the reason we deliberately downplayed the Soviet's initial demand for a Four Power session [...] »<sup>179</sup> Les Américains étaient donc contre l'idée que les quatre puissances décident seules du sort de l'Allemagne. Malgré leur bonne volonté, ils se

<sup>176</sup> *New York Times*, Friday february 2<sup>nd</sup> 1990, front page; Von Plato, *Die Vereinigung...*, p. 260.

<sup>177</sup> Pond, *Beyond...*, p. 170 ; Winkler, *Der lange Weg...*, p. 544.

<sup>178</sup> Zelikow et Rice, *Germany Unified...*, p. 154.

<sup>179</sup> Baker, *The Politics...*, p. 197.

souvenaient sans doute de l'intervention vive du ministre des Affaires étrangères ouest-allemand, Genscher, qui s'était opposé à la réunion des ministres des quatre puissances le 11 décembre, à laquelle les Américains avaient participé. Baker a plus tard promis à Genscher que de telles réunions seraient désormais inacceptables<sup>180</sup>. Les Américains ont donc dû concevoir une autre approche aux problèmes entourant la réunification, incluant les Allemands.

Dans ses mémoires, Baker fait part d'une première alternative, préconisée par le NSC, qui entendait laisser les Allemands décider seuls des conditions de réunification, sans aucune intervention des quatre puissances. Mais, selon lui, cette approche de « laisser-faire » était trop dangereuse puisqu'elle permettait à l'URSS, qui disposait toujours de 380 000 troupes en RDA, de s'immiscer dans le processus, soit en le ralentissant, soit en s'assurant la neutralité de l'Allemagne. Baker maintient que la formule finale du mécanisme de négociation a été élaborée au Département d'État, dont il était le principal responsable. Le 30 janvier, ayant été en mesure de convaincre le président du danger de laisser les Allemagnes seules, Baker et ses associés, Dennis Ross et Bob Zoellick, se sont entendus sur un forum de négociation constitué des deux Allemagnes ainsi que des quatre puissances. Le mécanisme « 2+4 » voyait le jour :

It would give the Germans (the 'two') control over internal matters, but would allow the Four Powers to play a role in the external aspects of unification. The Two-plus-Four would also give great-power legitimacy to unification – a point the Germans recognized. It would keep Moscow, London, and Paris in the game – with Washington's participation. Most important, it would create a diplomatic process for unification that could keep pace with events. Without such a process, the odds of Germans and the Soviets going off alone and cutting a private deal disadvantageous to Western interests [...] would increase<sup>181</sup>.

Malgré une légère controverse entre le Département d'État et le NSC – ce dernier favorisant l'approche « 2+0 » –, le forum « 2+4 » était devenu très rapidement le processus favorisé par Washington<sup>182</sup>. En plus de témoigner de leur désir d'appropriation du mécanisme de négociation, les mémoires américains démontrent que Washington s'inquiétait de voir l'Allemagne basculer à l'Est, si elle n'était pas adéquatement accompagnée dans les négociations. Le NSC, dans le cas d'un mécanisme « 2+0 », a reconnu le danger de ne plus pouvoir intervenir au cas où l'URSS tenterait d'influencer les conditions de réunification<sup>183</sup>. À six, combinés aux Français, aux Anglais et aux Allemands de l'Ouest, les Américains estimaient être en mesure de maintenir l'Allemagne dans l'OTAN. L'appartenance à l'Alliance atlantique

<sup>180</sup> Genscher, *Rebuilding a House...*, p. 326.

<sup>181</sup> Baker, *The Politics...*, p. 198.

<sup>182</sup> Zelikow et Rice, *Germany Unified...*, p. 166.

<sup>183</sup> Hutchings, *American Diplomacy...*, p. 112.

était la principale priorité de Washington et allait devenir le principal débat autour duquel se déciderait le processus d'unification sur la scène internationale<sup>184</sup>.

Au ministère des Affaires étrangères ouest-allemand, les protagonistes font également valoir leur rôle dans la création du mécanisme « 2+4 ». Frank Elbe et Richard Kiessler affirment que Genscher a imposé la version finale du forum « 2+4 » aux Américains. Le Département d'État aurait plutôt suggéré un « mécanisme à six », incluant les mêmes participants, ignorant toutefois l'importance de mettre les « 2 » à l'avant-plan. « Genscher was very pleased about the proposed mechanism of six – but he added one important rider : 'It must be called 'two plus four' because we are the ones concerned' »<sup>185</sup>. Elbe et Kiessler expliquent même que les Américains tentèrent de réclamer la « paternity of the *two plus four* formula », mais que Zoellick, un des créateurs du processus du côté américain, a avoué plus tard qu'ils avaient bel et bien mentionné un « mécanisme à six » aux représentants allemands lors de leur arrivée à Washington<sup>186</sup>. Quoiqu'il en soit, au début février, Bonn et Washington s'étaient entendus pour négocier l'unité allemande selon un mécanisme formé des deux Allemagnes ainsi que des quatre puissances occupantes.

À Moscou, l'administration a également dû réagir à l'implosion politique et économique de la RDA. Le 26 janvier, Gorbatchev convoque une réunion *ad hoc* pour discuter spécifiquement de la question allemande<sup>187</sup>. Quelques membres du Comité central, dont Sergei Akhromeïev, commandant de l'Armée rouge, Valentin Falin, chef du Département international du Comité central, Alexandre Iakovlev et Anatoli Tcherniaïev, principaux conseillers internationaux de Gorbatchev, ainsi que Chevardnadzé et Gorbatchev, ont participé à la rencontre. Selon les mémoires de ce dernier, les différentes parties présentes se sont entendues pour dire que l'URSS ne pouvait plus miser sur la RDA pour gérer la crise, mais qu'elle devait plutôt se tourner vers les dirigeants ouest-allemands et américains qui semblaient vouloir suivre les événements. Tout comme à Bonn et à Washington, le Secrétaire général du PCUS affirme qu'il envisageait une « conférence à six » pour discuter des problèmes perturbant la RDA. Tcherniaïev parle quant à lui d'un mécanisme « 4+2 »<sup>188</sup>. Les Soviétiques tentent donc eux

<sup>184</sup> Zelikow et Rice, *Germany Unified...*, p. 173.

<sup>185</sup> Elbe et Kiessler, *A Round Table...*, p. 85.

<sup>186</sup> *Ibid.*, p. 86. Genscher a effectué un voyage à Washington le 1<sup>er</sup> février pour discuter, entre autres, du futur statut militaire d'une Allemagne unie.

<sup>187</sup> Hannes Adomeit, « Gorbatchev, German Unification... », p. 197-230 ; Von Plato, *Die Vereinigung...*, p. 187.

<sup>188</sup> Gorbatchow, *Wie es war...*, p. 95 ; Tschernayev, *Die letzten Jahre...*, p. 296.

aussi de démontrer qu'ils avaient pris l'initiative dans la conception d'un mécanisme de négociation de l'unité allemande.

Malgré ces tentatives d'appropriation des événements, il est important de retenir qu'encore une fois, le mécanisme de négociation était avant tout une réaction à la révolution est-allemande. Indépendamment, dans les mêmes semaines, Bonn, Washington et Moscou s'étaient sentis obligés de réagir à l'escalade des tensions en RDA. Les gouvernements craignaient une escalade de la violence et ont donc réagi en conséquence. Néanmoins, il ne faut pas négliger les progrès importants s'étant concrétisés à Moscou, elle qui s'apprêtait finalement à accepter l'inévitabilité du processus de réunification de l'Allemagne. La conférence du 26 janvier a fait naître un nouveau programme qui devait alors être présenté aux dirigeants européens et américains, notamment Modrow, Baker et Kohl, lors de rencontres individuelles prévues pour les deux premières semaines de février 1990 à Moscou<sup>189</sup>.

### *Confusion au sujet du futur statut militaire de la RDA*

Avant d'aborder les visites de Baker et de Kohl à Moscou au début février, il est important de mentionner la confusion qui régnait quant à la définition du statut militaire de la RDA dans une éventuelle Allemagne unie. Dans ses mémoires, Genscher utilise son discours de Tutzing devant l'Académie Protestante, le 31 janvier 1990, pour soutenir l'appui définitif d'une Allemagne unie à l'OTAN. Il dit avoir tenu à ce que l'Allemagne demeure dans l'Alliance atlantique, avec cependant un statut militaire différent pour la RDA. « Any idea of integrating the part of Germany now known as the German Democratic Republic in the military structures of NATO would be an obstacle to German-German rapprochement »<sup>190</sup>. Selon lui, jamais l'URSS n'aurait accepté l'expansion militaire de l'OTAN vers l'Est, et c'est pour cette raison que la communauté internationale se devait d'accorder un statut militaire spécial à la RDA. Genscher n'avait toutefois pas élaboré sur ce qu'il entendait par statut spécial.

Pour la majorité des diplomates américains, il est clair que la position de Genscher était inacceptable. Scowcroft estime que le discours de Genscher donnait lieu à plusieurs interprétations, et qu'il était important de clarifier le futur statut de la RDA à l'intérieur de l'OTAN : « Genscher had not made clear just what NATO's relationship to the territory of the

<sup>189</sup> Gorbatschow, *Wie es war...*, p. 96.

<sup>190</sup> Genscher, *Rebuilding a House...*, p. 337.

GDR would be, and when, or even if, NATO was to pick up its defense »<sup>191</sup>. Même si la RDA pouvait avoir un statut militaire spécial, il était important qu'elle appartienne à l'OTAN, ce que Genscher n'avait pas spécifié. Or, Scowcroft poursuit en critiquant son propre secrétaire d'État, Baker, d'avoir rassuré Genscher et les Soviétiques que le « NATO territory would not be moved eastward »<sup>192</sup>. Il qualifie l'erreur de Baker comme une concession inopportune. Zelikow et Rice supportent d'ailleurs l'idée que Baker et Genscher étaient d'accord pour que l'OTAN demeure dans les frontières actuelles de la RFA<sup>193</sup>. La mésentente, ou plutôt la méfiance, au sujet du futur statut militaire de l'Allemagne unie ne se ressentait pas uniquement entre Bonn et Washington, mais également à l'intérieur de l'administration américaine. À la veille des voyages de Kohl et Baker à Moscou, il existait de multiples interprétations quant à la définition d'une Allemagne unie appartenant à l'OTAN.

### *Baker et Kohl à Moscou*

Au début de février 1990, Modrow, Baker et Kohl se sont rendus tour à tour à Moscou afin de rencontrer les plus hauts dirigeants soviétiques. Lors de son retour à Berlin le 1<sup>er</sup> février, Modrow a annoncé un programme « overcoming the division of the German nation » en créant une Allemagne neutre. Similaire au plan de Kohl présenté en novembre 1989, il prévoyait l'intégration graduelle des deux États, transférant d'abord les pouvoirs à un parlement confédératif, pour ensuite le centraliser davantage à l'intérieur d'une fédération<sup>194</sup>. Or, quelques jours plus tard, Baker s'est rendu à Moscou pour présenter l'idée du mécanisme de négociation « 2+4 » à Gorbatchev et il en a également profité pour indiquer à ce dernier qu'une Allemagne appartenant à l'OTAN serait préférable à une Allemagne neutre, non seulement pour le clan occidental, mais également pour l'Union soviétique, puisqu'il serait ainsi plus facile de superviser les actions militaires allemandes. Baker aurait également accepté l'idée d'un statut militaire spécial pour la RDA, à laquelle l'OTAN ne devrait pas s'étendre<sup>195</sup>. Finalement, Kohl s'est rendu à Moscou le 10 février et c'est lors de cette visite que Gorbatchev a accepté pour la première fois, de manière officielle, que l'unité de la nation allemande se devait d'être décidée par les Allemands, entérinant donc le processus de réunification. La délégation Kohl estimait cette déclaration comme un « résultat historique » et que le « chemin vers l'unification était

<sup>191</sup> Bush et Scowcroft, *A World...*, p. 236.

<sup>192</sup> *Ibid.*, p. 237.

<sup>193</sup> Zelikow et Rice, *Germany Unified...*, p. 173.

<sup>194</sup> *Keesing's Record...*, vol. 36, n. 2, 1990, p. 37 259.

<sup>195</sup> *New York Times*, Saturday february 10th 1990, front page.

désormais ouvert »<sup>196</sup>. Les deux chefs se sont toutefois abstenus de débattre en profondeur sur le futur statut militaire de la RDA.

Dans ses mémoires, Baker décrit tout d'abord son entretien avec Gorbatchev dans lequel il lui présente l'installation d'un mécanisme « 2+4 ». La réponse du chef soviétique a été positive. Il cite Gorbatchev, qui lui favorisait la formulation « 4+2 » sans toutefois rejeter la proposition de Baker : « I say Four-plus-Two ; you say Two-plus-Four. How do you look at this formula ? »<sup>197</sup> Le Secrétaire d'État américain laisse croire que Gorbatchev n'entrevoit pas de gros problèmes au sujet d'un mécanisme international sur la question allemande. Ensuite, comme on pourrait s'y attendre, Baker ne mentionne en rien sa conversation avec Gorbatchev au sujet du futur statut militaire de l'Allemagne de l'Est.

À son tour, Gorbatchev confirme qu'après la visite de Modrow, réalisant l'impuissance de ce dernier face aux événements en RDA, Moscou savait que ses « principaux partenaires au sujet d'une solution pratique [...] au processus de réunification de l'Allemagne seraient Kohl et Bush »<sup>198</sup>. Selon lui, « 2+4 » ou « 4+2 » n'était pas un problème majeur, l'ordre des chiffres n'ayant pas de signification particulière. Gorbatchev aborde ensuite la question du futur statut militaire de l'Allemagne unie, qu'il soutient avoir débattue avec Baker. Il affirme que le Secrétaire d'État américain aurait tenté de le convaincre qu'une Allemagne unie neutre était inacceptable pour les Américains, en plus d'être au désavantage de l'URSS. Puisque l'OTAN ne représentait plus une menace au Pacte de Varsovie, une Allemagne supervisée par une alliance militaire occidentale était préférable. Gorbatchev en vient finalement au principal point de litige, le statut de la RDA. Il cite Baker : « la juridiction et la présence militaire de l'OTAN ne s'étendra pas au-delà d'aucune douane à l'Est [...] »<sup>199</sup> Selon von Plato, les mémoires de Gorbatchev reflètent correctement les déclarations du Secrétaire d'État américain. Baker avait bien indiqué à Gorbatchev qu'une Allemagne unie au sein de l'OTAN n'inclurait pas l'ancien territoire de la RDA. La promesse de Baker à l'endroit de Gorbatchev était une grave erreur car, à Washington, comme démontré avec les mémoires de Scowcroft, le NSC avait déjà décidé du contraire, soit d'inclure la RDA sous la juridiction de l'OTAN, si nécessaire avec un statut militaire spécial. Von Plato ajoute que « Baker sera immédiatement critiqué à ce propos lors de

<sup>196</sup> *Keesing's Record...*, vol. 36, n. 2, 1990, p. 37 259.

<sup>197</sup> Baker, *The Politics...*, p. 205.

<sup>198</sup> Gorbatschow, *Wie es war...*, p. 101.

<sup>199</sup> *Ibid.*, p. 102.

son retour »<sup>200</sup>. Le statut de la RDA causait décidément des problèmes à l'administration américaine.

Les mémoires de Kohl apportent davantage d'éclaircissements sur la visite de Baker à Moscou. Avant ses entretiens avec Gorbatchev le 10 février, il affirme avoir reçu deux lettres, une première de Bush, et une seconde de Baker. Le message de Bush était très clair : Washington supportait l'unification, mais l'Allemagne se devait d'appartenir à l'OTAN dans son ensemble, accordant si nécessaire que « le territoire de la RDA soit doté d'un statut militaire particulier »<sup>201</sup>. Ainsi, un statut militaire spécial ne soustrayait pas la RDA de son appartenance à l'OTAN. Elle se verrait tout simplement attribuer un statut qui lui imposerait par exemple l'interdiction de poster des troupes étrangères sur son territoire, ou encore le décret d'une permission spéciale à l'URSS, qui pourrait y conserver ses troupes pour une période transitoire. La deuxième lettre, de Baker, que le chancelier a reçu alors qu'il se trouvait à Moscou, quelques heures avant le début de ses entretiens avec Gorbatchev, indiquait d'abord que Baker avait confirmé à Gorbatchev que les Américains refusaient catégoriquement la neutralisation de l'Allemagne, et que « [p]our trouver une solution, Jim Baker avait proposé au Secrétariat général que l'Allemagne unifiée, moins le territoire de la RDA, appartienne à l'OTAN »<sup>202</sup>. Selon les mémoires de Kohl, il y avait bel et bien eu un malentendu à Washington. La description de la visite de Baker à Moscou dans les mémoires est particulièrement intéressante puisqu'elle révèle toute l'importance de la question du futur statut militaire de l'Allemagne dans les négociations menant à l'unité de l'Allemagne. La quantité d'information sur le sujet en témoigne particulièrement bien. En même temps, les contradictions relevées démontrent toute la subjectivité des témoignages.

La visite du chancelier à Moscou suscite beaucoup moins de polémique dans les mémoires. Kohl affirme que les deux chefs ont abordé plusieurs thèmes, dont l'appartenance d'une Allemagne unie à l'OTAN, à laquelle Gorbatchev ne semblait guère enthousiaste. Reléguant toutefois ce thème à l'arrière-plan, Kohl se concentre plutôt sur l'acceptation officielle de Moscou au droit à l'autodétermination de tous les Allemands :

Mikhaïl Gorbatchev devint alors cérémonieux et prononça ces paroles décisives : « Je crois qu'il n'y a pas de divergences de vues entre l'Union soviétique, la République

<sup>200</sup> Von Plato, *Die Vereinigung...*, p. 251.

<sup>201</sup> Kohl, *Je voulais...*, p. 222. La formule du texte, telle que présentée par le chancelier, est confirmée par un document officiel disponible dans Küsters et Hofmann, *Deutsche Einheit : Sonderedition...*, p. 784.

<sup>202</sup> Kohl, *Je voulais...*, p. 227. Encore une fois, cette contradiction est confirmée dans Küsters et Hofmann, *Deutsche Einheit : Sonderedition...*, p. 794.

fédérale et la RDA sur l'unité et sur le droit de leurs habitants à aspirer à l'unité et à décider eux-mêmes de l'évolution ultérieure des choses. Nous sommes d'accord vous et moi pour dire que c'est aux Allemands qu'il appartient de faire le choix. Il faut que les Allemands de République fédérale et de RDA déterminent eux-mêmes le chemin qu'ils veulent suivre»<sup>203</sup>.

Cette déclaration du Secrétaire général est réitérée par le chancelier lorsqu'il décrit la conférence de presse conjointe suivant les discussions à Moscou. Il indique que la *Pravda*, journal quotidien officiel du PCUS, annonçait en gros titres que Gorbatchev et le chancelier d'Allemagne étaient d'accord pour que les Allemands « réalisent l'unité de leur patrie en disposant librement d'eux-mêmes dans la mesure où ils le souhaitent »<sup>204</sup>. Kohl glorifie l'événement en parlant d'une « journée historique au Kremlin », et que lui et son équipe se sont permis de faire sauter les bouchons de champagne lors du vol de retour à Bonn.

De son côté, Gorbatchev aborde encore une fois la question du statut militaire de la RDA. Tandis que Kohl n'avait pas précisé sa position, probablement afin d'éviter de remettre en question le jugement américain, ou tout simplement parce qu'il souhaitait mettre l'accent sur l'acceptation officielle par Moscou du processus de réunification, ceux de Gorbatchev indiquent que tout comme Baker, Kohl a reconnu que l'OTAN ne devait pas s'étendre au présent territoire de la RDA. « Comme Baker, le chancelier m'expliqua ce qui suit (je cite le sténogramme) : 'Nous croyons que l'OTAN ne doit pas agrandir son domaine d'application' »<sup>205</sup>. Les mémoires de Gorbatchev laissent croire que Bonn et Washington – au moins au NSC, puisque Baker, représentant le Département d'État, semblait faire défaut au reste de l'administration accordant la neutralité de la RDA à Moscou – n'étaient toujours pas d'accord sur la forme spécifique des alliances militaires d'une Allemagne unie. À ce sujet, Gorbatchev ne semblait pas s'être formé une opinion définitive. Il ne désirait plus vraiment d'une Allemagne neutre, mais bien d'une Allemagne indépendante en dehors des alliances militaires : « Je ne sais pas quel sorte de statut il s'agit – 'indépendance', 'sans assujettissement aux alliances' [...] Il [ce statut] n'implique pas la neutralité ? »<sup>206</sup> Gorbatchev termine sa description des événements en relatant sa conversation avec Kohl au sujet de l'autodétermination des Allemands. Rappelant que les intérêts des voisins se devaient d'être respectés, il acquiesçait bel et bien au fait que les Allemands avaient le droit de s'unir s'ils le désiraient<sup>207</sup>.

<sup>203</sup> Kohl, *Je voulais...*, p. 227.

<sup>204</sup> *Ibid.*, p. 235.

<sup>205</sup> Gorbatschow, *Wie es war...*, p. 107.

<sup>206</sup> *Ibid.*, p. 110.

<sup>207</sup> *Ibid.*, p. 108.

Les visites à Moscou au début de février 1990 sont très révélatrices quant aux véritables enjeux diplomatiques entre Bonn, Washington et Moscou, et elles permettent de questionner la fiabilité historique des mémoires. Ces derniers démontrent avant tout que le statut militaire de l'Allemagne unie représentait désormais le principal point de litige entre les trois gouvernements. Même si les interprétations peuvent sembler divergentes, on remarque que Baker avait fait une erreur en acceptant la neutralité de la RDA. C'est sans doute pour cette raison qu'il n'en parle pas dans ses mémoires, tout comme Kohl d'ailleurs, qui cherchait à cacher son manque d'intégration avec Washington. Ensuite, contrairement à ce que nous avons déterminé plus tôt, il existait toujours une certaine méfiance de la part de Washington à l'endroit de Bonn. On craignait que Kohl, en raison d'une méfiance envers Genscher, était prêt à faire des concessions, possiblement en rapport au statut de la RDA, pour réaliser l'unité allemande. Les lettres de Bush et Baker à l'endroit de Kohl en sont un bon indice. À en juger par les mémoires de Gorbatchev, il est possible que Washington ait eu raison de douter du chancelier.

### *Sommet à « Cielles ouverts » à Ottawa*

Si les visites à Moscou n'ont pas débouché sur la conclusion d'une entente quant au futur statut militaire d'une Allemagne unie, elles ont néanmoins favorisé un rapprochement des opinions à propos de l'éventualité de l'unité allemande ainsi que de la nécessité de l'installation d'un mécanisme de négociation. Des résultats ont émergé les 12 et 13 février 1990 lors d'une conférence à « Cielles ouverts » à Ottawa, à laquelle devaient participer les pays de la CSCE. S'étant entendu au préalable sur la création d'un forum « 2+4 », Baker et Genscher comptaient bien rallier les quatre autres puissances autour de cette formule, et bien sûr, le défi le plus grand était de convaincre Moscou. Bien que Gorbatchev avait démontré de l'intérêt pour le concept, Baker et Genscher savaient qu'il préférait la formule « 4+2 ». La rencontre a été un succès : à Ottawa, les ministres des Affaires étrangères des deux Allemagnes, des États-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne, et finalement de l'URSS, ont émis une courte déclaration officielle au sujet de la mise sur pied du processus de négociation « 2+4 ». Le mécanisme se devait de régler les questions internationales associées à l'unité allemande, notamment en ce qui concernait la sécurité des États voisins<sup>208</sup>.

---

<sup>208</sup> *Keesing's Record...*, vol. 36, n. 2, 1990, p. 37 259.

Genscher affirme qu'il était « firmly resolved not to leave Ottawa without an agreement on the implementation and contents of the Two-plus-Four talks »<sup>209</sup>. Ayant d'abord organisé une rencontre avec les quatre puissances au quartier général de l'ambassade allemande, en plus d'avoir rencontré ses représentants respectifs plusieurs fois individuellement, le ministre des Affaires étrangères ouest-allemand travaillait à élaborer une déclaration avant de la présenter à Chevardnadzé. Genscher affirme que les négociations étaient particulièrement difficiles pour le ministre soviétique qui a dû quitter plusieurs fois les salles de conférence, probablement pour obtenir le consentement de Moscou. Après bon nombre de rencontres, Genscher réussit finalement à obtenir son accord<sup>210</sup>. Baker met également l'accent sur l'apparence « errante », voire « morose » de Chevardnadzé, qui selon lui, se devait de consulter chaque fois avec Moscou avant de prendre une décision. Baker lui a présenté la première version de la déclaration commune formulée avec l'aide de Genscher, que Chevardnadzé avait l'intention d'accepter. Seuls quelques petits changements, notamment au sujet des frontières, étaient nécessaires. Après avoir soumis la nouvelle déclaration aux ministres des Affaires étrangères occidentaux, Baker avait maintenant une déclaration qui faisait consensus<sup>211</sup>. Les mémoires de Genscher et de Baker témoignent d'une étroite coopération, se donnant en même temps un rôle très proactif dans la réalisation de la déclaration commune à Ottawa.

De son côté, Chevardnadzé se contente d'affirmer que lui et les ministres présents à Ottawa ont commencé « par mettre au point très rapidement le mécanisme '2+4' »<sup>212</sup>. Puis il se concentre sur les attaques de ses compatriotes à l'intérieur du Kremlin qui l'accusent d'avoir adopté « une attitude trop conciliante et de ne pouvoir, de ce fait, bloquer, ou du moins freiner, la réunification des deux États allemands qui, selon eux, ne correspondait pas aux 'intérêts primordiaux' de l'Union soviétique »<sup>213</sup>. L'origine de ces accusations n'est pas difficile à retracer. Les mémoires de Valentine Falin, chef du Département international au Comité central, maintiennent qu'à Ottawa, Chevardnadzé avait reçu « les instructions strictes d'insister sur la version '4 plus 2' » de Gorbatchev, mais qu'à son propre gré, il a accepté la formulation « 2+4 ». Toujours selon Falin, la formule « 4+2 » était très importante parce qu'elle respectait « les justes priorités »<sup>214</sup>. Les mémoires soviétiques expliquent donc l'attitude troublée de Chevardnadzé à Ottawa, relevée par les ministres occidentaux. Ils permettent de comprendre

<sup>209</sup> Genscher, *Rebuilding a House...*, p. 345.

<sup>210</sup> *Ibid.*, p. 344.

<sup>211</sup> Baker, *The Politics...*, p. 212.

<sup>212</sup> Chevardnadzé, *L'avenir s'écrit...*, p. 244.

<sup>213</sup> *Ibid.*, p. 246.

<sup>214</sup> Falin, *Politische...*, p. 491.

qu'il existait un courant anti-réunificateur à l'intérieur du Kremlin, avec lequel Chevardnadzé et Gorbatchev se devaient de composer.

Or, les extraits de mémoires traitant des événements d'Ottawa ne font pas que mettre en évidence un manque de cohésion au sein du gouvernement soviétique. Ils font également ressortir un autre conflit interne à la Maison-Blanche. Après avoir obtenu l'accord de Chevardnadzé au sujet de la déclaration commune, Baker maintient avoir contacté le président pour lui expliquer ce qui avait été négocié. À sa grande surprise, Bush et Scowcroft étaient sceptiques devant la possibilité d'obtenir si rapidement une déclaration commune à Ottawa. Ils n'étaient pas certains, malgré l'accord que Baker avait conclu avec Genscher, du soutien de Kohl. Selon Baker, Scowcroft doutait des propos de Genscher. « I talked with Teltschik, and I'm not sure the chancellery is on board »<sup>215</sup>. Irrité, Baker a donc demandé à Genscher de contacter Kohl pour lui demander d'appeler le président, et ainsi confirmer son support à la déclaration « 2+4 »<sup>216</sup>. Deux appels ont été nécessaires entre Kohl et Bush avant que ce dernier ne soit convaincu du soutien du chancelier. Alors que les mémoires de Bush et Scowcroft n'abordent pas le malentendu à Ottawa, Zelikow et Rice indiquent qu'une partie du problème provenait de la réticence de Scowcroft, membre du NSC et principal conseiller international du président, devant l'idée d'un forum « 2+4 » proposé par Baker, qui selon lui, pouvait ralentir le processus de réunification allemande. Zelikow et Rice affirment que cet épisode « was by far the most serious example of internal disagreement within the U.S. government during the process of German unification »<sup>217</sup>. Genscher, quant à lui, décrit les événements de la même façon que Baker, tout en tentant cependant de minimiser l'importance du malentendu. Il écrit simplement qu'il a contacté Kohl, le priant de confirmer le tout avec Bush le plus tôt possible, ce que Kohl a fait immédiatement<sup>218</sup>.

## Conclusion

À nouveau, notre quatrième chapitre a démontré qu'au début de l'année 1990, la diplomatie internationale se trouvait à la remorque des événements en RDA. C'est seulement après l'effondrement politique, économique et social quasi complet de la RDA, principalement après le scandale de la *Stasi*, que la diplomatie internationale a décidé d'emboîter le pas au sujet

---

<sup>215</sup> Baker, *The Politics...*, p. 213.

<sup>216</sup> *Ibid.*, p. 212.

<sup>217</sup> Zelikow et Rice, *Germany Unified...*, p. 194.

<sup>218</sup> Genscher, *Rebuilding a House...*, p. 346.

du processus de réunification. À Bonn et à Washington, les dirigeants se sont indépendamment affairés à créer un mécanisme de négociation, pour ensuite le présenter à Moscou, qui refusait toujours de dévoiler sa position envers l'unité allemande. En même temps, le 26 janvier, se tenait une rencontre aux plus hauts niveaux à Moscou au sujet de l'unité allemande. La diplomatie Bonn/Washington/Moscou était réactive et non proactive dans l'accomplissement du processus de réunification.

Qui plus est, si plusieurs interprétations biaisées avaient déjà retenu l'attention, le présent chapitre illustre éloquemment la subjectivité des mémoires. Surtout à Bonn et à Washington, les diplomates revendiquent la création du mécanisme de négociation qui a servi à résoudre les mésententes en rapport à une éventuelle réunification allemande. Les mémoires traitent ensuite du futur statut militaire de l'OTAN de manières contradictoires. Alors qu'il est évident que Baker avait commis une erreur en concédant la neutralité de la RDA, il omet de mentionner sa discussion à ce sujet lors de son passage à Moscou. Du côté allemand, Kohl ne s'en mêle pas, cherchant plutôt à mettre l'accent sur le « oui » de Gorbatchev relatif à l'acceptation du droit à l'autodétermination des Allemands. Finalement, les mémoires soviétiques sont en contradiction au sujet de la rencontre à « Ciels ouverts » à Ottawa. Alors que Chevardnadzé tente de défendre son acceptation de la formule « 2+4 », Falin maintient que le ministre des Affaires étrangères avait reçu l'indication stricte d'insister sur l'ordre des chiffres, « 4+2 ». Selon Falin, Chevardnadzé avait agi contre l'intérêt national soviétique.

Malgré tout, l'utilisation de plusieurs mémoires permet de pallier quelques-unes de leurs faiblesses, et il est ainsi possible d'en apprendre énormément sur les enjeux diplomatiques entourant la réunification allemande. Les mémoires américains laissent percevoir une certaine méfiance à l'endroit de Kohl et son allégeance à l'OTAN. Notamment, Scowcroft croit que Kohl était prêt à sacrifier l'appartenance de la RDA à l'OTAN en échange de l'accord de Moscou au processus de réunification. Néanmoins, Bonn et Washington ont continué à travailler étroitement au sujet de l'Allemagne. Ils avaient obtenu de bons signes quant à l'installation du mécanisme « 2+4 » au passage à Moscou, ce qui s'est concrétisé à Ottawa quelques jours plus tard.

Ensuite, contrairement à ce qui a été relaté dans les chapitres précédents, les mémoires permettent de comprendre que Moscou commençait à se rapprocher des politiques occidentales en rapport à l'unification. Depuis le 26 janvier, Gorbatchev souhaitait négocier la réunification avec Bonn et Washington. Le « oui » à l'autodétermination allemande n'était pas le fruit des talents diplomatiques de Kohl, mais bien d'une nouvelle politique moscovite. À l'hiver 1990,

alors que la RDA s'effondrait, Moscou recommençait à se rapprocher de l'Occident et le triangle Bonn/Washington/Moscou devenait plus uniforme. Finalement, le conflit au Kremlin, qui avait souvent été dénoncé par les mémoires occidentaux, notamment par Bush après la chute du Mur, fait brusquement surface lors de l'acceptation de la déclaration officielle à Ottawa. Il existait en effet à l'intérieur du Kremlin un clan beaucoup plus conservateur, souhaitant bloquer la réunification de l'Allemagne le plus possible, avec Valentin Falin à sa tête. Le dernier chapitre de ce travail démontrera à nouveau que ce courant espérait bloquer le processus de réunification, accusant Chevardnadzé et Gorbatchev d'avoir été trop indulgents envers les Occidentaux.

# Chapitre 5

## Négocier les alliances

### Introduction

C'est finalement lors d'un voyage à Moscou, le 10 février 1990, que Kohl a obtenu l'appui de Gorbatchev au sujet de la réunification de l'Allemagne. Moscou acceptait que les Allemands puissent disposer d'eux-mêmes, entérinant leur droit de s'unir s'ils le désiraient. Cependant, les conditions externes, c'est-à-dire les questions entourant la souveraineté de la politique extérieure de l'Allemagne unie, étaient loin d'être réglées. Ce chapitre illustre comment les élections du 18 mars 1990, dans lesquelles la RDA s'est prononcée majoritairement en faveur d'une réunification rapide et directe, ont bouleversé définitivement la diplomatie entourant le processus de négociation. Stopper, voire même ralentir le processus n'était plus une option envisageable. En Occident et à Moscou, on devait négocier afin de régler les problèmes relatifs à la sécurité européenne, notamment le futur statut militaire de l'Allemagne, le nombre de troupes allemandes, ainsi que les frontières du nouvel État. Les mémoires démontrent néanmoins que l'URSS a tenté en vain de ralentir le processus de réunification, en refusant l'adhésion de l'Allemagne unie à l'OTAN. Plusieurs contradictions émergent aussi à la lecture des témoignages, particulièrement dans les mémoires soviétiques, faisant ressortir l'ambivalence du Kremlin au sujet des politiques réunificatrices.

### Les mémoires

#### *Élections en RDA*

Après l'adoption d'un mécanisme de négociation à Ottawa, les différentes parties internationales attendaient avec impatience la tenue des premières élections libres en RDA, le 18 mars 1990. Alors que les campagnes électorales avaient été largement dominées par les partis ouest-allemands qui voulaient maximiser les chances de victoire de leurs partis-sœurs à l'Est, les principaux enjeux électoraux tournaient autour des politiques réunificatrices de chaque participant. Kohl a livré plusieurs discours, supportant l'Alliance pour l'Allemagne qui représentait entre autres la CDU-Est. Son message était clair : voter pour l'Alliance pour l'Allemagne est voter pour une union monétaire et économique rapide, suivie d'une

réunification politique sous l'article 23<sup>219</sup>. Les résultats des élections ont été surprenants<sup>220</sup>. Alors qu'une victoire du SPD, qui prônait un processus de réunification moins rapide, était prévisible, l'Alliance pour l'Allemagne a obtenu plus de 48% des votes, soit 192 sièges sur 400 à la *Volkskammer*, parlement est-allemand. Une fois de plus, le message du peuple était catégorique : on souhaitait une réunification rapide, sans phases transitoires, ni même d'adaptation progressive de leur système politique à celui de la RFA<sup>221</sup>.

Les protagonistes allemands, dans leurs mémoires, glorifient leur contribution aux événements en reconnaissant toutefois le rôle important joué par le peuple. Kohl: « Je trouve qu'il serait bien, en ce moment – qui est un moment de bonheur –, de marquer en tant qu'Allemands avant tout de la gratitude. Cette gratitude va aux hommes et aux femmes de RDA qui, durant ces mois, ont manifesté dans les rues et sur les places pour la liberté, pour les droits civiques, pour des élections libres et qui les ont obtenus »<sup>222</sup>. Kohl remercie le peuple pour sa combativité lors des derniers mois, ainsi que pour leur choix aux élections.

Les commentaires de Bush et Scowcroft au sujet des élections sont d'autant plus révélateurs quant à leur impact sur le processus de réunification au niveau international.

The effect of the East German elections on the diplomacy surrounding the 'external' aspects of reunification was dramatic. They definitely ended any Soviet hope to slow the drive for unification through an obedient East Germany. Instead, Moscow was confronted with an East German government which enthusiastically embraced speedy absorption into the Federal Republic. The Soviets were now politically isolated<sup>223</sup>.

Selon Washington, les élections portaient le coup fatal aux espérances soviétiques de pouvoir ralentir le processus de réunification. L'URSS comptait sur la RDA, et sur l'opinion publique, probablement avec l'élection du SPD au pouvoir, pour contrer l'initiative occidentale dans le processus « 2+4 », qui semblait maintenant se transformer en « 5+1 ». Bush continue en affirmant que « had the SPD won, I think the risks of a confederal Germany outside of NATO would have been much higher »<sup>224</sup>. Non seulement les citoyens est-allemands ont influencé le rythme du processus de réunification de par le résultat des élections, mais ils ont aussi

<sup>219</sup> *Keesing's Record...*, vol. 36, n. 3, 1990, p. 37 301; Selon l'article 23 de la constitution ouest-allemande, la RFA pouvait incorporer d'autres *Länder* à sa fédération. Or, l'article 146 permettait également la dissolution de la constitution dans l'éventualité d'une réunification avec l'Allemagne de l'Est. Voter pour l'Alliance pour l'Allemagne indiquait donc qu'on souhaitait l'annexion des *Länder* est-allemands à la RFA.

<sup>220</sup> Winkler, *Der lange Weg...*, p. 559.

<sup>221</sup> *Keesing's Record...*, vol. 36, n. 3, 1990, p. 37 301.

<sup>222</sup> Kohl, *Je voulais...*, p. 278.

<sup>223</sup> Bush et Scowcroft, *A World...*, p. 259.

<sup>224</sup> *Ibid.*

largement influencé les décisions de sécurité internationale, qui se jouaient, comme on le sait, aux plus hauts niveaux à Bonn, Washington et Moscou.

Les mémoires de Gorbatchev viennent appuyer les propos du président américain. Gorbatchev y avoue que même s'il aurait espéré « synchroniser » la réunification allemande au processus d'intégration européenne dans la CSCE<sup>225</sup>, ou encore la ralentir avec l'utilisation de l'article 146, ce n'était désormais plus possible après les élections.

Malheureusement, il fut impossible d'accomplir un tel synchronisme. La réunification allemande défilait un à un tempo très rapide. Après les élections à la *Volkskammer* en RDA le 18 mars, remportées par « l'Alliance pour l'Allemagne » (qui avec le SPD avait obtenu près de 70% des voix), la RDA n'était plus en mesure de s'opposer à la réunification selon l'article 23 de la Constitution ouest-allemande, qui confirmait pratiquement l'absorption de l'Allemagne de l'Est à la RFA<sup>226</sup>.

Les élections ont porté un dur coup à la politique réunificatrice soviétique, la forçant à se rapprocher de celle des Occidentaux. Bien que Gorbatchev ne le mentionne pas de façon claire, il est sans équivoque qu'il espérait ralentir les développements vers l'unité allemande avec l'aide de la RDA. Les élections ont donc eu un impact majeur sur les visées soviétiques dans le processus de réunification.

### *On entame les négociations*

Avant le début des négociations « 2+4 », il est difficile de distinguer les aspects internes, relatifs aux Allemagnes – notamment l'union économique et monétaire qui était prévue pour le 1<sup>er</sup> juillet 1990, ou encore l'union des parlements – des aspects externes, relatifs à la politique extérieure de la nouvelle Allemagne. Que devaient donc couvrir les négociations lors des rencontres « 2+4 » ? Évidemment, le désarmement conventionnel, la non-militarisation nucléaire, les frontières européennes, principalement la frontière Oder-Neisse, et le positionnement de troupes allemandes et soviétiques dans l'Allemagne unie demeuraient des sujets de discorde entre les alliés occidentaux et l'URSS. Et bien sûr, la « mother question », comme le disent Chevardnadzé et Baker, concernait l'alliance militaire de l'Allemagne unie. Devait-on débattre de toutes ces questions à l'intérieur du mécanisme « 2+4 » ou pouvait-on laisser l'Allemagne régler certains de ces problèmes seuls ? Selon Zelikow et Rice, le sommet

<sup>225</sup> À cette époque, Gorbatchev espérait toujours la restructuration des alliances militaires en Europe, prônant la neutralité de l'Allemagne ou même l'intégration complète des deux alliances antagonistes au sein d'une nouvelle structure paneuropéenne incluant l'URSS.

<sup>226</sup> Gorbatschow, *Wie es war...*, p. 120.

de la Communauté européenne de la fin avril 1990 à Dublin avait bien démontré l'entente des pays de l'Ouest à propos du contenu souhaité des rencontres<sup>227</sup>. Avec l'accord de Paris et de Londres, les rencontres « 2+4 » devaient mettre le « focus on bringing to an end the special Four Power rights and responsibilities for Berlin and Germany as a whole [...] A united Germany should have full control over all of its territory without any new discriminatory constraints on German sovereignty »<sup>228</sup>. Ainsi, l'Allemagne devait pouvoir décider elle-même de son alliance militaire et de sa politique étrangère globale. De son côté, Moscou, qui doutait de la volonté de l'Allemagne à demeurer dans le Pacte de Varsovie ou même de rester neutre, entrevoyait sûrement donner beaucoup moins de liberté à l'Allemagne lors des négociations « 2+4 ». Il ne faut pas oublier que l'URSS avait toujours plus de 380 000 troupes en RDA, élément de négociation loin d'être négligeable.

La première rencontre « 2+4 » des ministres s'est tenue à Bonn le 5 mai 1990. Lors de l'assemblée, Chevardnadzé a prononcé un discours le positionnant très clairement à l'écart des autres pays participant à la rencontre. Il proposait entre autres de découpler les aspects internes des aspects externes pour que les premiers soient rapidement résolus, ce qui permettait ainsi à l'Allemagne de s'unifier tout en laissant les clauses internationales ouvertes. Celles-ci se devaient ensuite d'être réglées sur plusieurs années. La proposition a tout d'abord été bien reçue par le chancelier et son ministre des Affaires étrangères. Puis, lorsque la question de la présence des troupes soviétiques en RDA a été abordée, Kohl s'est ravisé et a finalement exprimé son refus à la proposition de Chevardnadzé quelques jours plus tard<sup>229</sup>.

Les mémoires soviétiques laissent voir une position claire quant aux intentions des dirigeants en vue de la première rencontre « 2+4 » à Bonn. Gorbatchev explique que lors d'une réunion au Politburo le 3 mai, « nous [membres du Politburo soviétique] abordâmes la question des directives à donner à Chevardnadzé pour la rencontre « 2+4 » à laquelle il devait participer à Paris<sup>230</sup>. Notre position était unanime. Il devait insister sur la « neutralité » de l'Allemagne réunifiée et, comme position de repli, exiger qu'elle fit simultanément partie des deux blocs, l'OTAN et le Pacte de Varsovie »<sup>231</sup>. De son côté, Chevardnadzé décrit son discours à Bonn et rappelle que, malgré les pourparlers visant la transformation du rôle de l'OTAN au début mai,

<sup>227</sup> Zelikow et Rice, *Germany Unified...*, p. 235.

<sup>228</sup> *Ibid.*, p. 236.

<sup>229</sup> *Keesing's Record...*, vol. 36, n. 5, 1990, p. 37 466.

<sup>230</sup> Bien que les mémoires de Gorbatchev mentionnent « Paris » comme lieu de rencontre, ceci semble être une erreur puisque la réunion à Bonn avait lieu deux jours plus tard, le 5 mai 1990. La rencontre à Paris ne s'est seulement tenue que quelques deux mois plus tard, le 17 juillet.

<sup>231</sup> Gorbatchev, *Une vie...*, p. 667.

ceux-ci ne demeureraient néanmoins « qu'une intention, rien de plus [...] L'OTAN était encore pour nous ce qu'elle avait toujours été : un bloc militaire adverse avec une doctrine d'orientation très concrète et envisageant une éventuelle première frappe nucléaire [...] Aussi ne pouvions-nous manquer de confirmer à Bonn notre attitude négative à l'égard de l'adhésion de l'Allemagne réunifiée à l'Alliance atlantique »<sup>232</sup>. Il termine en admettant qu'il ne regrettait pas avoir défendu les intérêts de l'Union soviétique en combattant l'adhésion de l'Allemagne à l'OTAN puisque « cette prise de position sur ce point encouragea dans une certaine mesure les pays occidentaux à mener avec plus de dynamisme la transformation de l'OTAN »<sup>233</sup>. Sans mentionner le découplage des aspects internes des aspects externes, les mémoires soviétiques ne laissent aucun doute quant aux intentions des dirigeants de l'URSS, ou au moins quant à leur stratégie à Bonn : ils devaient continuer à refuser l'adhésion de l'Allemagne unie à l'OTAN.

Pour Bonn et Washington, la proposition de Chevardnadzé s'avère d'abord une grande déception. Malgré que la politique soviétique devenait de plus en plus favorable à la réunification allemande, le discours de Chevardnadzé venait confirmer, dans l'esprit des Américains et des Allemands de l'Ouest, le sentiment que l'URSS voulait ralentir le processus le plus possible<sup>234</sup>. L'offre de Chevardnadzé a donc créé une controverse au sein du partenariat américano-ouest-allemand. Alors que les Occidentaux affirment que découpler les aspects intérieurs des aspects extérieurs était inacceptable et allait à l'encontre de la souveraineté d'une Allemagne unie, but principal des négociations « 2+4 », les mémoires de Teltschik et de Hutchings accusent Genscher d'avoir été prêt à accepter l'offre de Chevardnadzé. Teltschik fait part d'un article du *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (FAZ), dans lequel Genscher « se réjouissait de la disposition de Moscou à vouloir séparer les aspects internes des aspects externes de la réunification »<sup>235</sup>.

Elbe et Kiessler, collaborateurs au ministère des Affaires étrangères ouest-allemand, élaborent une réponse aux attaques de Teltschik en maintenant que Genscher avait tenté d'être le plus conciliant possible avec Moscou. Selon eux, « Genscher, – who was, after all, hosting the meet of the foreign ministers – intend anything more than a cautious treatment of Shevardnadze's proposal. Certainly he did not intend to endorse it [proposition de découpler les aspects internes des aspects externes]. His concern was to ensure that one should not suspect a

<sup>232</sup> Chevardnadzé, *L'avenir s'écrit...*, p. 254.

<sup>233</sup> *Ibid.*

<sup>234</sup> Genscher, *Rebuilding a House...*, p. 383; Bush & Scowcroft, *A World...*, p. 269.

<sup>235</sup> Teltschik, *329 Tage...*, p. 226.

trick up the sleeve of every Soviet offer »<sup>236</sup>. Selon eux, l'article dans le FAZ constituait une interprétation erronée du discours de Genscher<sup>237</sup>.

La description de la première rencontre « 2+4 » dans les mémoires fait ressortir plusieurs points intéressants. Tout d'abord, il est clair que Moscou tenait toujours un discours différent des Occidentaux, et malgré son acceptation de l'inévitabilité de la réunification, elle semblait s'accrocher à l'idée d'une Allemagne neutre. Néanmoins, la contradiction à l'intérieur des mémoires occidentaux au sujet de la proposition de Chevardnadzé laisse voir que des craintes subsistaient à Washington quant à une politique en faveur des Soviétiques. Zelikow et Rice affirment que Washington et Londres étaient inquiets que Genscher ait été séduit par l'initiative de Moscou<sup>238</sup>. Cet incident montre en même temps le manque de cohésion à l'intérieur de la coalition CDU/FDP. Bien que Kohl n'accuse pas directement Genscher d'avoir accepté la proposition soviétique, se contentant d'avoir avisé ce dernier qu'il « n'y avait pas à réfléchir : la proposition de Chevardnadzé était inacceptable pour le gouvernement fédéral », les propos de Teltschik, ainsi que la longue réplique de Elbe et Kiessler témoignent d'un certain malaise au sein de la coalition<sup>239</sup>. Les mémoires permettent à nouveau de bien saisir l'importance que les enjeux externes, principalement en rapport aux alliances militaires, occupaient dans les négociations en vue de l'unité allemande.

### *Washington se tourne vers Moscou*

La première ronde de négociations, qui n'a pas marqué de véritable progrès, a été suivie de deux rencontres entre les diplomates de Washington et Moscou. Le 15 mai 1990, Baker s'est rendu à Moscou afin de présenter ses « neuf assurances » à Gorbatchev en vue de la réalisation de l'unité allemande. Parmi les points les plus importants, Baker promettait la poursuite des négociations sur le désarmement conventionnel et nucléaire en Europe, l'absence de troupes de l'OTAN en RDA, et le remaniement des stratégies militaires de l'OTAN. Deux semaines plus tard, le 31 mai, Gorbatchev arrivait à Washington pour un sommet de trois jours au cours duquel les dirigeants américains espéraient donner un nouvel élan aux relations américano-soviétiques. La rencontre s'est finalement conclue avec plusieurs ententes, notamment sur le

<sup>236</sup> Frank et Elbe, *A Round Table...*, p. 121.

<sup>237</sup> *Ibid.*, p. 123.

<sup>238</sup> Zelikow et Rice, *Germany Unified...*, p. 251.

<sup>239</sup> Kohl, *Je voulais...*, p. 308.

désarmement chimique et nucléaire et sur le commerce entre les deux pays. La question de la réunification allemande a aussi été soulevée pendant les négociations<sup>240</sup>.

Les mémoires américains soutiennent que malgré le refus de leur gouvernement d'accorder un soutien financier à l'Union soviétique, en raison principalement de l'appui de Moscou à Cuba, il souhaitait rassurer les Soviétiques de ses bonnes intentions diplomatiques pour faire avancer le processus de réunification. Même avant la rencontre ministérielle du 5 mai, les États-Unis estimaient qu'une réforme de l'OTAN pouvait faire avancer le processus. Lui donner un rôle davantage politique que militaire, en plus de démystifier sa rivalité avec le Pacte de Varsovie, aurait été un bon moyen de dénouer le « non » de Moscou. À la fin avril, Bush croyait qu'il fallait déployer « a wide-ranging NATO strategy review for the transformed Europe of the 1990s »<sup>241</sup>. Les mémoires de Baker abondent dans le même sens. Selon lui, son voyage à Moscou, le 15 mai 1990, avait pour but de rassurer le chef soviétique sur les intentions américaines. Après l'avertissement de Gorbatchev que « there are others who say the Soviet Union is conceding everything unilaterally », faisant référence à la résistance de certains membres du Kremlin à accepter l'adhésion de l'Allemagne à l'OTAN, Baker lui a présenté ses neuf assurances<sup>242</sup>. « Gorbatchev took copious notes as I went through the list and made clear he approved of it very much »<sup>243</sup>. Les neuf assurances démontrent bien l'initiative américaine d'intégrer Moscou dans le processus d'unification allemande.

Dans ses mémoires, Gorbatchev résume également sa discussion avec Baker lors de sa visite à Moscou. Selon lui, il ne faisait pas de doute que si on lui donnait le choix, Kohl se prononcerait en faveur de l'entrée de l'Allemagne à l'OTAN<sup>244</sup>. Il enchaîne même en disant qu'il favorisait une telle éventualité : « J'étais convaincu que la guerre froide tirait à sa fin et que l'Ouest ne représentait plus un danger militaire pour notre pays »<sup>245</sup>. La seule raison pour laquelle il a décidé de repousser à plus tard son accord au sujet des alliances était « bien entendu les circonstances psychologiques, en particulier la perception de l'OTAN du peuple soviétique »<sup>246</sup>. Pour la première fois, contrairement à ce que Chevardnadzé avait maintenu lors de la rencontre à Bonn quelques jours auparavant en affirmant que l'OTAN représentait toujours une menace militaire au Pacte de Varsovie, Gorbatchev estime qu'il était préférable

<sup>240</sup> *Keesing's Record...*, vol. 36, n. 6, 1990, p. 37 518.

<sup>241</sup> Bush et Scowcroft, *A World...*, p. 268.

<sup>242</sup> Pour la liste complète, voir Zelikow et Rice, *Germany Unified...*, p. 263.

<sup>243</sup> Baker, *The Politics...*, p. 251.

<sup>244</sup> Gorbatschow, *Wie es war...*, p. 130.

<sup>245</sup> *Ibid.*

<sup>246</sup> *Ibid.*, p. 131.

pour l'URSS que l'Allemagne unie appartienne à l'OTAN. Il savait qu'il était peu probable que l'Allemagne ne désire adhérer au Pacte de Varsovie. L'URSS retardait donc son acceptation de la proposition occidentale afin de donner plus de temps à la population soviétique de se faire à l'idée de la perte de la RDA, devenant ainsi l'excuse principale de Moscou. Il est donc difficile d'affirmer avec certitude que ce sont les neuf assurances de Baker qui ont influencé le Secrétaire général soviétique. En rétrospective, il est possible que Gorbatchev voulait d'abord camoufler sa perte de contrôle sur les événements en RDA, tout comme sur la scène diplomatique internationale, en affirmant qu'il souhaitait aussi voir l'Allemagne unie appartenir à l'OTAN.

Les mémoires traitent ensuite du sommet américano-soviétique de Washington, qui s'est déroulé du 31 mai jusqu'au 3 juin 1990. Selon les Américains, ce sommet a marqué un point tournant dans la politique soviétique à propos de la réunification allemande. C'est là que l'URSS aurait formellement accepté, pour la première fois, la pleine appartenance d'une Allemagne unie au sein de l'OTAN. Bush décrit ses négociations avec Gorbatchev : « I reminded Gorbatchev that the Helsinki Final Act stated that all countries had the right to choose their alliance. To me, that meant that Germany should be able to decide for itself what it wanted »<sup>247</sup>. À la surprise de Bush, Gorbatchev était d'accord. Cette formule était importante aux yeux de Gorbatchev puisque l'Allemagne pouvait aussi décider d'être neutre, ou même d'appartenir au Pacte de Varsovie. Bush cite Gorbatchev : « I agree to say publicly, that the United States and the USSR are in favor of seeing a united Germany, with a final settlement leaving it up to where a united Germany can choose »<sup>248</sup>. Bush nuance toutefois son propos. Immédiatement après avoir obtenu l'accord de Gorbatchev, Valentin Falin se serait empressé d'interpeller son chef pour lui glisser quelques mots à l'oreille. « It was an unbelievable scene, the likes of which none of us had ever seen before – virtually open rebellion against a Soviet leader [...] »<sup>249</sup>. Visiblement affecté, Gorbatchev a laissé la parole à Falin qui s'est empressé d'expliquer « why Germany in NATO was unacceptable to the Soviet people »<sup>250</sup>. Malgré cette description ambiguë, les mémoires américains maintiennent que Moscou avait donné son accord à une Allemagne unie dans l'OTAN. Gorbatchev « never voiced opposition to the idea again »<sup>251</sup>.

<sup>247</sup> Bush et Scowcroft, *A World...*, p. 282.

<sup>248</sup> *Ibid.*

<sup>249</sup> *Ibid.*, p. 283.

<sup>250</sup> *Ibid.*

<sup>251</sup> *Ibid.*, p. 289.

Les mémoires de Gorbatchev sont tout aussi difficiles à suivre. Le Secrétaire général soviétique aborde la rencontre comme s'il avait tout bonnement accepté l'entrée de l'Allemagne à l'OTAN, sans que ce soit une perte pour l'URSS. Il mentionne d'abord que Bush n'avait pas vraiment de nouvel argument à lui présenter autre que « chaque pays signataire du Traité final d'Helsinki avait le droit de décider à quelle alliance il souhaitait appartenir, ou même d'opter pour la neutralité »<sup>252</sup>. À l'entendre, il allait de soi que l'URSS allait respecter les accords d'Helsinki selon lesquels l'Allemagne avait le droit de choisir son alliance. Il conclut en disant que Bush et lui sont arrivés à un « compromis ». Or, comme nous l'avons démontré ci-dessus, lors de la description du passage de Baker à Moscou, Gorbatchev s'était dit conscient que l'Allemagne allait choisir l'OTAN, et non la neutralité. Il ne s'agit pas là d'un « compromis », mais bien d'une concession majeure de la part de Moscou. L'interprétation de Gorbatchev est irrégulière, puisqu'il omet de faire part de ses propos au sujet de la visite de Baker à Moscou. Qui plus est, Gorbatchev ne discute aucunement de la réaction de Falin, sans doute pour minimiser les événements à Washington. Il cherche de toute évidence à déguiser la perte que l'URSS se verrait bientôt infligée, soit le passage de la RDA à l'OTAN.

L'analyse des mémoires de Falin apporte aussi un nouvel éclairage aux événements de Washington. Ce dernier nie les allégations américaines voulant que l'acceptation de Gorbatchev au droit à l'autodétermination de l'Allemagne ait créé une dispute entre lui et son chef, Gorbatchev. Ses écrits mettent toutefois en évidence les divergences d'opinions au sein du gouvernement soviétique. Comme il l'avait fait au sujet de la rencontre d'Ottawa en février, Falin accuse Chevardnadzé d'avoir été trop indulgent à l'endroit des Américains. Ce dernier aurait conduit Gorbatchev à accepter l'appartenance à l'OTAN, entre autres en transmettant des informations erronées à Gorbatchev. Falin : « Nous [Gorbatchev et Falin] avions tous deux raison en disant que nous n'aurions pas dû écouter Edouard [Chevardnadzé]. Il est difficile de calculer qu'est-ce que ça [la position américaine] représentait concrètement, mais les Américains auraient été prêts à explorer d'autres variantes au sujet de l'appartenance de l'Allemagne à l'OTAN »<sup>253</sup>. Voilà pourquoi Falin s'est vu obligé d'interrompre le discours de Gorbatchev. Il croyait pouvoir obtenir davantage de concessions de la part des Américains. En plus de dénigrer ouvertement Chevardnadzé, Falin contredit Gorbatchev qui affirmait avoir été parfaitement au courant des enjeux lors de la discussion à Washington.

---

<sup>252</sup> Gorbatschow, *Wie es war...*, p. 136.

<sup>253</sup> Falin, *Erinnerungen...*, p. 493.

Malgré le fait que certaines études historiques soutiennent une conclusion divergente, il est clair selon l'analyse globale des mémoires, que Moscou n'était pas prête à concéder l'Allemagne unie à l'OTAN lors du sommet de Washington<sup>254</sup>. Même si Gorbatchev l'avait momentanément acceptée, les mémoires montreront que cette question est demeurée le principal point d'achoppement à une entente à la réunification lors des mois qui ont suivi. Le sommet de Washington, contrairement aux propos de Hutchings et Baker, ne représentait pas une véritable percée diplomatique dans le processus de réunification<sup>255</sup>. Les témoignages entourant les rencontres entre Washington et Moscou du mois de mai 1990 expliquent cependant de manière éloquentes les développements entre les deux pays pendant que se déroulaient les négociations au sujet de l'unité allemande. Les neuf assurances de Baker ont certainement constitué une initiative marquante pour Washington. Malgré que les diplomates soviétiques n'en discutent pas, leur politique a tranquillement commencé à changer quelques semaines seulement après le voyage de Baker à Moscou. Quant aux mémoires soviétiques, leurs interprétations sont douteuses, voire contradictoires. Après avoir indiqué clairement à Chevardnadzé de garder le cap sur la neutralité de l'Allemagne à Bonn le 5 mai, Gorbatchev prétend que le tout n'était qu'une tactique pour donner du temps à l'opinion publique soviétique de s'acclimater aux changements, puisqu'il croyait que l'Allemagne opterait pour l'OTAN. Or, à Washington, il a affirmé avoir soutiré un compromis aux Américains, alors que selon les accords d'Helsinki, l'Allemagne serait désormais libre de choisir son alliance. Gorbatchev semble tenter de camoufler des politiques contradictoires. La lecture des mémoires de Falin confirme à nouveau qu'il existait des opinions mixtes au Kremlin.

### *Au tour de Bonn de courtiser Moscou*

Durant le mois de juin 1990, Genscher a rencontré Chevardnadzé à plusieurs reprises avec pour but de faire progresser le processus de réunification<sup>256</sup>. Les ministres des Affaires étrangères ouest-allemand et soviétique se sont rencontrés à Turnberry le 8 juin 1990, pour un sommet des ministres de l'OTAN, à Brest le 11 juin, lors d'une rencontre bilatérale, à Copenhague le 15 juin, pour une rencontre de la CSCE, et à Münster le 18 juin, à nouveau en

<sup>254</sup> Rödder, « Staatskunst statt... », p. 225 ; Adomeit, « Gorbatchev, German... », p. 221. Néanmoins, la majorité des ouvrages sur le sujet soutiennent l'idée que Moscou n'avait pas encore accepté l'unification à pareille date. Voir Rafael Biermann, *Zwischen Kreml und Kanzleramt: wie Moskau mit der deutschen Einheit rang*, Paderborn, F. Schöningh, 1997, p. 606-611; Winkler, *Der lange Weg...*, p. 581; Michael R. Beschloss, *At the Highest Levels: the Inside Story of the End of the Cold War*, Boston, Brown, 1993, p. 220.

<sup>255</sup> Hutchings, *American Diplomacy...*, p. 133; Baker, *The Politics...*, p. 253.

<sup>256</sup> Genscher, *Rebuilding a House...*, p. 397.

vue de négociations bilatérales. Ils ont entre autres abordé les questions du futur statut militaire de l'Allemagne unie, du nombre de troupes allemandes après l'unification, de la période de transition avant le retrait des troupes soviétiques et, enfin, de la date d'échéance au mécanisme « 2+4 ». Genscher estime que les discussions ont toutes permis de faire avancer le processus, notamment à Brest, où Chevardnadzé lui avait confirmé pour la première fois qu'il considérait « our NATO membership [de l'Allemagne unie] to be a distinct possibility, provided that a new relationship between the two alliances could be brought about »<sup>257</sup>. La déclaration de Turnberry, visant à transformer l'OTAN en une alliance plus politique que militaire, tel que proposé par Baker à Gorbatchev en mai 1990, aurait aussi influencé l'opinion de Chevardnadzé. Le ministre ouest-allemand croit que son homologue soviétique était de plus en plus réceptif à l'idée d'une Allemagne dans l'OTAN.

L'importance des rencontres entre les ministres des Affaires étrangères ouest-allemand et soviétique au mois de juin est toutefois exagérée dans les mémoires de Genscher. Comme le mentionne Baker, Copenhague et Turnberry ont été un pas en avant pour le processus de réunification, mais la deuxième rencontre « 2+4 » à Berlin – lors de laquelle Chevardnadzé s'est à nouveau prononcé en faveur d'un délais pour régler les aspects extérieurs de l'unité allemande – a été deux pas en arrière<sup>258</sup>. Certes les rencontres du mois de juin ont jeté plusieurs bases très importantes aux processus de réunification, en identifiant précisément les conflits à adresser, mais on ne peut cependant les décrire comme des percées diplomatiques. Tout comme l'acceptation du droit à l'autodétermination des Allemands en février 1990, le « oui » à l'appartenance à l'OTAN allait se décider aux plus hauts niveaux entre Kohl et Gorbatchev.

### *Une deuxième ronde de négociation à Berlin-Est*

Le 22 juin 1990, les ministres se sont réunis à Berlin-Est pour une deuxième ronde de négociations. La rencontre, tout comme celle tenue en mai, a été caractérisée par le refus soviétique d'accepter l'adhésion d'une Allemagne unie dans l'OTAN. En fait, Chevardnadzé proposait que les droits des quatre puissances occupantes soient prolongés pour une durée de cinq ans, privant ainsi l'Allemagne de sa pleine souveraineté. Seulement après cette période de transition pourrait-elle conclure ses propres accords internationaux et décider de son alliance

---

<sup>257</sup> *Ibid.*, p. 402.

<sup>258</sup> Baker, *The Politics...*, p. 254.

militaire. Jusque là, la RFA et la RDA continueraient d'appartenir à leurs alliances respectives<sup>259</sup>.

Baker indique clairement sa déception en rapport au discours de Chevardnadzé :

My optimism was cut short almost as soon as we arrived at the Niederschoenhausen Palace in the Pankow district of East Berlin for that day's Two-plus-Four session [...] Shevardnadze made a lengthy and detailed intervention that basically undercut the progress we had made in the previous month. The Soviet proposal called for retention of Four Power rights after unification; a five-year transition period in which the united Germany would remain essentially split between NATO and the Warsaw Pact; ceilings on the Bundeswehr, both quantitatively and qualitatively; and a host of other restrictions<sup>260</sup>.

Genscher semble, quant à lui, très surpris par le discours :

While my mind was still focused on these happy dynamics, [développements des dernières rencontres en juin avec Chevardnadzé] an astonishing setback suddenly seemed to be overshadowing the beginning of the conference [...] Shevardnadze presented a proposal for a treaty on a unified Germany's position under international law that took no account of what had been discussed and, in part, what had already been decided upon in our bilateral meetings and at American-Soviet talks<sup>261</sup>.

Baker et Genscher ne s'attendaient guère à ce que Chevardnadzé maintienne une position si divergente de la leur. Les rencontres du mois de juin avaient laissé présager un certain progrès, notamment au sujet du droit de l'Allemagne unie de négocier son nombre de troupes, ou même, dans l'éventualité d'une modification du rôle des alliances militaires, à adhérer à l'alliance de son choix<sup>262</sup>. La volte-face de Moscou à Berlin-Est représentait un important recul dans le processus de réunification.

Malgré tout, Baker et Genscher sont toutefois plus optimistes en abordant les rencontres privées avec Chevardnadzé. Baker rapporte les paroles du ministre soviétique : « Let me tell you frankly that in working on this draft document, we were guided by our domestic situation [...] The mood in the country is not shaping up in our favor »<sup>263</sup>. À l'instar de Gorbatchev, Chevardnadzé aurait affirmé que sa réaction avait pour but d'apaiser l'opinion publique soviétique, qui n'était pas prête à perdre la RDA. Toujours selon Baker, il aurait toutefois ajouté que l'URSS exigeait des changements concrets au sein de l'OTAN avant d'accepter l'adhésion de l'Allemagne à cette alliance: « we need to be able to tell our people that we face no threat –

<sup>259</sup> *Keesing's Record...*, vol. 36, n. 6, p. 37 535.

<sup>260</sup> Baker, *The Politics...*, p. 256.

<sup>261</sup> Genscher, *Rebuilding a House...*, p. 416.

<sup>262</sup> *Ibid.*, p. 402; Baker, *The Politics...*, p. 255.

<sup>263</sup> Baker, *The Politics...*, p. 256.

not from Germany, not from the U.S., not from NATO »<sup>264</sup>. Genscher reprend là où Baker a laissé le sujet en affirmant que Chevardnadzé était toujours prêt à chercher un compromis, et que le prochain sommet de l'OTAN à Londres était d'une importance capitale. « The Soviet proposal, he [Chevardnadzé] stated, was not the last word »<sup>265</sup>.

Dans ses mémoires, Chevardnadzé minimise considérablement la teneur de son discours à Berlin-Est. Il se contente de mentionner que quatre points principaux ont été abordés durant la rencontre : les frontières européennes, l'accord impliquant que l'Allemagne s'engageait à ne plus provoquer de guerres, la démilitarisation de l'Allemagne à un niveau plus acceptable, et finalement une période de transition de cinq ans durant laquelle les quatre puissances conserveraient leurs droits d'occupation, maintenant l'Allemagne divisée entre les deux alliances militaires<sup>266</sup>. Ce dernier thème était le véritable point d'achoppement des négociations, mais Chevardnadzé se garde d'élaborer sur la déception des Alliés. Il termine même en affirmant que « nos partenaires au sein des « six » soutinrent un grand nombre de ces dispositions »<sup>267</sup>. Néanmoins, le ministre soviétique accorde une grande importance au prochain sommet de l'OTAN, duquel on attendait, après les promesses de modernisation pour une association plus politique à Turnberry, des changements significatifs dans la perception mutuelle des alliances<sup>268</sup>. Chevardnadzé espérait obtenir une déclaration qui pourrait légitimer, face au peuple soviétique, l'appartenance d'une Allemagne unie à l'OTAN.

Les différentes interprétations de la deuxième rencontre « 2+4 » montrent encore une fois la résistance soviétique à entériner l'entrée d'une Allemagne unie dans l'Alliance atlantique. Les ministres des Affaires étrangères occidentaux, malgré leur optimisme antérieur, n'avaient pas réussi à convaincre Chevardnadzé lors de leurs nombreuses rencontres. Moscou continuait de justifier son rejet à cause de la situation interne instable et de la réticence de l'opinion publique à se départir de la RDA. C'est en fait le même discours que Gorbatchev avait tenu pour expliquer sa réaction aux propositions de Baker lors de son passage à Moscou en mai. Dans les mémoires de Chevardnadzé, qui émanent une certaine réjouissance en rapport aux événements, la désillusion est perceptible quant à l'implication de l'Union soviétique dans le processus de réunification. Si on considère la révolution allemande, la désintégration politique et économique de la RDA, ajoutées à l'isolement presque complet de l'URSS dans le

---

<sup>264</sup> *Ibid.*

<sup>265</sup> Genscher, *Rebuilding a House...*, p. 418.

<sup>266</sup> Chevardnadzé, *L'avenir s'écrit...*, p. 256.

<sup>267</sup> *Ibid.*, p. 257.

<sup>268</sup> *Ibid.*, p. 256.

mécanisme de négociation, les dirigeants soviétiques avaient très peu de raisons de se réjouir. En effet, plusieurs recherches démontrent que l'URSS avait perdu le contrôle sur le processus de réunification<sup>269</sup>.

### *Conférence de l'OTAN à Londres*

Les 5 et 6 juillet 1990, les 16 pays membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord se sont rencontrés à Londres. Faisant suite à la rencontre de Turnberry, où les ministres des Affaires étrangères avaient proposé « une main amicale et coopérative » au Pacte de Varsovie afin d'orienter les changements en Europe, la déclaration de Londres continuait dans la même ligne. Les Alliés y ont confirmé la « fin de la guerre froide », répétant à nouveau leur geste auprès du Pacte de Varsovie, qu'ils ne percevaient plus comme un ennemi militaire. L'OTAN s'engageait à utiliser les armes nucléaires seulement en tant que dernier recours, en plus de poursuivre les négociations pour réduire les forces conventionnelles en Europe. Bien que l'OTAN se devait de continuer à protéger militairement ses membres, elle pratiquerait dorénavant un rôle plus politique, renforçant du même coup la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe<sup>270</sup>.

Les mémoires occidentaux créditent l'initiative de Londres au gouvernement américain. Bush et Scowcroft discutent de leur travail précédant le sommet, affirmant qu'ils voulaient adresser les inquiétudes soviétiques, exprimées lors de la première rencontre à Bonn, relatives à l'opinion publique en URSS. Scowcroft : « I took this very seriously. If we did not make bold moves at the summit to modify the alliance, we would fail to pass the public test the Soviets said was so crucial. We could not settle for rhetoric in place of solid substance »<sup>271</sup>. Après la rencontre de Bonn, Bush avait désigné un petit groupe à l'intérieur du NSC pour élaborer une proposition quant à une évolution du rôle de l'OTAN, à être envoyée aux autres membres de l'Alliance avant la tenue du sommet le 5 juillet. La déclaration américaine proposait de réformer l'OTAN dans quatre domaines : une plus grande coopération avec le Pacte de Varsovie, une poursuite des négociations CFE, une utilisation des armes nucléaires seulement comme dernier recours, et finalement, un renforcement du processus de la CSCE<sup>272</sup>.

<sup>269</sup> Von Plato, *Die Vereinigung...*; Zelikow et Rice, *Germany Unified...*

<sup>270</sup> *Keesing's Record...*, vol. 36, n. 7, 1990, p. 37 599.

<sup>271</sup> Bush et Scowcroft, *A World...*, p. 292.

<sup>272</sup> *Ibid.*, p. 293.

À Londres, la déclaration a essentiellement été celle mise sur pied par les Américains. Bush et Scowcroft déclarent qu'elle a contribué à modifier l'opinion de Moscou en rapport au processus de réunification.

The NATO declaration and my personal message to Gorbachev [un message que Bush avait envoyé à Gorbachev lors de son vol pour Londres, lui décrivant les transformations qu'il avait proposées aux membres de l'OTAN] set the stage for what proved to be the final phase of the negotiations over German reunification. It offered the Soviets firm evidence of the West's genuine desire to change NATO. Our offer was on the table<sup>273</sup>.

Du côté allemand, les mémoires soulignent également le travail des Américains. Kohl rappelle le discours de Bush lors du sommet de Londres :

Il [Bush] voyait quatre innovations à apporter à l'Alliance pour l'avenir : comme missions politiques, coopérer avec l'Est et travailler à une nouvelle Europe dans le cadre de la CSCE et, comme missions militaires, modifier les structures des forces armées conventionnelles et développer une nouvelle stratégie, en particulier en matière d'armement nucléaire [...] Il fallait faire comprendre à Moscou que les Soviétiques avaient également intérêt à ce que l'Allemagne unifiée appartienne à l'OTAN<sup>274</sup>.

Teltschik reconnaît aussi l'initiative américaine en affirmant que « l'on ne pourrait surestimer le résultat de la conférence de l'OTAN »<sup>275</sup>. Selon lui, l'invitation lancée par Moscou au Secrétaire général de l'OTAN confirmait la satisfaction des Soviétiques envers la déclaration. « L'invitation de [...] Wörner est importante et indique que la direction soviétique a bien compris le message »<sup>276</sup>.

Les mémoires de Moscou confirment sans hésitation les dires de Teltschik. Chevardnadzé les réitère d'ailleurs lors d'une interview au Caucase qu'il cite lui-même. Lorsqu'on lui pose la question pourquoi il avait brusquement décidé d'accepter la réunification allemande selon l'article 23, sous la juridiction de l'OTAN, Chevardnadzé répond que « [l]a déclaration faite par l'OTAN et l'affirmation que celle-ci ne nous considéra plus comme un ennemi constituent une sérieuse mesure de confiance, qui revêt la dimension garantie »<sup>277</sup>. À Londres, l'URSS avait reçu les assurances nécessaires pour accepter l'adhésion de l'Allemagne à l'OTAN.

L'interprétation des événements au sommet de Londres est donc la même autant du côté occidental que soviétique. Tous s'entendent pour accorder la responsabilité d'avoir réformé l'OTAN aux États-Unis. Après le discours en dix points de Kohl au Bundestag en novembre

<sup>273</sup> *Ibid.*, p. 295.

<sup>274</sup> Kohl, *Je voulais...*, p. 343.

<sup>275</sup> Teltschik, *329 Tage...*, p. 303.

<sup>276</sup> *Ibid.*

<sup>277</sup> Chevardnadzé, *L'avenir s'écrit...*, p. 265.

1989, Bush était aussi parvenu à rallier les pays membres de l'OTAN derrière le chancelier, supportant le processus de réunification. L'expression *Leading the Alliance* a à nouveau pris toute son importance au début juillet 1990.

### *La clef de voûte se trouve au Caucase*

Les 15 et 16 juillet 1990, Kohl, Genscher, ainsi qu'une délégation de collaborateurs et journalistes, se sont rendus en URSS pour des négociations officielles avec le chef d'État soviétique. Après une première journée de discussion à Moscou, les rencontres se sont poursuivies au Caucase où plusieurs ententes très importantes en rapport au processus de réunification allemande ont été conclues. En conférence de presse, Gorbatchev a officiellement indiqué que l'Allemagne serait pleinement souveraine lors de sa réunification, sur tous les aspects, acceptant ainsi l'adhésion de cette dernière à l'alliance de son choix, l'OTAN. Les clauses spécifiques de l'entente abordaient entre autres la question des installations militaires de l'OTAN qui ne pourraient s'étendre sur l'ancien territoire de la RDA qu'après une période de transition de trois à quatre ans. Cette période laissait le temps aux troupes soviétiques de se retirer complètement avec le soutien financier de l'Allemagne. Le nombre de troupes allemandes ne pourrait ensuite dépasser les 370 000 soldats, et l'Allemagne unie s'engageait à renoncer à la possession d'armes nucléaires, chimiques et bactériologiques<sup>278</sup>.

Dans l'ensemble, les mémoires identifient les accords germano-soviétiques conclus au Caucase comme l'ultime percée diplomatique menant aux accords internationaux sur la réunification allemande. Évidemment, les mémoires allemands, principalement ceux de la chancellerie, accordent une importance toute spéciale à l'accomplissement diplomatique de leurs protagonistes. Selon Kohl, le voyage a marqué l'aboutissement d'accords bilatéraux qu'il avait espéré conclure depuis avril 1990. Depuis le début de la crise lithuanienne<sup>279</sup>, Kohl voulait offrir l'appui nécessaire à Gorbatchev pour la poursuite de la *perestroïka*, ce qui favorisait le processus de réunification. Conscient du refus américain d'apporter un soutien financier à l'URSS, Kohl faisait la promotion d'un « Grand Traité » avec l'URSS, visant l'amélioration de tous les aspects des relations germano-soviétiques, principalement économiques et militaires. Il croyait en effet que le soutien financier des Occidentaux pouvait influencer Moscou, qui vivait

<sup>278</sup> *Keesing's Record...*, vol. 36, n. 8, 1990, p. 37 659.

<sup>279</sup> Au mois de mars 1990, le Soviet suprême lituanien avait unilatéralement déclaré son indépendance à l'Union soviétique, causant des vagues indépendantistes dans les autres États baltes, ce qui n'a jamais été reconnu par Moscou.

une crise économique grave, à accepter plus facilement les termes occidentaux de la réunification allemande. Kohl explique qu'une importante partie des rencontres au Caucase était étroitement liée à l'élaboration d'une nouvelle coopération germano-soviétique<sup>280</sup>.

Kohl met ensuite l'accent sur l'importance de la diplomatie ouest-allemande menée lors du voyage en URSS. Avec Genscher, il est parvenu à convaincre Gorbatchev au sujet de l'adhésion de l'Allemagne à l'OTAN, lui promettant, entre autres, que le tout serait accompagné d'un traité bilatéral assurant une période de transition pour le retrait des troupes soviétique de la RDA :

La discussion se poursuivit encore un certain temps, jusqu'à ce que, peu à peu, Gorbatchev cède à la question de savoir si les articles 5 et 6 du Traité de l'OTAN<sup>281</sup> seraient également applicables à l'Est de l'Allemagne. Finalement, il accepta qu'après le retrait des forces armées soviétiques, les troupes allemandes placées sous le commandement de l'OTAN puissent également être stationnées sur le territoire de la RDA. Nous étions ainsi parvenus au but sur cette question décisive. Nous avons arraché à Mikhaïl Gorbatchev l'appartenance totale et inconditionnelle de l'Allemagne unie à l'OTAN<sup>282</sup>.

Kohl identifie son voyage en URSS comme le *Tournant du Caucase*<sup>283</sup>, qui mettait fin aux principaux litiges entourant l'unité allemande.

Parmi les mémoires allemands, seuls ceux de Elbe et Kiessler émettent des réserves face aux propos du chancelier. Alors que ce dernier prétend qu'aucun accord n'était près d'être conclu à son arrivée en URSS, Elbe et Kiessler affirment que le dénouement des négociations était prévisible puisque le tout avait été réglé lors des rencontres entre les ministres des Affaires étrangères au mois de juin :

In retrospect however, there can be no doubt that the most important outcome of the negotiations had already been settled when the chancellor and his delegation, 'in good humour and in good spirit' (Teltschik), packed their bags and headed for the Caucasus from Moscow. The spade work had, after all, been done, especially in the frequent bilateral contacts between Moscow and Bonn<sup>284</sup>.

Or, les rencontres bilatérales entre Genscher et Chevardnadzé n'avaient mené à aucune entente formelle, tel que mentionné précédemment. Même si les ministres ont jeté les bases des ententes du Caucase, la réunification allemande a été conclue aux plus hauts niveaux, entre les chefs

<sup>280</sup> Kohl, *Je voulais...*, p. 362.

<sup>281</sup> L'article 5 prévoit qu'en cas d'une attaque armée contre l'un des États signataires du Traité Atlantique, les autres pays membres se considèrent également attaqués, et sont donc en droit de répliquer à la menace par la force. L'article 6 définit ce qu'il convient d'entendre par attaque armée.

<sup>282</sup> Kohl, *Je voulais...*, p. 363.

<sup>283</sup> Titre du quinzième chapitre dans Kohl, *Je voulais...*, p. 351.

<sup>284</sup> Elbe et Kiessler, *A Round Table...*, p. 164.

d'États. Genscher, dans ses mémoires, ne mentionne pas la remarque de ses collaborateurs. Au contraire, il laisse entendre une bonne coopération entre lui et le chancelier pour obtenir l'accord de Gorbatchev.

Du côté américain, après avoir mis l'accent sur l'importance de la déclaration de Londres, les hommes politiques se réjouissent de la « percée diplomatique » du Caucase<sup>285</sup>. Ils s'empressent de rejeter les allégations voulant que les États-Unis et les Alliés s'étaient sentis à l'écart, les accords finaux ayant été conclus sans leur approbation. Scowcroft : « We were surprised and pleased at the swift change in the Soviet positions [...] Some journalists termed the German-soviet agreement 'Stravrapallo,' implying that, like the Rapallo Treaty of 1922, when the two outcast states had struck a bargain to cooperate, it was another bilateral deal struck over the heads of other powers. I disagree »<sup>286</sup>. Bien qu'il existait une nouvelle coopération entre Bonn et Moscou, Scowcroft était confiant que Kohl demeurait bien ancré à l'Ouest.

Gorbatchev reconnaît également l'importance des accords du Caucase. Selon lui, le voyage du chancelier en URSS à la mi-juillet a été « le moment *décisif* du processus de réunification »<sup>287</sup>. Ayant réglé les questions mineures la journée précédente, Gorbatchev indique qu'on pouvait maintenant se concentrer sur le véritable problème, l'appartenance à l'OTAN de l'Allemagne réunifiée. Il décrit l'atmosphère joyeuse lors de la conférence de presse, durant laquelle il a mis l'accent sur la nouvelle coopération entre les deux pays. Selon Gorbatchev, les accords du Caucase avaient été négociés d'abord et avant tout selon les intérêts du peuple soviétique<sup>288</sup>.

Après avoir décrit plusieurs formules quant au statut militaire de l'Allemagne, les deux chefs d'États en sont venus à une entente. Gorbatchev cite le chancelier :

La pleine souveraineté de l'Allemagne veut dire qu'après le retrait des troupes soviétiques de l'ancienne RDA, il sera possible d'y positionner des troupes allemandes, *auxquelles ne pourront toutefois appartenir des armes nucléaires. Il sera également interdit de positionner des troupes étrangères sur l'ancien territoire de la RDA*<sup>289</sup>.

Selon cette formule finale, aucune force externe, exceptées les troupes allemandes, n'aurait le droit d'être postée en RDA même après le retrait des troupes soviétiques. En réalité, comme mentionné dans le traité « 2+4 », les troupes américaines, ou en provenance d'autres pays, sous

<sup>285</sup> Hutchings, *American Diplomacy...*, p. 138; Bush et Scowcroft, *A World...*, p. 296.

<sup>286</sup> Bush et Scowcroft, *A World...*, p. 297.

<sup>287</sup> Gorbatchev, *Wie es war...*, p. 140.

<sup>288</sup> *Ibid.*, p. 150.

<sup>289</sup> *Ibid.*, p. 147.

la supervision de l'OTAN, pouvaient être postées en RDA, dès le départ des Soviétiques<sup>290</sup>. Il est possible que Gorbatchev ait manipulé le texte lors de la publication de ses mémoires, expliquant pourquoi cette différence d'interprétation n'est pas soulevée dans les autres comptes rendus. Il n'existe d'ailleurs aucune différence entre la formule du Caucase et celle incluse à l'intérieur du Traité 2+4 dans l'historiographie.

Il ne fait aucun doute que le voyage de Kohl en URSS à la mi-juillet a mis un terme aux principales querelles diplomatiques au sujet des aspects externes de la réunification allemande. Si on dénote encore une fois une tendance d'appropriation de la part de Kohl, faisant valoir ses talents diplomatiques, il est important de souligner qu'il a néanmoins été la personne qui est parvenue à convaincre Gorbatchev. Tout comme en février 1990, lorsque Gorbatchev a accepté la perspective d'une éventuelle réunification, c'est lors d'une rencontre avec Kohl qu'il a cédé sur le dernier point d'achoppement, l'appartenance à l'OTAN. On ne peut cependant sous-estimer le rôle des États-Unis dans les négociations. La déclaration de Londres, initiée par l'administration américaine, a favorisé les accords du Caucase. Chevardnadzé : « les changements qui étaient déjà intervenus permirent aux dirigeants des deux pays de voir sous un autre jour les problèmes délicats de la réunification de l'Allemagne et d'adopter une approche différente »<sup>291</sup>.

### *Dénouement*

Au lendemain de la visite du chancelier en URSS, le 17 juillet 1990, les ministres participants se sont rendus à Paris pour la troisième ronde des négociations « 2+4 ». Genscher et Chevardnadzé y ont expliqué les ententes conclues au Caucase qui ont été acceptées par les membres présents. Les participants se sont aussi entendus sur un traité qui se devait d'être négocié immédiatement après l'unification au sujet de la frontière germano-polonaise. L'Allemagne concédait l'intangibilité de la frontière Oder-Neisse. Les ministres se sont finalement entendus pour que la prochaine rencontre « 2+4 », qui devait se tenir à Moscou le 12 septembre 1990, soit la dernière, où les « six » signeraient le « Traité sur les aspects extérieurs de l'Allemagne »<sup>292</sup>.

---

<sup>290</sup> *Ibid.*

<sup>291</sup> Chevardnadzé, *L'avenir s'écrit...*, p. 260.

<sup>292</sup> *Keesing's Record...*, vol. 36, n. 8, 1990, p. 37 659.

Après l'invasion du Koweït par Saddam Hussein au début août 1990, les événements concernant la réunification allemande occupent une place relative dans les mémoires. Les Américains se contentent d'affirmer que l'entente sur les aspects externes a été signée le 12 septembre à Moscou, et que l'unification officielle a eu lieu le 3 octobre 1990. Après la rencontre au Caucase, seul Kohl commente un dernier événement pertinent à ce travail. Quelques jours avant la signature du traité le 12 septembre, Kohl, qui avait souvent rappelé l'importance de l'aspect financier pour Moscou, affirme que Gorbatchev avait fait volte-face en réclamant plus que les huit milliards de deutschemarks promis par la RFA pour le retrait des troupes soviétiques de la RDA. « Entre-temps, les Soviétiques avaient procédé à un nouveau chiffrage de leurs exigences qui étaient passées de seize à dix-huit milliards de deutschemarks et nous savions que trop bien que Gorbatchev était le maître du jeu »<sup>293</sup>. Kohl était conscient que l'absence de cette entente pouvait faire avorter la signature, prévue deux jours plus tard. L'unification était en jeu, et le chancelier se voyait obligé de faire une contre-proposition de onze à douze milliards de deutschemark en plus d'un crédit sans intérêt de trois milliards. Gorbatchev lui a répondu que le problème pouvait être résolu de cette façon<sup>294</sup>. Ce dernier ne mentionne en rien son intervention de dernière minute. Kohl, qui avait à plusieurs reprises mis l'importance sur une aide financière à l'URSS, notamment auprès des membres du G-7 lors du sommet de Houston, voulait sans doute démontrer que le support économique de son gouvernement à l'URSS a été un facteur décisif pour Gorbatchev<sup>295</sup>.

## Conclusion

Si le quatrième chapitre de ce travail a relevé des interprétations controversées quant au futur statut de la RDA dans les mémoires occidentaux, celui-ci montre que les Soviétiques ont aussi présenté des comptes rendus ambigus en rapport à l'appartenance de l'Allemagne à l'OTAN. Puisque Gorbatchev savait que l'Allemagne allait choisir l'Alliance atlantique, l'entente à Washington n'était pas un compromis entre les deux pays, mais bien une perte majeure pour l'URSS. Qui plus est, les Soviétiques se sont ravisés lors de la seconde rencontre « 2+4 » en cherchant à prolonger les droits d'occupation des puissances victorieuses de la Deuxième Guerre mondiale sur l'Allemagne. Même si Gorbatchev et Chevardnadzé

<sup>293</sup> Kohl, *Je voulais...*, p. 388.

<sup>294</sup> *Ibid.*, p. 389.

<sup>295</sup> Kohl, *Je voulais...*, p. 347. Lors d'un sommet économique à Houston, Kohl a réussi à convaincre les pays membres du G-7 qu'une aide financière à l'URSS était cruciale pour consolider la position de Gorbatchev et de son gouvernement. Seul Bush a maintenu qu'il lui était impossible d'acquiescer à sa demande compte tenu de la position de l'URSS vis-à-vis de Cuba et de la crise lituanienne.

maintiennent qu'ils se souciaient de l'opinion publique en URSS, les mémoires de Falin supportent plutôt l'idée qu'il existait deux clans antagonistes au Kremlin. Plusieurs membres conservateurs souhaitaient prévenir la perte de la RDA à l'OTAN, et donc bloquer l'unification de l'Allemagne. C'est pour cette raison qu'il existe une confusion dans les mémoires soviétiques.

Même si Moscou demeurait isolée, les efforts diplomatiques de Bonn et de Washington à son endroit témoignent de l'importance de son accord au processus de réunification. Après la première rencontre à Bonn, Bush et Baker ont rencontré les dirigeants soviétiques à Moscou et à Washington, tentant chaque fois de les convaincre des avantages d'une Allemagne unie dans l'OTAN. Parallèlement, Genscher a rencontré Chevardnadzé à plusieurs reprises en juin afin de délimiter la nature des négociations « 2+4 », le rassurant chaque fois des bonnes intentions occidentales. Les efforts conjoints de Bonn et Washington se sont concrétisés à la suite de la déclaration de Londres, initiée par Bush, lors d'un voyage du chancelier au Caucase en juillet 1990.

# Résultats et conclusions

La problématique générale de ce travail de maîtrise s'est penchée sur la validité historique des mémoires politiques de Bonn, Washington et Moscou en relation au processus de réunification allemande de 1989-1990. Il ne s'agissait pas de reconstruire de façon exhaustive les événements relatifs au processus de réunification entre avril 1989 et octobre 1990, mais bien d'extraire les informations y faisant référence dans les mémoires, pour ensuite leur apporter une critique. Les résultats de la recherche peuvent être divisés en trois grandes catégories.

## Nature individuelle biaisée

Comme le mentionne Duroselle, les mémoires sont souvent biaisés et peuvent constituer une source historique défailante. Dans le cadre de ce travail, les partis pris, étant donné le succès retentissant de la réalisation de l'unité allemande, transparaissent d'abord dans une tendance des mémorialistes à exagérer leur rôle dans le processus en général. Plusieurs exemples montrent cette faiblesse, en commençant par la visite de Gorbatchev en RFA en juin 1989, où Kohl affirme avoir changé l'opinion du chef soviétique quant à l'éventualité de l'unification de l'Allemagne. Non seulement cette version contredisait celle présentée dans d'autres mémoires, notamment ceux de Hutchings, mais elle est aussi douteuse si on considère le refus catégorique de Moscou d'accepter l'autodétermination des Allemands jusqu'en février 1990. Cette prédilection continue après la chute du Mur. Kohl estime que les événements de la nuit du 9 au 10 novembre ont été le résultat de son discours au Bundestag tenu la journée précédente. Même si les faits quant à la conférence de presse donnée par Shabowski sont controversés, il ne fait pas de doute que la révolution est-allemande avait été la cause véritable de la désorganisation du SED.

Evidemment, de telles manipulations ne sont pas exclusives aux mémoires de Kohl. Après le discours de Bush à Mayence, Baker et Hutchings ont donné le crédit à leur président pour avoir anticipé le processus de réunification. Même si ce dernier a mentionné la chute du Mur dans son allocution, l'unité allemande, telle qu'elle s'est produite, de façon directe et rapide, allait encore nécessiter plusieurs bouleversements imprévisibles avant de se réaliser, ce que personne n'aurait pu prévoir. Finalement, Gorbatchev, surtout après la chute du Mur, affirme à maintes reprises que l'Union soviétique s'était préparée depuis longtemps à la réunification de l'Allemagne. Ces affirmations sont difficiles à croire, surtout étant donné que

Moscou a attendu jusqu'en juillet avant de finalement y donner son accord. L'historiographie aurait aussi tendance à affirmer que Moscou était complètement dépassée par les événements en RDA après le 9 novembre 1989, en plus de faire face à des problèmes internes considérables. Ces exemples font donc preuve des nombreuses tentatives d'appropriation dans les mémoires, compromettant leur fiabilité historique.

En plus de constamment chercher à amplifier leur rôle dans les événements menant à la réunification, les hommes politiques omettent parfois des faits compromettants dans leurs témoignages. Les mémoires américains et soviétiques illustrent particulièrement bien cette tendance. Selon l'historiographie, Baker, lors d'un voyage à Moscou au début février 1990, aurait consenti à ce que l'OTAN ne s'étende pas au territoire de la RDA lors de l'éventuelle réunification. Cette concession, qualifiée d'erreur importante de la part de Scowcroft, est omise dans les mémoires de Baker, faisant ainsi ressortir leur pauvreté en tant que source. Dans la même ligne de pensée, les mémoires soviétiques minimisent leurs tentatives de ralentissement de la réalisation de l'unité allemande. Chevardnadzé, lorsqu'il commente les deux premières rencontres « 2+4 », ignore complètement la déception occidentale face à son effort de découplage des aspects externes des aspects internes, repoussant la pleine souveraineté de l'Allemagne à au moins cinq ans plus tard. Comme mentionné au chapitre 5, suite aux nombreuses rencontres ministérielles en juin, Baker et Genscher s'attendaient à un certain progrès de la position soviétique. Chevardnadzé se contente de dire que la rencontre a été un succès, puisque les partenaires au sein des « six » ont soutenu un grand nombre des propositions faites par Moscou<sup>296</sup>. Ses mémoires ne font aucunement référence à l'atmosphère pessimiste qui régnait lors des deux premières rencontres « 2+4 ». Les omissions volontaires, ou encore le manque de détails sur certains événements spécifiques, constituent un handicap important des mémoires.

## Quelques aspects utiles

Si les mémoires, sur une base individuelle, constituent une source déficiente, cette étude a démontré qu'une lecture de plusieurs d'entre eux pouvait s'avérer utile pour obtenir de l'information historique. Une interprétation similaire de certains événements à l'intérieur de mémoires provenant d'hommes politiques antagonistes offre habituellement de l'information fiable au lecteur. L'impact des premières élections libres en RDA, le 18 mars 1990, fait

---

<sup>296</sup> Chevardnadzé, *L'avenir...*, p. 257.

l'unanimité dans les mémoires : tant du côté américain, que du côté allemand ou soviétique, les hommes politiques s'entendent pour dire qu'une unification directe et rapide était inévitable après les élections. Même si les Soviétiques ont tenté d'obtenir la neutralité de la RDA, en souhaitant découpler les aspects internes des aspects externes, ils n'ont jamais menacé de bloquer le processus interne après le 18 mars. Les accords du Caucase représentent un autre exemple d'unanimité dans les mémoires. Il n'existe aucune dispute autour du fait que les ententes conclues entre Kohl et Gorbatchev au début juillet représentaient la percée diplomatique principale en rapport à l'appartenance de l'Allemagne unie à l'OTAN. Le consensus auprès des protagonistes permet au moins d'affirmer, bien qu'il manque plusieurs détails, que Kohl et Gorbatchev avaient réglé les derniers points de litiges internationaux liés à la réunification de l'Allemagne.

Puisque l'unanimité est rare entre Bonn, Washington et Moscou, une plus grande connivence entre les interprétations des Américains et des Allemands de l'Ouest permet de conclure qu'il existait une solide coopération entre les deux gouvernements, contrairement à ce qui se passait avec Moscou. Malgré quelques contradictions, souvent associées à la connotation genschériste négative de Brent Scowcroft, les mémoires de Bonn et Washington présentent un portrait intégré du processus de réunification, débutant avec le discours de Bush à Mayence en mai 1989 – même si les motifs initiaux de ce dernier n'avaient rien à voir avec une éventuelle réunification –, jusqu'à la signature du « Traité 2+4 » en septembre 1990. Malgré son retard sur le peuple, le chancelier avait pris les devants sur la scène internationale avec son discours en dix points pour lequel le soutien international était essentiel. Les Américains se sont empressés de donner leur appui, à deux reprises : d'abord au sein de l'Alliance atlantique le 5 décembre 1989, immédiatement après le discours en dix points de Kohl, et à nouveau en juillet 1990, lorsque Bush a recommandé une réorientation politique et militaire de l'OTAN. Kohl et Bush se sont aussi consultés régulièrement pour contrer Gorbatchev, notamment avant la rencontre de Malte ou encore pendant la visite de Kohl à Moscou en février. À Ottawa, les ministres Baker et Genscher affirment aussi avoir travaillé ensemble pour convaincre Chevardnadzé de signer la déclaration sur l'installation d'un processus de négociation pour les aspects externes de l'unification. Les mémoires ne laissent aucun doute quant à la complicité qui s'était installée entre les Américains et les Allemands de l'Ouest tout au long du processus de réunification.

L'attitude générale d'une administration, telle que dépeinte dans les mémoires, permet également de comprendre plusieurs enjeux politiques du processus de réunification, lorsque

comparée à celle de ses homologues. Du côté soviétique, principalement dans les mémoires de Gorbatchev, les nombreuses allégations à l'endroit de l'attitude déstabilisatrice de Kohl, en rapport à Berlin-Est, laissent percevoir une certaine panique au Kremlin. Cette attitude caractérise en fait l'aliénation de Moscou face aux politiques occidentales. Alors que Gorbatchev s'était montré réformateur à l'été 1989 en refusant d'intervenir en Hongrie, il fait volte-face en novembre, surtout après la chute du Mur. Le meilleur exemple de ce changement est certes sa réaction au discours en dix points de Kohl. Selon Gorbatchev, qui décrit deux conversations téléphoniques avec le chancelier, Kohl aurait renié ses promesses de stabilité. C'est à partir de ce moment que le triangle diplomatique Bonn/Washington/Moscou devient de plus en plus incongru. En comparaison aux mémoires de Bonn et Washington, ceux de Moscou mettent l'accent à plusieurs reprises sur l'importance de garder le processus de réunification sous contrôle, laissant percevoir une relation diplomatique difficile avec les Occidentaux.

Finalement, les interprétations divergentes et les contradictions à l'intérieur des mémoires facilitent le repérage de certains conflits diplomatiques entre les gouvernements, ou entre deux personnalités, parfois à l'intérieur d'une seule administration. Les incohérences à l'intérieur des récits américains quant au futur statut militaire de la RDA font ressortir quelques démêlés entre la Maison-Blanche et le NSC. Le manque de confiance de Scowcroft envers Baker transparait à quelques reprises, notamment à Ottawa, alors que Scowcroft lui demande de vérifier l'accord du chancelier envers la déclaration « 2+4 » – ce qui est d'ailleurs commenté par Zelikow et Rice, eux-mêmes membres du NSC – ou encore lorsqu'il le réprimande pour avoir concédé la neutralité de la RDA à Gorbatchev lors de son passage à Moscou. À Bonn, quelques petites contradictions entre les mémoires de Kohl et Genscher tracent aussi le portrait de la rivalité au sein de la coalition CDU/FDP. Genscher n'approuve pas le comportement du chancelier avant la tenue de son discours en dix points le 28 novembre 1989. Elbe et Kiessler, conseillers de Genscher, estiment quant à eux que les « cachotteries » à la chancellerie auraient pu mettre en péril la bonne entente entre Bonn et les autres pays impliqués dans le processus de réunification.

Même si les conflits à l'intérieur du Kremlin tardent à se manifester, ils deviennent d'autant plus significatifs lorsque les négociations au sujet des alliances ont été enclenchées. Défenseur d'une politique moins réformatrice, Falin critique Chevardnadzé à plusieurs reprises, le qualifiant de dissident aux ordres de Gorbatchev. Lors de la « Conférence à ciels ouverts » à Ottawa, et à Washington, lors du sommet américano-soviétique, Falin maintient que Chevardnadzé fait montre d'incompétence y allant d'initiatives personnelles sans avoir consulté

Gorbatchev. En plus de désobéir aux ordres, le ministre des Affaires étrangères aurait mal informé son chef sur la position américaine relativement au statut de la RDA. Chevardnadzé utilise, quant à lui, ces attaques de la part du clan conservateur pour justifier sa ligne dure – principalement le découplage des aspects externes des aspects internes lors de la première ronde « 2+4 » à Bonn, et le prolongement des droits d'occupation des quatre puissances sur l'Allemagne pour une durée de cinq ans lors de la deuxième ronde à Berlin-Est – auprès des Occidentaux. Qui plus est, lui et Gorbatchev s'entendent pour dire que les progrès accomplis à partir du mois de février jusqu'aux accords du Caucase, malgré une certaine résistance de la part de l'opinion publique, ont été conduits dans l'intérêt de l'Union soviétique. Les mémoires sont donc particulièrement indicatifs des conflits personnels entre les hommes politiques d'un même gouvernement.

Aussi, les interprétations divergentes d'un gouvernement à un autre dans les mémoires aident à mieux comprendre les enjeux diplomatiques au niveau international. Tel qu'abordé ci-dessus, alors que Gorbatchev s'était montré particulièrement ouvert aux réformes des pays est-européens à la fin de l'été 1989, son attitude change complètement après la chute du Mur, ou plus précisément après le discours en dix points du chancelier Kohl. Gorbatchev accuse ce dernier à plusieurs reprises d'avoir renié ses promesses de l'été 1989, et d'avoir donc voulu déstabiliser la situation politique en RDA et en Europe de l'Est. Plusieurs interprétations différentes entre les Occidentaux et les Soviétiques viennent corroborer ces observations. Chevardnadzé décrit son discours à Bruxelles à la fin décembre comme l'adhésion de l'Union soviétique au processus de réunification, tandis que Bush estime que son discours faisait état de la panique et de la confusion qui avaient gagné le Kremlin. Il en va de même pour les premières rencontres « 2+4 ». Genscher et Baker qualifiaient les déclarations de Chevardnadzé comme une tentative de ralentissement de l'unité allemande, alors que ce dernier estime plutôt que l'on effectuait un progrès graduel vers l'unité. Les différences d'interprétation entre les mémoires occidentaux et soviétiques laissent clairement comprendre que Moscou, pour la majorité du processus de réunification, se trouvait aliénée. L'étude des mémoires présente un portrait utile pour la compréhension des grands enjeux diplomatiques du processus de réunification.

## Le peuple oublié : limite absolue

En dépit d'une lecture collective de plusieurs mémoires, quelques-unes de leurs faiblesses historiques demeurent insurmontables. Tous, tant à Washington qu'à Bonn ou à

Moscou, tentent de démontrer leur emprise sur le processus de réunification, mettant mutuellement les politiques des autres en arrière-plan pour glorifier les leurs. Or, personne ne défend adéquatement le rôle protagoniste du peuple dans le processus vers l'unité allemande. C'est seulement en prenant connaissance des événements dramatiques en RDA dans l'historiographie, ou dans le cadre de ce travail, en suivant chronologiquement la révolution dans le *Keesing's Record of World Events*, que l'on constate cette lacune. Alors que les esprits s'échauffaient en RDA en octobre 1989, et que le SED commençait graduellement à perdre son influence sur le peuple, les mémoires évitent le sujet et se concentrent plutôt sur quelques rencontres diplomatiques résultant des nouvelles politiques instaurées par Gorbatchev, tentant à quelques reprises de les associer, sans convictions, au processus de réunification à venir. En réalité, rien n'indique dans les mémoires que la diplomatie internationale avait anticipé la révolution. Le meilleur exemple est sans aucun doute la précarité des contacts diplomatiques à la veille de la chute du Mur, ajouté au fait que les discours des protagonistes ouest-allemands à Schöneberg, le 10 novembre 1989, ne contenaient aucun indice de réunification à court terme. Qui plus est, Kohl, le premier à formuler un plan de réunification lors de son discours en dix points du 28 novembre au Bundestag, avoue lui-même qu'il n'envisageait guère une réunification avant trois ou quatre ans, alors que le peuple scandait *wir sind ein Volk* dans les rues de Leipzig. Encore en janvier 1990, pendant que la RDA s'effondrait politiquement et économiquement, la diplomatie n'avait toujours pas emboîté le pas. C'est seulement après les élections du 18 mars 1990, où la population est-allemande s'est massivement prononcée pour une réunification rapide et directe, que les diplomates ont accepté à l'unanimité de négocier les aspects internationaux du processus. Ces événements cruciaux dans la réalisation de l'unité allemande ne sont malheureusement que partiellement abordés dans les mémoires de Bonn, Washington et Moscou. Cette carence représente sûrement la défaillance principale des mémoires sur le plan historique.

Dans sa critique, von Plato conclut que les entretiens qu'il a réalisés avec les protagonistes du processus de réunification se sont avérés beaucoup plus fiables, comme source historique, qu'il ne le croyait au départ. Reconnaisant l'aspect subjectif des témoignages provenant d'hommes politiques d'expérience, il croit que toute source comporte un côté subjectif, que ce soit des entretiens, des mémoires, des protocoles officiels ou des dossiers gouvernementaux. Chaque type de document renferme différentes informations, utiles de façon complémentaire. Si les documents officiels sont pratiques pour obtenir des détails précis, les

mémoires sont particulièrement utiles pour comprendre les points de litiges et les enjeux diplomatiques liés à certains événements :

[Les entretiens] ont montré beaucoup plus clairement que les protocoles où se trouvaient les véritables contradictions, qui étaient les opposants et avec quels arguments ils s'affrontaient, et où se trouvaient les discordes personnelles. L'importance des contradictions entre les représentants de partis d'un même pays, entre les dirigeants d'États et ministres des Affaires étrangères ou entre les gouvernements des différents pays y était clairement présentée. [...] Certains [enjeux ou conflits] sont seulement compréhensibles avec l'aide de l'information que l'on retrouve dans les entretiens<sup>297</sup>.

L'analyse de von Plato rejoint quelques-unes des conclusions de ce travail au sujet des mémoires. Notamment, les comptes rendus peuvent aider à cerner certains conflits ou points de litige diplomatiques, tant à l'interne qu'à l'international. Or, von Plato semble plus optimiste, reléguant à l'arrière-plan l'aspect subjectif des entretiens. Ce travail de maîtrise a démontré que la subjectivité des mémoires traitant du processus de réunification, pour diverses raisons, constitue un obstacle de taille pour quiconque espère représenter de manière juste les faits marquants de cette période historique dans l'ensemble. Une telle conclusion se rapproche cette fois de la thèse de Duroselle lorsqu'il écrit que les historiens ont tendance à les laisser de côté pour documenter leurs études.

---

<sup>297</sup> Von Plato, *Die Vereinigung...*, p. 426.

# Sélection bibliographique

## Documents officiels

Auswärtiges Amt. *40 Jahre Aussenpolitik der Bundesrepublik Deutschland. Eine Dokumentation.* Stuttgart, Bonn Aktuell, 1989. 797 pages.

-----, *Deutsche Aussenpolitik 1990/1991. Auf dem Weg zu einer europäischen Friedensordnung. Eine Dokumentation.* München, Bonn Aktuell, 1991. 476 pages.

Küsters, Hanns Jürgen et Daniel Hofmann. *Deutsche Einheit. Sonderedition aus den Akten des Bundeskanzleramtes 1989/90.* München, R. Oldenbourg Verlag, 1998. 1667 pages.

Office de Presse et d'Information du Gouvernement Fédéral. *L'unification de l'Allemagne en 1990. Une documentation.* Bonn, 1991. 192 pages.

US Government Printing Office. *Public Papers of the President of the United States, George Bush (1989-1993).* Washington D.C., 1990. 2 volumes.

## Source: mémoires politiques sur la réunification allemande

Baker, III, James A. *The Politics of Diplomacy. Revolution, War, and Peace, 1989-1992.* New York, G.P. Putnam's Sons, 1995. 687 pages.

Bush, George et Brent Scowcroft. *A World Transformed. A Study in Statecraft.* New York. Knopf, 1998. 590 pages.

Chevardnadzé, Édouard. *L'Avenir s'écrit liberté.* Paris, Éditions Odile Jacob, 1991. 357 pages.

Elbe, Frank et Richard Kiessler. *A Round Table with Sharp Corners. The Diplomatic Path to German Unity.* Baden-Baden, Nomos Verlagsgesellschaft GmbH & Co. KG, 1993. 256 pages.

Falin, Valentin. *Politische Erinnerungen.* München, Droemer Knaur, 1995. 519 pages.

Genscher, Hans-Dietrich, *Rebuilding a House Divided. A Memoir by the Architect of German Reunification.* New York, Bantam, 1998. 752 pages.

Gorbatchev, Mikhaïl. *Mémoires. Une vie et des réformes.* Paris, Éditions du Rocher, 1997. 941 pages.

-----, *Avant-mémoires.* Paris, Odile Jacob, 1993. 430 pages.

-----, *Wie es war. Die deutsche Wiedervereinigung.* Berlin, Ullstein, 1999. 222 pages.

- Hutchings, Robert L. *American Diplomacy and the End of the Cold War. An Insider's Account of US Policy in Europe, 1989-1992*. Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1998. 456 pages.
- Kohl, Helmut. *Je voulais l'unité de l'Allemagne*. Paris, de Falcois, 1997. 409 pages.
- Kwizinski, J.A. *Vor dem Sturm. Erinnerungen eines Diplomaten*. Berlin, Siedler Verlag, 1993. 476 pages.
- Ligatchev, Yegor. *Inside Gorbachev's Kremlin. The Memoirs of Yegor Ligatchev*. Boulder, Westview Press, 1996. 407 pages.
- Palazchenko, Pavel. *My Years with Gorbachev and Shevardnadze. The Memoir of a Soviet Interpreter*. University Park, The Pennsylvania State University Press, 1997. 394 pages.
- Schäuble, Wolfgang. *Der Vertrag. Wie ich über die deutsche Einheit verhandelte*. Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1991. 317 pages.
- Seiters, Rudolf. *Zehn Jahre nach dem Fall der Mauer. Erinnerungen und Gedanken*. Fürstfeldbruck, Kester-Haeusler-Stiftung, 2000. 25 pages.
- Strauss, Franz-Josef. *Die Erinnerungen*. Berlin, Goldmann, 1991. 638 pages.
- Teltschik, Horst. *329 Tage. Innenansichten der Einigung*. Berlin, Siedler, 1991. 380 pages.
- Tschernajew, Anatoli. *Die letzten Jahre einer Weltmacht. Der Kreml von innen*. Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1993. 480 pages.
- Walters, Vernon A. *Die Wiedervereinigung war voraussehbar. Hinter den Kulissen eines entscheidenden Jahres. Die Aufzeichnungen des amerikanischen Botschafters*. Berlin, Siedler Verlag, 1994. 125 pages.

## Journaux et périodiques cités régulièrement

- Keesing's Record of World Events*. Cambridge, Longman Group, 1989-1990.
- The New York Times*. 1989-1990.

## Dictionnaires

- Handwörterbuch zur deutschen Einheit*. Werner Weidenfeld, dir. Frankfurt/Main, Campus Verlag, 1992. 800 pages.
- Le nouveau petit Robert*. Dictionnaire le Robert, Paris, 2003.

## Monographies

- Adomeit, Hannes. *Imperial Overstretch. Germany in Soviet Policy from Stalin to Gorbachev— an Analysis Based on New Archival Evidence, Memoirs, and Interviews*. Baden-Baden, Nomos Verlagsgesellschaft, 1998. 609 pages.
- Asmus, Ronald D. *German Perceptions of the United States at Unification*. Santa Monica, Rand, 1991. 51 pages.
- Beschloss, Michael R. et Strobe Talbot. *At the Highest Levels. The Inside Story of the End of the Cold War*. Boston, Little Brown and Company, 1993. 498 pages.
- Betzuege, Reinhard. *Hans-Dietrich Genscher, Eduard Schewardnadse. Das Prinzip Menschlichkeit*. Bergisch Gladbach, Bastei Lübbe, 1994. 234 pages.
- Biermann, Rafael. *Zwischen Kreml und Kanzleramt. Wie Moskau mit der deutschen Einheit rang*. Paderborn, F. Schöningh, 1997. 799 pages.
- Duroselle, Jean-Baptiste. *L'Europe de 1815 à nos jours*. Paris, Presses Universitaires de France, [1964] 1988. 419 pages.
- Fischer, Angela. *Entscheidungsprozess zur deutschen Wiedervereinigung. Der aussen—und deutschlandpolitische Entscheidungsprozess der Koalitionsregierung Kohl/Genscher in den Schicksalsjahren 1989/90*. Frankfurt am Main, Peter Land GmbH, 1996. 307 pages.
- Fritsch-Bournazel, Renata. *Europe and German Unification*. New York, St. Martin's Press, 1992. 254 pages.
- . *L'Allemagne unie dans la nouvelle Europe*. Bruxelles, Complexe, 1991. 375 pages.
- Fulbrook, Mary. *The Divided Nation. A History of Germany 1918-1990*. New York, Oxford University Press, 1991. 405 pages.
- Garthoff, Raymond L. *The Great Transition. American-Soviet Relations and the End of the Cold War*. Washington, D.C., Brookings Institution, 1994. 834 pages.
- Garton Ash, Timothy. *In Europe's Name*. New York, Random House, 1993. 680 pages.
- Gedmin, Jeffrey. *The Hidden Hand. Gorbachev and the Collapse of East Germany*. Washington, D.C., The AEI Press, 1992. 167 pages.
- Glaessner, Gert-Joachim. *The Unification Process in Germany. From Dictatorship to Democracy*. New York, St. Martin's Press, 1992. 248 pages.
- Hanrieder, Wolfram F. *Germany, America, Europe. Forty Years of German Foreign Policy*. New Haven / London, Yale University Press, 1989. 509 pages.

- Jarausch, Konrad H. et Volker Gransow. *Uniting Germany. Documents and Debates, 1944-1993*. Providence et Oxford, Berghahn Books, 1994. 282 pages.
- Jarausch, Konrad H. *The Rush to German Unity*. New York, Oxford University Press, 1994. 280 pages.
- Kaiser, Karl. *Deutschlands Vereinigung. Die internationalen Aspekte. Mit den wichtigen Dokumenten*. Bergisch Gladbach, Bastei Lübbe, 1991. 384 pages.
- Knappe, Jens. *Die USA und die deutsche Einheit. Amerikanische Deutschlandpolitik im Kontext von veröffentlichter und öffentlicher Meinung 1989/90*. München, Forschungsgruppe Deutschland, 1996. 217 pages.
- Kuhn, Ekkehard. *Gorbatschow und die deutsche Einheit*. Bonn, Bouvier Verlag, 1993. 225 pages.
- Lévesque, Jacques. *1989. La fin d'un empire. L'URSS et la libération de l'Europe de l'Est*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1995. 331 pages.
- Ménudier, Henri. *L'Allemagne. De la division à l'unité*. Asnières, Institut d'allemand d'Asnières, 1991. 298 pages.
- Merkel, Peter H. *German Unification in the European Context*. University Park, Pennsylvania State University Press, 1993. 448 pages.
- Pond, Elizabeth. *After the Wall. American Policy Toward Germany*. Twentieth Century Fund, Inc, [1990] 1991. 111 pages.
- . *Beyond the Wall. Germany's Road to Unification*. Washington, D.C., Brookings Institution, 1993. 367 pages.
- Smyser, W.R. *From Yalta to Berlin. The Cold War Struggle Over Germany*. New York, St. Martin's Griffin, 2000. 465 pages.
- . *Restive Partners. Washington and Bonn Diverge*. Boulder, Westview Press, 1990. 166 pages.
- Szabo, Stephen F. *The Diplomacy of German Unification*, New York, St. Martin's Press, 1992. 162 pages.
- Von Plato, Alexander. *Die Vereinigung Deutschlands. Ein weltpolitisches Machtspiel. Bush, Kohl, Gorbatschow und die geheimen Moskauer Protokolle*. Berlin, Ch. Links Verlag, 2002. 485 pages.
- Weidenfeld, Werner. *Aussenpolitik für die deutsche Einheit. Die Entscheidungsjahre 1989/90*. Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1998. 952 pages.
- Winkler, Heinrich August. *Der lange Weg nach Westen*. München, Beck, 2000. 2 volumes.
- Zelikow, Philip et Condoleezza Rice. *Germany Unified and Europe Transformed. A Study in Statecraft*. Cambridge, Harvard University Press, 1995. 493 pages.

## Mémoires et thèses

Hubel, Helmut. *Das vereinte Deutschland aus internationaler Sicht*. Arbeitspapier zur internationalen Politik, Bonn, Forschungsinstitut der deutschen Gesellschaft für auswärtige Politik, 1993. 96 pages.

Lecomte, Jocelin. *États-Unis et Allemagne. « Partners in leadership ». Une perspective américaine*. Université de Montréal, 1996. 105 pages.

Lemay, Benoît. *Les aspects et les enjeux du « genschérisme ». L'Ostpolitik d'Hans-Dietrich Genscher durant l'ère de Mikhaïl Gorbatchev à la tête de l'empire soviétique*. Université de Montréal, 1998. 143 pages.

## Articles de périodiques

Adomeit, Hannes. « Gorbatchev, German Unification and the Collapse of the Empire ». *Post-Soviet Affairs*, vol. 10, n. 3, 1994, p. 197-230.

Arnold, Eckart. « German Foreign Policy and Unification ». *International Affairs*, vol. 67, n. 3, 1991, p. 453-471.

Asmus, Ronald D. « Les États-Unis, l'Allemagne et l'Europe Centrale ». *Revue d'Allemagne*, tome 27, n. 3, 1995, p. 343-357.

----- . « Germany and America: Partners in Leadership ? ». *Survival*, vol. 33, n. 6, 1991, p. 546-566.

Bariéty, Jacques. « Deutsche Einheit: publication de documents de la chancellerie de la RFA sur la réunification 1989-90 ». *Revue d'Allemagne*, tome 31, n. 1, 1999, p. 155-168.

Bartfeld, Heinrich. « Die vier Siegermächte und die deutsche Einheit ». *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft*, vol. 41, n. 7-12, 1993, p. 876-883.

Boll, Michael M. « Superpower Diplomacy and German Unification: the Insider's Views ». *Parameters*, vol. 26, n. 4, 1996-97, p. 109-121.

Costigliola, Frank. « An "Arm Around the Shoulder": the United States, NATO and German Reunification, 1989-90 ». *Contemporary European History*, vol. 3, n. 1, 1994, p. 87-110.

Cox, Michael et Steven Hurst . « "His Finest Hour?" George Bush and the Diplomacy of German Unification ». *Diplomacy and Statecraft*, vol. 13, n. 4, 2002, p. 123-150.

Denis, Mike. « A Selected Bibliography of Articles and Books on the Collapse of the GDR and the Process of German Unification 1991-1994 ». *East Central Europe*, vol. 19, n. 2, 1992, p. 199-238.

- Forsberg, Tuomas. « Power, Interest and Trust: Explaining Gorbachev's Choices at the End of the Cold War ». *Review of International Studies*, vol. 25, 1999, p. 603-621.
- Fulbrook, Mary. « L'Allemagne avant et après 1989: perspectives britanniques ». *Histoire, Économie et Société*, vol. 13, n. 1, 1994, p. 215-228.
- Genscher, Hans-Dietrich. « Prenons au sérieux M. Gorbatchev—Prenons-le au mot ». *Documents. Revue des Questions Allemandes*, n. 2, 1987, p. 5-15.
- Hildebrand, Klaus. « Probleme und Perspektiven der Forschung zur deutschen Einheit 1989/90 ». *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, vol. 52, n. 4, 2004, p. 193-210.
- Joffe, Josef. « The Revisionists: Moscow, Bonn, and the European Balance ». *National Interest*, vol. 17, 1989, p. 41-54.
- Kocka, Jürgen. « La réunification et la recherche historique allemande ». *Vingtième siècle*, vol. 34, 1992, p. 32-36.
- Létourneau, Paul. « La politique étrangère allemande: style nouveau et fidélité au multilatéralisme ». *Revue d'Allemagne*, tome 31, n. 2, 1999, p. 333-345.
- . « Les États-Unis et la question allemande en évolution 1989-1991 », *Relations Internationales*, n. 70, (été 1992), p. 169-189.
- Loth, Wilfried. « Die Historiker und die deutsche Frage : ein Rückblick nach dem Ende des kalten Krieges ». *Historisches Jahrbuch*, vol. 112, 1992, p. 366-382.
- Macfarlane, S. Neil. « La Russie et la sécurité de l'Allemagne dans la nouvelle Europe ». *Revue d'Allemagne*, tome 27, n. 3, 1995, p. 359-375.
- Ménudier, Henri. « François Mitterrand et l'unité allemande d'après les mémoires Posthumes ». *Revue d'Allemagne*, vol. 28, n. 4, 1996, p. 483-494.
- Miard-Delacroix, Hélène. « Ungebrochene Kontinuität ». *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, vol. 47, n. 4, 1999, p. 539-558.
- Newnham, Randall. « The Price of German Unity: the role of economic aid in the German-soviet negotiations ». *German Studies Review*, vol. 22, n. 3, 1999, p. 421-446.
- Rödder, Andreas. « "Durchbruch im Kaukasus"? Die deutsche Wiedervereinigung und die Zeitgeschichtsschreibung ». *Jahrbuch des Historischen Kollegs*, 2002, p. 137-140.
- . « Staatskunst statt Krieghandwerke ». *Historisches Jahrbuch*, vol. 118, 1998, p. 223-260.
- . « Zeitgeschichte als Herausforderung: der Weg zur deutschen Einheit ». *Historische Zeitschrift*, vol. 270, n. 3, 2000, p. 669-687.
- Spohr, Kristina. « German Unification: Between Official History, Academic Scholarship, and Political Memoirs ». *Historical Journal*, vol. 43, n. 3, 2000, p. 869-888.

Von Plato, Alexander. « Widersprüchliche Erinnerungen : Internationale Protagonisten der Wiedervereinigung und nationale Vereinigungsmythen ». *BIOS*, vol. 14, Heft 1, 2001, p. 37-72.

----- . « Zehn Jahre danach : Projekt zur Wiedervereinigung Deutschlands für das ZDF ». *BIOS*, vol. 12, Heft 2, 1999, p. 257-269.

Zimmer, Matthias. « Vorgeschichte der Wiedervereinigung ? Die Regierung Kohl und die deutsche Frage vor der Wende ». *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft*, vol. 43, n. 3, 1995, p. 247-256.

### Articles d'ouvrages collectifs

Hanrieder, Wolfram F. « Les relations germano-américaines dans la nouvelle Europe » dans Paul Létourneau, dir. *L'Allemagne unie dans une nouvelle Europe*. Québec, Centre québécois de relations internationales, 1990. 232 pages.

Létourneau, Paul. « Les Allemands et l'unité nationale » dans Paul Létourneau, dir. *L'Allemagne unie dans une nouvelle Europe*. Québec, Centre québécois de relations internationales, 1990. 232 pages.

